



# Documentation Régionale sur l'Education et le Développement des Compétences des Adolescents Scolarisés et Non Scolarisés

En Afrique de l'Ouest et du Centre





## REMERCIEMENTS

Ce rapport a été rédigé et compilé par le groupe de consultants de Bersama International. Ses principaux auteurs sont Veronica Torres et Mariko Scavone, avec le soutien de Joëlle Matte. Nous remercions tout particulièrement le personnel du Bureau Pays de l'UNICEF pour leur contribution aux études de cas : Sophie Achilleas, Issa Mabou, Alima Boukary Marcos, Khadij Mint Mohamed Salem, Madeez Adamu-Issah, Patricia Safi Lombo, Boureima Daouda, Salamatou Himou. Nous remercions également Mahama Kamagate, Lalla Aicha Cheikh, Massandje Toure, Ann Hershkowitz, Justice Kaati, Henry Atimone, Issa Evaristho Moussa, Colette Benoudji, Djigue Allah-ass, et Audrey Auclair pour le soutien supplémentaire apporté aux études de cas.

Ce travail a été géré et supervisé par Kokou Amelewonou et Ikuko Shimizu, Spécialistes en Education du Bureau Régional de l'UNICEF pour l'Afrique de l'Ouest et l'Afrique centrale (AOAC) à Dakar, avec l'appui de Cecilia Baldeh, Conseillère Régionale en éducation, Anna Maria Levi, Spécialiste en Suivi et Evaluation, et Anjolie Sancia Okoye, Spécialiste en Gestion des Connaissances. La traduction française de ce rapport a été relue par Nadjat Saidani, Spécialiste en Education du Bureau de Pays de l'UNICEF au Niger.

Cette étude a été financée par la Coopération Allemande, dans le cadre du programme *Building Resilience in the Sahel*.

Photo de couverture : © UNICEF

# TABLE DES MATIERES

Resume Executif 4

---

Resume des Etudes des Cas 7

---

Introduction 11

---

Methodologie 12

---

Résumé des Principaux Résultats et des Recommandations 17

## ÉTUDES DE CAS DE PAYS

CÔTE D'IVOIRE 23

MAURITANIE 29

SENEGAL 35

GHANA 42

NIGER 58

CHAD 65

## APPENDICES

APPENDIX 1: Sources for Stories of Promising and Good Programs 74

---

APPENDIX 2: Annotated Bibliography 86

# RESUME EXECUTIF

Cette documentation identifie, cartographie, examine et évalue les interventions efficaces et évolutives mises en œuvre en AOAC au cours des cinq dernières années et visant à réduire l'abandon scolaire au niveau du primaire et du secondaire, en particulier chez les filles ; à accroître l'accès à des voies d'apprentissage alternatives et/ou à aider les adolescents à développer des compétences professionnelles.

La documentation a pour but de tirer des enseignements de ces interventions afin d'orienter la stratégie et la conception de programme de soutien aux adolescents par l'UNICEF et ses partenaires. Elle vise également à étayer l'élaboration d'une stratégie régionale de l'UNICEF visant à utiliser les écoles et les centres d'apprentissage alternatifs comme plateforme pour fournir aux adolescents des services intégrés et décrit certaines conclusions résultant de ce processus. L'UNICEF prévoit que l'utilisation des écoles comme prestataires de services intégrés pour adolescents contribuera à réduire l'abandon scolaire, en particulier chez les filles, à accroître l'accès à des moyens d'apprentissage alternatifs et à aider les adolescents à acquérir des compétences professionnelles. Cela permettra d'accélérer les progrès soutenant l'indicateur Résultats Clés pour les Enfants (KRC) 3 de l'UNICEF sur "l'accès à l'éducation de façon équitable et durable".

Le Bureau Régional de l'UNICEF pour l'AOAC a travaillé avec une équipe de consultants pour identifier, cartographier, examiner et évaluer les programmes mis en œuvre au cours des cinq dernières années qui sont efficaces pour prévenir l'abandon scolaire des adolescents dans les niveaux supérieur de l'école primaire et le niveau inférieur de l'école secondaire ; offrir des compétences en lecture, écriture, calcul, vie, alphabétisation/ apprentissage numérique et en employabilité, ainsi que des compétences spécifiques à un emploi ; et/ ou étendre les programmes d'enseignement des écoles coraniques afin de couvrir les domaines curriculaires de base, y compris la lecture, l'écriture, le calcul, les compétences de vie et d'employabilité.

L'exercice a permis d'identifier 51 interventions dans la région. Le processus de collecte d'informations a été difficile et a demandé beaucoup de temps et de suivi. Ces interventions ont été compilées dans la base de données, qui a servi de base à la documentation. La base de données comprend des descripteurs succincts et des descriptions narratives des projets. Elle peut être filtrée à l'aide de 38 descripteurs. Elle offre une ressource pour appuyer l'apprentissage entre pays, identifier des exemples de bonnes pratiques et alimenter les programmes d'apprentissage. Compte tenu de la variabilité des données contenues dans la base de données, celle-ci est surtout utile en tant que recueil d'informations sur les projets, facile à utiliser et à consulter. Elle est moins adaptée aux comparaisons inter-projets et aux analyses quantitatives connexes. La documentation complète du programme n'était pas disponible pour toutes les interventions ; par exemple, pour certaines interventions, il y avait une proposition, mais seuls des rapports limités étaient disponibles et/ou les informations financières n'étaient pas disponibles ou se limitaient aux informations budgétaires. Malgré une documentation fragmentaire, la base de données est un outil utile que l'UNICEF et ses partenaires peuvent utiliser pour renforcer leurs connaissances, proposer des priorités d'apprentissage et d'évaluation, et informer la prise de décision stratégique sur les programmes d'éducation pour les adolescents dans la région.

**Sur les 51 interventions figurant dans la base de données, 23 ont inclus des interventions de prévention de l'abandon scolaire, 23 ont offert une certaine forme de développement des compétences en alphabétisation,**

## calcul, aptitudes socio-émotionnelles et/ou employabilité, et 05 ont étoffé le contenu des écoles coraniques pour inclure les domaines standards du programme scolaire de base. Les contextes des projets comprenaient les conflits et les déplacements, les zones rurales et les zones urbaines.

Un système de codage permet l'analyse et la classification des interventions incluses dans la base de données, conformément aux questions basées sur les résultats fournis par l'UNICEF. Les interventions figurant dans la base de données sont classées en tant que bonnes pratiques, prometteuses et émergentes à l'aide d'une grille comprenant des critères d'évaluation de la conception, de la faisabilité et de la reproductibilité fondées sur des preuves. Les questions de l'UNICEF, basées sur les résultats, ont porté sur les résultats positifs du projet, le potentiel d'extension, la contribution au renforcement de la responsabilité des détenteurs d'obligations, la promotion de l'appropriation nationale, le potentiel d'accélération de la réalisation des résultats clés de l'UNICEF, l'intégration des services à l'appui de l'efficacité, la durabilité financière et sociale, et la justification de la reproduction compte tenu des risques et des opportunités du projet.

Bien que la base de données soit utile pour consolider les informations descriptives et faciliter une compréhension qualitative des programmes, la variabilité et l'incomplétude des informations qu'elle contient rendent difficile l'extraction de statistiques descriptives et d'analyses significatives relatives à l'ensemble des données (et ce n'était pas le but recherché). L'utilisation de cette base de données à l'avenir peut permettre d'améliorer l'analyse. Les observations qui ressortent du processus d'examen et d'analyse des documents sont les suivantes :

- Sur les 51 interventions saisies dans la base de données), cinq ont été évaluées comme démontrant une bonne pratique en termes de résultats et d'approche factuelle, de faisabilité et de reproductibilité, 26 comme démontrant une pratique prometteuse, et 12 comme démontrant une pratique émergente.
- La plupart des interventions évaluées ont produit, ou semblent être en train de produire, des résultats positifs pour les adolescents.
- Plus de la moitié des interventions de la base de données impliquaient le gouvernement et les autorités nationales dans la conception ou la mise en œuvre du programme, et plus d'un quart comportaient un point de formation des acteurs gouvernementaux.
- Plus de trois quarts des interventions de la base de données ont tiré parti de partenariats avec diverses entités nationales (gouvernement, société civile, secteur privé et autres) en tant que stratégie de prestation de services.
- La plupart des programmes évalués avaient le potentiel d'accélérer les résultats pour les enfants.
- Des statistiques descriptives d'efficacité ont pu être calculées (coût moyen budgétisé par bénéficiaire, inclusion des jeunes vulnérables et nombre moyen de services fournis par intervention) pour chacune des catégories d'intervention (bonne, prometteuse, émergente), mais la réalisation d'une analyse plus approfondie et la production de conclusions sur les données dépassaient le cadre de ce contrat.
- Un certain nombre de risques sociaux et culturels systémiques ont pu être identifiés et traités dans les interventions de la base de données. La documentation de ces interventions peut être une source d'information utile pour le personnel de l'UNICEF et de ses partenaires qui conçoivent des interventions et envisagent des risques et des stratégies d'atténuation.


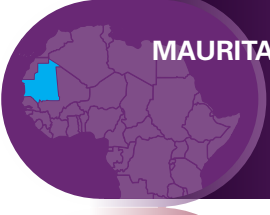
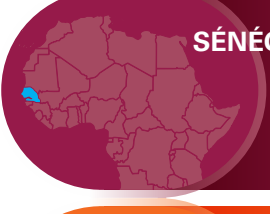
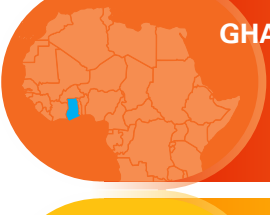
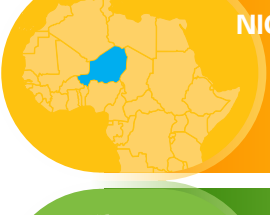
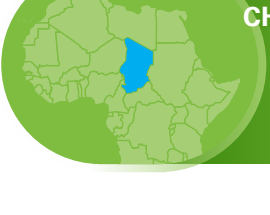
Les bonnes pratiques identifiées dans les interventions évaluées sont les suivantes :

- Utiliser des technologies et de méthodes d'enseignement telles que l'instruction interactive par radio. Intégrer des réfugiés dans les systèmes d'éducation formelle, non formelle ou informelle qui améliorent l'accès à l'éducation dans des contextes difficiles.
- Mettre en œuvre des programmes d'éducation avec une approche holistique qui intègre de multiples services sociaux qui peuvent être déficients dans des contextes affectés par des conflits (santé, WASH, sécurité alimentaire, etc.).
- Engager les entités gouvernementales dans toutes les phases du projet (étude de délimitation, conception, mise en œuvre et/ou suivi et évaluation) afin d'accroître la collaboration et l'investissement continu du gouvernement.
- Inclure l'investissement financier du gouvernement dès le début et tout au long du projet.
- S'assurer que les activités de renforcement des compétences incluent un soutien générateur de revenus pour les diplômés.
- Soutenir les échanges d'apprentissage entre les pays pour renforcer les connaissances sur la transformation du genre.
- Faciliter un dialogue régional sur les services intégrés, y compris les investissements dans les infrastructures, afin de mieux comprendre les investissements à fort impact.
- Documenter l'apprentissage comme une bonne pratique dans toutes les interventions.

# RESUME DES ETUDES DES CAS

Les études de cas ont été sélectionnées pour montrer la diversité des types de programmes. Elles ont été entreprises dans six pays de la région confrontés à une série de défis en matière d'éducation. Il s'agit notamment des conflits, de la

remise en cause des normes de genre, du chômage élevé des jeunes et de l'insécurité persistante. L'accès et la qualité de l'éducation dans chaque pays étudié ont été améliorés grâce aux investissements réalisés par l'UNICEF et ses partenaires.

Pays	Nom du Programme	Type(s) de Programme
 <b>CÔTE D'IVOIRE</b>	Appui à la mise en œuvre de la Stratégie Nationale d'Intégration des Enfants des Structures Islamiques d'Education dans le Système Educatif officiel (SNIESIE)	Améliorer l'éducation coranique
 <b>MAURITANIE</b>	Savoir, Apprendre et Faire pour être Indépendante durant mon Adolescence (Projet SAFIA)	Renforcement des compétences
 <b>SÉNÉGAL</b>	Projet d'Amélioration des Performances de Travail et d'Entrepreneuriat au Sénégal (APTE-Sénégal)	Renforcement des compétences
 <b>GHANA</b>	Vie Meilleure pour les Filles (BLG)	Prévention de l'abandon scolaire
 <b>NIGER</b>	Soutien au Programme d'Intégration Professionnelle des Jeunes Touchés par les Conflits (PIPJ)	Renforcement des compétences
 <b>CHAD</b>	Projet de développement d'urgence de l'offre inclusive d'éducation pour les enfants, les adolescents et les jeunes de la crise Nigeria + au Tchad	Renforcement des compétences + Amélioration de l'éducation coranique

**Prévention de l'abandon scolaire :** Interventions efficaces pour prévenir l'abandon scolaire des adolescents, filles et garçons, dans les dernières années de l'enseignement primaire et le premier cycle du secondaire f.

**Développement des compétences :** Interventions qui offrent des compétences (alphabétisation, calcul, alphabétisation numérique/apprentissage numérique, compétences commerciales, compétences psychosociales de vie, moyens de subsistance économiques/compétences

spécifiques à un emploi pour l'employabilité) ciblant les adolescents scolarisés et non scolarisés.

**Améliorer l'éducation coranique :** Interventions ou programmes qui élargissent le champ d'application des programmes des écoles coraniques au-delà de l'éducation religieuse pour couvrir les domaines curriculaires de base pertinents (y compris l'alphabétisation, le calcul, les compétences de vie et les compétences pour l'employabilité).

## CÔTE D'IVOIRE

### PROMETTEUR

#### [La formalisation de l'éducation coranique : Le cas de la Stratégie nationale d'intégration des enfants des structures d'éducation islamique dans le système éducatif formel \(SNIESIE\)](#)

Le SNIESIE est une initiative menée par le Gouvernement Ivoirien visant à intégrer les élèves des structures d'éducation islamique (SEI) dans le système éducatif national. Avec l'aide financière de l'Union européenne, l'UNICEF Côte d'Ivoire a facilité sa mise en œuvre en soutenant des activités de sensibilisation dans tout le pays et a développé un mécanisme permettant aux parties prenantes d'exprimer officiellement leurs points de vue. Le renforcement des capacités des enseignants des SEI et la cartographie des SEI ont également été réalisés. En s'appuyant sur les points d'accord, cette initiative a abouti à l'adoption d'un programme harmonisé pour les SEI, actuellement mis en œuvre dans le tiers de toutes les SEI ivoiriens, et à l'intégration de 547 SEI dans le système éducatif formel. Ce programme a été mis en œuvre à l'échelle nationale dans les zones urbaines, périurbaines et rurales.

## MAURITANIE

### PROMETTEUR

#### [Apprendre à connaître les programmes d'éducation réservés aux filles : le cas de SAFIA](#)

SAFIA (Savoir, Apprendre et Faire pour être Indépendante durant mon Adolescence) est un programme pilote qui représente une chance pour l'UNICEF et ses partenaires en Mauritanie d'en apprendre davantage sur les programmes réservés aux filles vulnérables dans un environnement périurbain. SAFIA a entrepris des consultations avec différents groupes et a rapidement appris que des normes de genre bien ancrées limitaient la participation des filles à des activités en dehors de la maison. Le projet SAFIA s'est adapté à la communauté et a construit des infrastructures intégrant la dimension de genre et offert diverses possibilités d'apprentissage. En définitive, SAFIA vise à remettre en question les normes sociales en aidant les filles à travailler dans des domaines traditionnellement dominés par les hommes. SAFIA est financé par des donateurs privés et par le Comité Français, NATCOM, et est mis en œuvre par l'UNICEF. Ce programme a été mis en œuvre dans la municipalité de Dar Naïm, qui est un district de la capitale Nouakchott.



## SENEGAL

## BON

Amener le programme de l'école au travail à l'échelle nationale : Le cas du projet APTE

L'APTE (Projet d'Amélioration des Performances de Travail et d'Entrepreneuriat au Sénégal) est un programme d'employabilité des jeunes qui dote 30 000 étudiants des 200 écoles secondaires inférieures et des 50 écoles d'Enseignement et de Formation Techniques et Professionnels (EFTP) du Sénégal de compétences transférables. APTE comprend une collaboration étroite avec le gouvernement à tous les niveaux dans le but d'institutionnaliser un programme de haute qualité pour l'employabilité des jeunes. Le programme APTE établit également des partenariats avec le secteur privé. APTE a été reproduit au Sénégal à partir du programme Azaki Kanozi au Rwanda. À mi-parcours, APTE avait inscrit 30 000 étudiants, formé 72 fonctionnaires pour soutenir les enseignants, formé 293 administrateurs d'école et 1 500 enseignants. D'autres rapports indiquent un fort soutien des communautés et des intentions du gouvernement de maintenir le programme. Le programme APTE a été financé par la Fondation MasterCard et mis en œuvre par le Centre de Développement de l'Éducation. APTE Sénégal a été mis en œuvre dans huit des 14 régions du Sénégal.

## GHANA

## BON

A Multi-Sectoral Approach for Girls Education in Ghana: The Case of the Better Life for Girls Program

The Better Life for Girls (BLG) program in Ghana was effective in offering a range of systems strengthening and service delivery activities that led to an improvement in Junior High School completion rate in 70 schools for both girls and boys and an increase in government allocation of financial resources to support girls' education. Services included the building of pilot changing rooms for improved menstrual hygiene management, iron folate supplementation, upskilling of teachers, mentoring of adolescents and community engagement especially around issues of child protection. Based on successes, the Ghana Education Service decided to scale up best practices from the 'Better Life for Girls' to other districts and at the Senior Secondary levels of education. BLG was funded by the Korean International Cooperation Agency and implemented by UNICEF and the Ghana Education Service. The program was implemented in the five Northern Regions and the Volta Region.

## NIGER

## PROMETTEUR

L'éducation des jeunes pour stimuler la croissance économique dans un contexte de conflit : Le cas de l'appui à l'insertion professionnelle des jeunes touchés par les conflits (PIPJ)

PIPJ est un programme qui cible les filles et les garçons non scolarisés et sans emploi âgés de 14 à 25 ans dans les zones touchées par les conflits. Cofinancé par le gouvernement japonais et l'UNICEF, avec le soutien technique de SwissContact, les acteurs nationaux et locaux ont pu proposer des formations professionnelles de courte durée axées sur la pratique et répondant à une demande locale spécifique. Les services du PIPJ comprenaient l'orientation professionnelle, le coaching et les conseils commerciaux, le financement de démarrage et la fourniture d'équipements, ainsi que le

perfectionnement des formateurs. Grâce à une approche rentable reposant sur des données probantes et sur la mobilisation locale, le PIJP a dépassé ses objectifs initiaux et a permis de dynamiser l'économie locale en aidant les jeunes chômeurs à s'intégrer sur le marché du travail et à lancer des activités entrepreneuriales. Le programme a été mis en œuvre dans la région de Tillabery.

CHAD

PROMETTEUR

**Renforcer le développement des compétences pour accroître la résilience dans les conflits :  
Le cas de la fourniture d'une éducation inclusive d'urgence (FUEI)**

Le programme a ciblé les enfants âgés de 6 à 17 ans issus des populations déplacées, retournées, réfugiées et hôtes de la province du Lac par le biais d'une éducation formelle, non formelle et informelle, et visait à renforcer la cohésion sociale par le sport. Avec le soutien financier du Comité français pour l'UNICEF, l'UNICEF Tchad, en étroite collaboration avec plusieurs partenaires de mise en œuvre, à savoir le Ministère de l'Education Nationale et de la Promotion Civique, FUEI a fourni des services tels que le renforcement des capacités des parties prenantes autour de la protection de l'enfance et la fourniture d'infrastructures éducatives et sportives. Un soutien au développement de programmes scolaires pour les écoles coraniques et les centres de formation professionnelle a également été fourni afin d'offrir des débouchés supplémentaires dans le système éducatif formel et d'accroître l'accès à l'éducation. Le programme a fonctionné dans les quatre départements de la Région du Lac (Mamdi, Fouli, Kaya et Wayi).



Photograph: © UNICEF



# INTRODUCTION

En Afrique de l'Ouest et du Centre (AOAC), malgré les résultats considérables obtenus pour scolariser davantage d'enfants au cours des deux dernières décennies (par exemple, 4,3 millions de plus dans l'enseignement pré-primaire, 35,5 millions de plus dans l'enseignement primaire et 13,2 millions de plus dans l'enseignement secondaire inférieur entre 2000 et 2017), de nombreux enfants sont encore laissés pour compte. Depuis 2010, le taux de non-scolarisation n'a guère évolué et n'a que très légèrement diminué, passant de 33,2 % en 2010 à 29,3 % en 2021, alors que les chiffres absolus sont en augmentation en raison de la forte croissance démographique. Le nombre total de la population en âge de fréquenter l'école primaire et le premier cycle de l'enseignement secondaire non scolarisée est passé de 32 millions en 2010 à 41 millions en 2018. L'éducation dans la région est également confrontée à un déficit massif d'équité, en particulier pour les adolescents vulnérables. En 2018, seuls 47 % des adolescents (42 % des filles) ont terminé le premier cycle de l'enseignement secondaire et 89 % des adolescents (91 % des filles) du quintile le plus pauvre n'ont jamais été scolarisés ou ont abandonné l'école primaire ou étaient encore au primaire.

Les possibilités de formation technique et professionnelle qui facilitent la transition entre l'école et le travail sont difficiles à trouver, et le manque et l'inadéquation des compétences conduisent à un chômage élevé chez les jeunes. Cette situation a été exacerbée depuis le début de l'année 2020 par la pandémie de COVID-19, qui a perturbé l'éducation et la formation des enfants, des adolescents et des jeunes dans le monde entier en entraînant la fermeture d'écoles et de centres d'apprentissage alternatifs. En AOAC, les fermetures d'écoles ont touché 128 millions d'élèves de l'enseignement pré-primaire au secondaire supérieur, augmentant le risque d'abandon total des enfants et adolescents vulnérables.

Au-delà de la réponse immédiate à la pandémie de COVID-19 qui consiste à s'assurer que tous les adolescents, en particulier les plus vulnérables,

continuent à apprendre pendant les fermetures d'écoles et de centres d'apprentissage alternatifs et retournent à l'apprentissage dès leur réouverture, il est nécessaire d'améliorer à long terme la qualité et la pertinence de l'éducation pour les adolescents d'âge secondaire ainsi que le développement des compétences pour une citoyenneté active et la préparation à l'employabilité.

En ligne avec les priorités de l'UNICEF en AOAC sur les Résultats Clés pour les Enfants (KRC) 3 et 4 sur "l'Accès Equitable" et "l'Amélioration des Résultats d'Apprentissage", et afin de réimaginer la région sans les enfants et les adolescents non scolarisés et de fournir à tous les adolescents dans et hors des écoles un apprentissage de qualité et basé sur les compétences, l'UNICEF AOAC développe une stratégie visant à utiliser les écoles et les centres d'apprentissage alternatifs comme des plateformes pour des services intégrés pour les adolescents. L'objectif de cette stratégie est de réduire le nombre important d'enfants et d'adolescents non scolarisés en i) prévenant l'abandon scolaire des adolescents, en particulier des filles, de la fin du primaire au premier cycle du secondaire ; ii) en augmentant les interventions efficaces d'apprentissage alternatif pour les adolescents non scolarisés ; et iii) en intégrant les compétences pour l'employabilité dans les programmes d'apprentissage ciblant les adolescents scolarisés ou non. Pour soutenir cette stratégie, il est nécessaire de générer des données et des preuves pour renforcer les programmes ou les stratégies, les systèmes et les acteurs pour une mise en œuvre efficace.

L'UNICEF a travaillé avec une équipe de consultants pour soutenir cet effort par le biais d'un exercice de documentation régionale visant à identifier les interventions réussies mises en œuvre par l'UNICEF et d'autres acteurs dans la région de l'AOAC qui peuvent être étendues et/ou reproduites pour accélérer la réalisation de ses :

## "Résultats Clés pour les Enfants sur l'Accès Equitable et Durable à l'Education".

Cette documentation identifie, cartographie, examine et évalue trois types de programmes :

1. Interventions efficaces pour **prévenir l'abandon scolaire** des adolescents, filles et garçons, dans les écoles primaires supérieures et secondaires inférieures ;
2. Interventions qui offrent des **compétences** (alphabétisation, calcul, alphabétisation numérique/apprentissage numérique, compétences en business, compétences psychosociales de vie, moyens de subsistance économiques/compétences spécifiques à un emploi pour l'employabilité) ciblant les adolescents scolarisés et non scolarisés ;
3. Interventions ou programmes qui élargissent le champ d'application des programmes **des écoles coraniques** au-delà de l'éducation

religieuse pour couvrir les domaines pertinents du programme de base (y compris l'alphabétisation, le calcul, les compétences de vie et les compétences pour l'employabilité).

Le processus d'examen a consisté à identifier ces types de programmes dans 15 pays, avec le soutien du bureau régional de l'UNICEF, des partenaires de l'UNICEF et d'autres organisations de mise en œuvre. Par la suite, une base de données a été développée pour classer les programmes en fonction d'une série d'indicateurs clés qui donnent un aperçu de la probabilité et du potentiel du programme à être mis en œuvre ailleurs ou à être étendu.

Le processus a été rigoureux et a inclus l'élaboration d'études de cas mettant en lumière des programmes dans la région, avec le soutien d'équipes et de consultants nationaux. Ces études de cas fournissent des descriptions de programmes sélectionnés qui démontrent des résultats bons et prometteurs dans six pays : Sénégal, Mauritanie, Ghana, Niger, Côte d'Ivoire et Tchad. L'analyse qui a eu lieu à chaque étape est décrite ci-dessous.

## METHODOLOGIE

Les étapes suivantes ont été suivies afin d'identifier, d'examiner, d'analyser et de documenter les programmes qui se sont avérés prometteurs pour l'approfondissement, l'élargissement ou la reproduction de la programmation.

1. **Collecte d'informations sur les programmes et examen initial**  
Avec le soutien de l'UNICEF, l'équipe de consultants a contacté le personnel de l'éducation et ses partenaires dans 13 pays afin de trouver des documents fournissant des informations diverses. En outre, l'équipe de consultants a communiqué avec plusieurs organisations de la région pour demander des informations sur les programmes correspondant

à la typologie de l'initiative de documentation. Cet effort a pris plus de temps que prévu en raison de changements de personnel, de maladies du personnel, du manque de réactivité des contacts et de la nécessité d'interviewer ou de dialoguer avec le personnel du pays pour décrire le type de documentation recherché. Souvent, le type de documentation était limité et n'avait pas le niveau d'évaluation ou d'analyse nécessaire pour être utile dans ce processus.

2. **Conception de la base de données**  
Une base de données a été conçue pour capturer une gamme de stratégies de programmes alignées sur trois types de programmes : prévention du décrochage scolaire, renforcement des compétences et/

ou amélioration du programme des écoles coraniques qui ont été mis en œuvre dans la région au cours des 5 dernières années. Les utilisateurs peuvent rechercher et filtrer 38 descripteurs de programmes pour comprendre un programme ou un groupe de programmes. Ces descripteurs comprennent des informations clés telles que les pays cibles, les financeurs, les agences de mise en œuvre, le budget, le type de programme (prévention de l'abandon scolaire, renforcement des compétences ou éducation coranique) et les bénéficiaires (directs et indirects). La base de données présente également une série de descripteurs complexes qui impliquent une définition ou une combinaison de définitions, notamment la catégorie de programme (bon, prometteur

ou émergent) et le type d'interventions (renforcement du système et prestation de services).

### 3. Organisation de l'information

Une fois la base de données conçue avec l'aide de l'UNICEF, les informations recueillies auprès de toutes les parties ont été organisées. Le processus comprenait l'examen des documents pour trouver des informations pertinentes à inclure dans la base de données.

Au total, l'examen a permis d'inclure 51 interventions dans la base de données. Le tableau ci-dessous montre le nombre d'interventions incluses dans la base de données par type de programme.

Type de Programme	No. des Interventions
Prévention de l'abandon scolaire	24
Développement des compétences	23
Education coranique	4

### 4. Codage de l'information

Ces informations ont été classées dans une base de données et codées en fonction de leur conformité aux descripteurs. Ces derniers sont présentés dans le résumé des critères ci-dessous.

L'équipe a utilisé trois grandes catégories de critères - fondés sur des preuves, faisabilité et reproductibilité - et des sous-critères connexes pour déterminer si les interventions examinées pouvaient être classées comme démontrant une pratique émergente, une pratique prometteuse ou une bonne pratique. Le tableau ci-dessous présente les critères et sous-critères utilisés pour évaluer les interventions.

Catégorie	Critères de synthèse		
	Fondé sur des preuves	Faisabilité	Reproductibilité
Émergents	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Nouvelle pratique (phase pilote)</li> <li>• Des preuves anecdotiques sont disponibles (témoignages, messages sur les médias sociaux, fiches d'information, etc.) mais aucune évaluation formelle n'est disponible</li> <li>• Présomptions de résultats positifs et d'efficacité</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• La facilité de mise en œuvre en termes de coûts, de temps et de ressources humaines reste à comprendre</li> <li>• Des recherches supplémentaires sont nécessaires pour évaluer la faisabilité de la mise en œuvre à plus grande échelle</li> <li>• Une certaine attention portée au genre</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Peu d'adoption au niveau local ou par le gouvernement</li> <li>• Des recherches supplémentaires sont nécessaires pour évaluer le degré de reproductibilité</li> </ul>
Prometteur	<ul style="list-style-type: none"> <li>• La pratique n'a pas été évaluée de manière formelle mais certaines preuves de résultats positifs</li> <li>• Certains éléments indiquent que le programme a utilisé des preuves.</li> <li>• Le cadre logique du programme, les outils de mesure et les rapports du programme sont cohérents et alignés</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Les informations disponibles sur les résultats permettent une évaluation préliminaire de la facilité de mise en œuvre</li> <li>• Un certain niveau de désagrégation des données</li> <li>• Niveau de sensibilité au genre</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Démontre le potentiel de réplication dans d'autres contextes</li> <li>• La réplication est séquencée après le programme initial</li> </ul>
Bon	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Évaluation formelle disponible (interne ou externe)</li> <li>• Les données sont désagrégées et expliquées en termes quantitatifs et qualitatifs</li> <li>• Preuves solides de résultats/impacts positifs</li> <li>• Le programme a clairement utilisé les preuves existantes</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Les informations disponibles sur les résultats permettent une évaluation précise de la facilité de mise en œuvre</li> <li>• Pratique évaluée comme faisable</li> <li>• Preuve solide de l'implication des partenaires gouvernementaux et communautaires</li> <li>• Niveau de prise en compte du genre</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• La pratique a été reproduite après le programme initial avec des résultats positifs</li> <li>• Le programme a des preuves de durabilité</li> </ul>

L'équipe a évalué ces interventions pour déterminer si elles répondaient aux critères de qualité de la pratique. Quarante-trois interventions, soit un peu plus de 84 % des 51 interventions, ont été classées comme émergentes, prometteuses

ou bonnes, comme le montre le tableau ci-dessous. Parmi les 43 interventions, seules cinq ont été évaluées comme démontrant une bonne pratique.

#### Nombre d'interventions par catégorie :

Categorie de Programme	No. d'interventions	Type de Programme		
		Prévention de l'abandon	Développement des compétences	Éducation Coranique
Emergent	12	6	6	0
Prometteur	29	11	14	4
Bon	5	3	2	0
Non évalué comme émergent, prometteur ou bon	5	3	1	1

#### 5. Collecte supplémentaire d'informations

Après un premier tour de collecte d'informations, un suivi a eu lieu avec les bureaux nationaux de l'UNICEF afin de recueillir des données supplémentaires et de combler les lacunes en matière d'informations, telles que la manière dont un programme implique le gouvernement ou les informations budgétaires. Les informations mises à disposition ont été facilement intégrées.

#### 6. Identification, analyse et documentation des études de cas

Sur la base d'un examen approfondi de la base de données, les études de cas proposées ont été examinées par le bureau régional de l'UNICEF. Suite à cette étape, des entretiens ont été menés dans les pays avec le personnel, les responsables gouvernementaux et d'autres parties prenantes dans le but de recueillir une documentation solide sur l'intervention pour le développement des études de cas.

Le processus d'analyse comprenait l'examen de la base de données pour explorer les questions basées sur les résultats définies par l'UNICEF dans ses termes de référence.

Ces questions sont les suivantes :

- Dans quelle mesure l'intervention/le programme identifié a-t-il le potentiel d'apporter un changement positif pour de nombreux enfants et d'obtenir des résultats à grande échelle ?
- Dans quelle mesure l'intervention/le programme identifié contribue-t-il à renforcer la responsabilité des détenteurs d'obligations, y compris les gouvernements et les autorités nationales, vis-à-vis des droits de l'enfant ?
- Dans quelle mesure l'intervention/le programme identifié favorise-t-il l'appropriation nationale des politiques et de la fourniture de services ?

- d. Dans quelle mesure l'intervention/le programme identifié a-t-il le potentiel d'accélérer les résultats dans plusieurs domaines des Résultats clés pour les enfants ?
- e. Dans quelle mesure l'intervention/le programme identifié soutient-il l'intégration de différents services en vue d'une efficacité accrue ?
- f. Dans quelle mesure l'intervention/le programme identifié est-il viable financièrement et socialement ?
- g. Dans quelle mesure les autres opportunités et risques associés à l'intervention/au programme identifié justifient-ils sa réplication ?



Photograph: © UNICEF/MilequemDiarassouba



# RÉSUMÉ DES PRINCIPAUX RÉSULTATS ET DES RECOMMANDATIONS

Les conclusions générales sont résumées dans le tableau ci-dessous.

Questions basées sur les résultats	Conclusions et implications
Dans quelle mesure l'intervention/le programme identifié a-t-il le potentiel d'apporter un changement positif pour de nombreux enfants et d'obtenir des résultats à grande échelle ?	<p>5 des interventions incluses dans la base de données ont été classées comme bonnes, et 26 ont été classées comme prometteuses.</p> <p>La plupart des interventions examinées ont produit des résultats positifs pour les enfants.</p>
Dans quelle mesure l'intervention/le programme identifié contribue-t-il à renforcer la responsabilité des détenteurs d'obligations, y compris les gouvernements et les autorités nationales, vis-à-vis des droits de l'enfant ?	<p>Plus de la moitié des interventions incluses dans la base de données ont renforcé la responsabilité des détenteurs d'obligations pour aider les enfants à accéder à leurs droits en incluant le personnel du gouvernement dans la conception et la mise en œuvre. Un quart des interventions ont inclus le renforcement des capacités du personnel gouvernemental.</p>
Dans quelle mesure l'intervention/le programme identifié favorise-t-il l'appropriation nationale des politiques et de la prestation de services ?	<p>Plus de trois quarts des interventions incluses dans la base de données ont tiré parti de partenariats avec diverses entités nationales (gouvernement, société civile, secteur privé et autres) en tant que stratégie de prestation de services. Il s'agissait d'un moyen essentiel pour ces programmes d'obtenir le soutien de la communauté.</p>
Dans quelle mesure l'intervention/le programme identifié a-t-il le potentiel d'accélérer les résultats dans plusieurs domaines des Résultats clés pour les enfants ?	<p>Les données suggèrent que les programmes classés dans la catégorie "bon" ont le potentiel d'accélérer plusieurs résultats clés. Ces programmes comprennent une gamme diversifiée de services, la co-conception et/ou la co-implémentation avec les parties prenantes du gouvernement, et une documentation plus solide de l'apprentissage et de la performance.</p>

<p>Dans quelle mesure l'intervention/le programme identifié soutient-il l'intégration de différents services en vue d'une efficacité accrue ?</p>	<p>Les données disponibles n'ont pas permis cette analyse entre les interventions.</p> <p>En tant que question de recherche sur les interventions et les combinaisons d'interventions, cette question mérite une réflexion plus approfondie et une conception de recherche solide qui peut être intégrée dans les interventions futures.</p>
<p>Dans quelle mesure l'intervention/le programme identifié est-il durable sur le plan financier et social ?</p>	<p>Les données disponibles n'ont pas permis cette analyse. Alors que les interventions impliquaient le gouvernement, la société civile et les communautés, la documentation du projet ne permettait pas de prédire la durabilité financière. La question des dépenses d'intervention pourrait être intégrée dans de futurs rapports et évaluations. Cela pourrait être fait comme une série de questions d'apprentissage du programme. Une indication claire qu'il n'y a pas de pénalité lorsque les dépenses diffèrent du budget facilitera davantage le partage de l'information. L'élaboration de catégories de dépenses communes facilitera la comparaison entre les dépenses. Les catégories possibles comprennent (1) la construction d'infrastructures (2) la formation des enseignants (3) la formation de la population cible (4) les campagnes de sensibilisation (5) les kits ou les subventions accordés aux individus (6) les kits ou les subventions accordés aux écoles ou aux établissements d'enseignement (7) les indemnités journalières et/ou les indemnités de transport pour les bénéficiaires.</p>
<p>Dans quelle mesure les autres opportunités et risques associés à l'intervention/au programme identifié justifient-ils sa réplication ?</p>	<p>Les risques et les défis rencontrés dans les interventions examinées suggèrent qu'il est toujours nécessaire de s'attaquer aux barrières socioculturelles systémiques dans les programmes ciblant la prévention de l'abandon scolaire, le renforcement des compétences et l'éducation coranique.</p> <p>Cette question pourrait utilement être intégrée dans de futurs rapports et évaluations de projets sous la forme d'une série de questions d'apprentissage ouvertes.</p>

En résumé, les conclusions suivantes ont été tirées.

1. **Changement positif pour de nombreux enfants et obtention de résultats à grande échelle**

La plupart des programmes ont apporté de nombreux changements positifs pour les enfants, et ceux-ci sont notés. Pour évaluer si les programmes avaient le potentiel d'être portés à l'échelle, l'étendue des partenariats et des alliances gouvernementales a été examinée.

Des programmes tels que le Renforcement de la protection dans un contexte d'urgence pour les enfants des rues en Mauritanie (base de données ; rangée 17), le programme Better Life for Girls au Ghana (rangée 19), et le programme d'alphabétisation en RDC (rangée 34) sont des exemples de la façon dont les programmes peuvent obtenir le soutien d'autres entités.

2. **Renforcer la responsabilité des détenteurs d'obligations**

Plus de la moitié des programmes documentés dans la base de données (26/49) ont impliqué le gouvernement et les autorités nationales dans la conception ou la mise en œuvre du programme. Dans certains cas, les programmes ont obtenu une accréditation gouvernementale.

Plus d'un quart des programmes ont inclus la formation des acteurs gouvernementaux dans leur stratégie de prestation de services. Deux programmes qui représentent ce type d'intégration des entités gouvernementales sont ceux de la Côte d'Ivoire (rangée 8) et de la Guinée (rangée 12).

3. **Promotion de l'appropriation nationale**

Plus des 3/4 des programmes documentés (37/49) ont exploité les partenariats avec diverses entités nationales (gouvernement, société civile, secteur privé et autres) comme stratégie de prestation de services (base de données ; Colonne AH). En outre, 22 de ces programmes avaient recours au plaidoyer politique comme stratégie de renforcement du système (Colonne AA).

Parmi ces programmes, on peut citer le projet SAFIA en Mauritanie (rangée 4), le programme Safe to learn au Niger, au Mali et en Côte d'Ivoire, et l'initiative UPSHIFT au Niger (rangée 27).

4. **Accélérer les résultats dans plusieurs domaines de Résultats clés pour les enfants**

Cette documentation visait à identifier et à décrire la mise en œuvre du KRC #3, Accès équitable et durable à l'éducation. Les résultats montrent que la plupart des programmes évalués ont le potentiel d'accélérer les résultats du KRC 3.<sup>1</sup> Il existe un potentiel important pour ces programmes de démontrer des résultats multiples, y compris le KRC 4 qui est noté dans la base de données.

5. **Intégration des différents services pour une efficacité accrue**

Le tableau ci-dessous donne un aperçu des facteurs d'efficacité pour chaque catégorie d'interventions. Il comprend le budget moyen par bénéficiaire, l'inclusion des jeunes vulnérables et le nombre moyen de services fournis (tant pour le renforcement du système que pour la stratégie de prestation).

L'analyse indique que les interventions "Bonnes" ont le budget moyen par bénéficiaire le plus élevé, suivies des interventions "émergentes". Les interventions "Prometteuses" sont les plus rentables avec une moyenne de 177 USD/ bénéficiaire. La catégorie "Prometteuse" présente également la plus grande proportion d'interventions incluant des segments de jeunes vulnérables (62%), suivie de la catégorie "bonne" (40%), tandis que 33% des interventions émergentes incluent des jeunes vulnérables comme bénéficiaires. Enfin, le nombre moyen de services ou d'activités fournis augmente avec la hiérarchie des catégories de projets, avec 5,3 pour "émergent", 7,5 pour "prometteur" et 8,4 pour "bon". Un service est, par exemple, la fourniture de bilans de santé ou la formation d'enseignants.

1. Les colonnes Y à AN de la base de données documentent, entre autres critères, les stratégies de changement du KRC 3, telles que définies dans le livret KRC de l'UNICEF.

Catégorie d'intervention du programme	Nombre d'interventions	Budget moyen / bénéficiaire (USD)	Inclusion des jeunes vulnérables en tant que bénéficiaires	Nombre moyen de services ou d'activités fournis
Emergent	12	307	33%	5.3
Prometteur	26	177	62%	7.5
Bon	5	318	40%	8.4

*Ces calculs ont été effectués en divisant le budget du programme par le nombre de bénéficiaires réels. Le montant moyen a ensuite été déterminé en le calculant par le nombre d'interventions dans chaque catégorie.*

Le nombre moyen de services ou d'activités intégrés dans l'intervention a été déterminé en comptant le nombre de ceux-ci dans chaque catégorie, sur la base de la documentation du projet, et en divisant ce nombre par le nombre d'interventions dans cette même catégorie. Le manque d'informations financières a limité les résultats.

## 6. Évaluation de la viabilité financière et sociale

L'information financière disponible était principalement ou entièrement constituée d'informations budgétaires :

Les montants totaux des budgets pour 43 des 51 interventions de la base de données et des informations budgétaires plus détaillées pour les études de cas. Les investissements budgétisés allaient de la construction d'espaces pour l'accès à l'éducation, aux activités de renforcement des compétences et à l'amélioration de la qualité par la formation et la fourniture de matériel. Le budget moyen par bénéficiaire prévu a été calculé pour les 43 interventions dont le budget total était disponible. Cette analyse a permis de dégager des caractéristiques communes, mais les données disponibles n'ont pas permis de réaliser une analyse croisée détaillée des interventions.

Les informations disponibles ne sont pas assez étendues pour que cette analyse puisse être menée à bien. On peut dire que, compte tenu de la force de l'engagement du gouvernement, l'adoption d'un grand nombre de stratégies mises en œuvre est probable. Cependant, il est difficile de préciser quelles stratégies particulières seront adoptées par le gouvernement et d'autres entités nationales, y compris le secteur privé.

## 7. Autres opportunités et risques associés au programme qui justifient sa reproduction

Certains risques et défis majeurs ont été identifiés lors de la mise en œuvre des programmes :

- Inégalité de genre dans les communautés ciblées ; les parents n'autorisent pas les filles à participer aux activités du projet et il n'existe pas d'associations et de groupes officiels de jeunes et/ou de filles.
- Insécurité et conditions socio-économiques défavorables.
- L'accès humanitaire restreint à certaines communautés réduit la capacité à assurer la fourniture de services éducatifs.
- Les participants ont besoin de services multisectoriels, tels que du soutien psychologique.

- Faible adhésion des autorités et des parties prenantes à l'étape initiale du programme ; manque de synergie et de collaboration entre les acteurs avant la conception et la mise en œuvre du programme.
- Parents incapables d'envoyer leurs enfants à l'école pour des raisons économiques.
- Le manque d'infrastructures scolaires constitue un obstacle à l'accès des enfants à l'éducation.
- Manque de disponibilité d'emplois et de formations dans les communautés.
- Difficulté de faire participer les Cheikhs de l'éducation coranique.

D'autre part, des opportunités ont également été identifiées :

- Les communautés cherchent à améliorer la vie des enfants et considèrent l'éducation comme un moyen d'y parvenir.
- Il existe une opportunité de relier plus intentionnellement l'apprentissage et le gain par le biais d'initiatives de développement des compétences.
- Il existe une opportunité de travailler avec les hommes et les garçons pour soutenir des écoles et des communautés inclusives en termes de genre.

Les barrières et les opportunités mentionnées ci-dessus témoignent des barrières socioculturelles systémiques dans la région de l'AOAC et justifient la réplique des programmes et des interventions ciblant la prévention de l'abandon scolaire, le renforcement des compétences et l'éducation coranique. Ces interventions peuvent servir à influencer la manière dont les enfants apprennent, les types de compétences qui mèneront à l'emploi et les liens qui peuvent renforcer les options d'éducation coranique.

**Les recommandations** sont les suivantes :

- Utiliser **des technologies et des méthodes d'enseignement** qui améliorent l'accès à l'éducation même dans des contextes difficiles (par exemple, l'instruction interactive par radio, l'intégration des réfugiés dans les systèmes d'éducation formelle, non formelle ou informelle). De tels efforts permettent d'améliorer l'accès et de renforcer les connaissances et les compétences des personnes les plus touchées par des chocs tels que les conflits. Il est important de tenir compte du genre et des normes sociales concernant l'accès des enfants à ces technologies.
- Mettre en œuvre **des programmes d'éducation avec une approche holistique** tout en ciblant de multiples services sociaux qui peuvent être déficients dans les contextes affectés par les conflits (santé, WASH, sécurité alimentaire, etc.). Ces programmes globaux peuvent être sensibles à la dimension de genre et être transformateurs lorsqu'ils incluent l'accès à des latrines et des produits d'hygiène ventilés par sexe et à de l'eau propre.
- Continuer à **impliquer les entités gouvernementales** au cours des différentes phases (étude de portée, conception, mise en œuvre et/ou suivi et évaluation) afin d'accroître la collaboration et l'appropriation du gouvernement, ainsi que les investissements permanents et supplémentaires pour la mise à l'échelle. Par exemple, pour un projet à l'échelle nationale, une bonne pratique consiste à impliquer le ministère en charge de l'éducation, tant au niveau central que des divisions régionales. Les études de cas au Sénégal, au Ghana et en Côte d'Ivoire montrent comment un engagement précoce et cohérent avec le gouvernement influence les investissements supplémentaires du gouvernement et, par conséquent, la durabilité du projet.
- **Plaider pour un investissement financier du gouvernement** dès le début du projet et continuer à négocier un soutien futur tout au long de la période de mise en œuvre. Il est trop tard pour le demander à la fin du projet.
- S'assurer que **infrastructures et les services sont en place pour soutenir les diplômés dans leurs activités génératrices de revenus** (par exemple, les coopératives d'emploi, le secteur privé, les espaces de collaboration et/ou l'accès aux services financiers) dans le cadre des programmes de renforcement des compétences
- **Renforcer les efforts de transformation du genre** dans l'éducation en soutenant les échanges entre les pays. Il ressort clairement de cet examen que le travail entrepris par l'UNICEF et ses partenaires dans certains pays

comme le Nigeria et le Ghana, peut démontrer l'efficacité des activités axées sur les filles dans l'éducation. Le fait que des praticiens de l'éducation, issus de divers pays, interagissent de manière intentionnelle avec un tel projet peut catalyser les investissements dans des interventions transformatrices de genre dans la région.

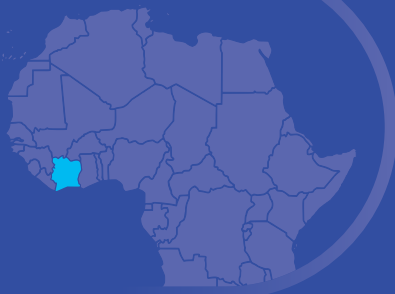
- **Faciliter un dialogue régional sur les investissements d'infrastructure pour l'éducation** - De nombreux budgets analysés accordaient la priorité aux investissements d'infrastructure, qui représentaient entre 11 % et 50 % des investissements du projet. En raison des délais des projets, les rapports ne pouvaient généralement pas indiquer

comment ces investissements continuaient à être utilisés ou s'ils continuaient à servir les adolescentes (selon leur intention). Partager le cas du Ghana peut être particulièrement intéressant car le programme BLG a investi 11,3% de son budget pour construire des installations modèles de gestion de l'hygiène menstruelle. Cet investissement a ouvert la voie à de tels investissements futurs de la part de l'homologue gouvernemental, le Ghana Education Service.

- **Continuer à utiliser les outils de gestion des connaissances de l'organisation pour documenter et capturer systématiquement les leçons et s'assurer qu'un budget est prévu à cet effet.**



Photograph: © UNICEF/FrankDejongh



## ÉTUDES DE CAS DE PAYS

### CÔTE D'IVOIRE

PROMETTEUR

La formalisation de l'éducation coranique : Le cas de la Stratégie Nationale d'Intégration des Enfants des Structures d'Education Islamique dans le Système Educatif Formel (SNIESIE)

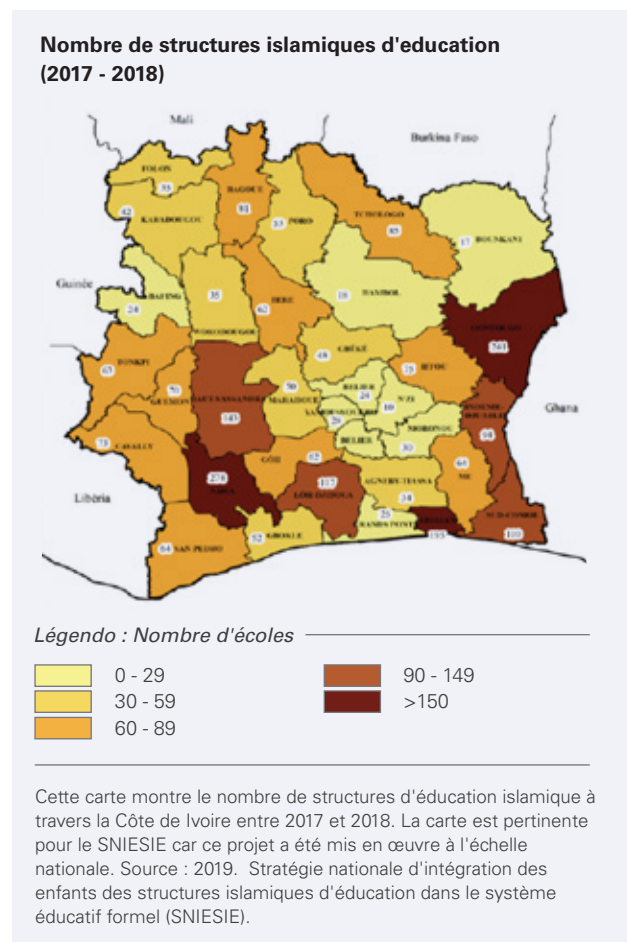
## Contexte

Au cours de la première décennie des années 2000, l'éducation dans la région nord de la Côte d'Ivoire a été sévèrement impactée par une rébellion armée et des déplacements de population. Lorsque le pays est sorti du conflit, et après la proclamation de l'enseignement obligatoire en 2015, le système éducatif ivoirien a connu une croissance rapide. Malgré cette croissance, le système éducatif n'a pas été en mesure d'absorber cette augmentation des inscriptions et les communautés n'ont pas pleinement investi dans un retour à l'éducation formelle. En 2016, plus de 1,6 million d'enfants âgés de 6 à 16 ans étaient en dehors du système éducatif officiel<sup>2</sup>, ce qui représente environ 25% de ce segment de la population<sup>3</sup>. Parmi les enfants hors du système éducatif officiel, près d'un sur quatre, avec une proportion de 45,3 % de filles, fréquentait une Structure Educative Islamique (SEI).

Compte tenu de l'hétérogénéité du curriculum de la SEI, les diplômés n'ont pas été reconnus par le gouvernement et ont donc eu un impact négatif sur la capacité des diplômés à réussir leur transition vers le monde du travail, notamment dans les services publics. Le gouvernement ivoirien craignait que cela n'entraîne un sentiment d'aliénation et de colère chez les étudiants de la SEI et ne devienne une voie de recrutement pour les djihadistes. **Dans le sillage des efforts de cohésion nationale, le besoin d'un socle commun de connaissances, de compétences et de culture était plus pressant que jamais.** De 2011 à 2014, une commission dédiée au soutien des SEI a été mise en place et a contribué à l'intégration de 262 SEI dans le système éducatif formel sur une base volontaire<sup>4</sup>. Ce processus a été relancé en 2018<sup>5</sup> et étendu à toutes les SEI avec *la Stratégie nationale pour l'intégration des enfants des structures d'éducation islamique dans le système éducatif formel*.

## Aperçu du programme

Avec un investissement de 550 000 USD (de l'Union européenne, l'UNICEF Côte d'Ivoire a soutenu la mise en œuvre de la Stratégie nationale d'intégration des enfants des structures d'éducation islamique dans le système éducatif formel (SNIESIE) de 2019 à 2021. Il s'agissait de soutenir le gouvernement ivoirien et diverses parties prenantes, y compris les structures d'éducation islamique (SEI), vers le développement d'un programme d'études harmonisé basé sur un tronc commun de connaissances, d'aptitudes et de culture à travers une approche par compétences, permettant ainsi aux élèves des SEI de faire la



- Ministère du Plan et du Développement. 2016. *La situation des femmes et des enfants en Côte d'Ivoire - Enquête à Indicateurs Multiples - MICS5 - 2016 citée dans la République de Côte d'Ivoire*. 2019. *Stratégie nationale d'intégration des enfants des structures islamiques d'éducation dans le système formel (SNIESIE)*, p. 15.
- Calcul effectué à partir des statistiques du Ministère de l'Éducation nationale, de l'Enseignement technique et de la Formation professionnelle. 2020. *Rapport d'analyse statistique: Système éducatif ivoirien 2020 Impact de la Politique de scolarisation obligatoire sur le système éducatif*, p. 11.
- République de Côte d'Ivoire. 2019. *Stratégie nationale d'intégration des enfants des structures islamiques d'éducation dans le système formel (SNIESIE)*, p. 10-11.
- Ibid.*, p. 11.



transition vers le système éducatif national. Le SNIESIE vise à donner les mêmes chances à tous les enfants ivoiriens en élargissant les perspectives de transition professionnelle des étudiants de la SEI. L'appui de l'UNICEF à la mise en œuvre de la stratégie nationale d'intégration des enfants

des structures d'éducation islamique dans l'enseignement formel a pris fin bien que cette stratégie continue d'être mise en œuvre par le gouvernement ivoirien. L'appui de l'UNICEF **a été mis en œuvre dans tout le pays, dans les zones urbaines, périurbaines et rurales.**

## Approches et Activités

### Appui à la mise en œuvre du SNIESIE

#### Objectif :

Intégrer les enfants fréquentant les SEI dans le système éducatif formel. Cet objectif a été soutenu par cinq résultats :

#### Résultat 1 :

Les SEI non intégrés disposent des capacités pour leur intégration ou l'intégration de leurs élèves dans le système éducatif formel.

#### Résultat 2 :

Le ministère a les capacités institutionnelles pour intégrer les SEI ou leurs élèves dans le système d'éducation formelle.

#### Résultat 3 :

Les étudiants des SEI ont une meilleure opportunité d'accéder à l'éducation formelle.

#### Résultat 4 :

Les parents qui choisissent les SEI pour l'éducation de leurs enfants disposent d'informations pour leur inscription dans le système d'éducation formelle.

#### Résultat 5 :

Le système de suivi assure une mise en œuvre efficace et efficiente du SNIESIE.

Basée sur les conclusions du Rapport de synthèse *Élaboration d'une stratégie d'intégration des écoles islamiques dans le système d'enseignement officiel* (2008), l'approche du SNIESIE s'est appuyée sur **l'autonomisation des parties prenantes au niveau communautaire** afin d'établir efficacement la confiance et le consensus pour l'intégration des SEI dans le système d'enseignement officiel<sup>6</sup>. A la fin du processus, les écoles islamiques sont reconnues (comptabilisées dans les statistiques du ministère) et sont éligibles pour le processus d'intégration. Il s'agit d'un processus administratif qui comprend des critères spécifiques et donne lieu à une subvention de l'État. Par conséquent, le

chemin de la reconnaissance à l'intégration est très long et complexe. L'UNICEF a soutenu le processus d'éligibilité de la SEI, mais pas l'intégration.

Le Ministère en charge de l'éducation nationale<sup>7</sup> a créé **la Commission Nationale d'Accompagnement des Structures d'Education Islamique (CNASEI)**, qui est un organisme dédié à la mise en œuvre du SNIESIE. Une **Plateforme SEI** a également été mise en place pour fédérer les organisations des associations islamiques en charge de l'éducation. Elle a permis une mise en commun efficace de l'expertise et des perspectives afin de développer un programme d'études qui intègre des

6. Fadiga, Kanvaly. 2008. *Rapport de synthèse Élaboration d'une stratégie d'intégration des écoles islamiques dans le système d'enseignement officiel*. Abidjan, Côte d'Ivoire: Cabinet d'Ingénierie de la Formation, d'Études et Conseil.

7. Ministère de l'Éducation nationale et de l'Alphabétisation.

thèmes tels que la laïcité, la cohésion nationale et les droits de l'homme dans l'enseignement arabe et religieux proposé dans les SEI.

Le **bien-être de l'enfant** était au cœur de l'approche. Le projet a entrepris de vastes activités de sensibilisation des parents et des acteurs des SEI pour promouvoir le droit des enfants à l'éducation et le droit à une éducation sans violence. Grâce aux mécanismes du SNIESIE, la qualité des équipements des SEI pour assurer le bien-être de l'enfant est devenue un critère d'évaluation officiel pour l'intégration de la SEI.

Le SNIESIE a offert un ensemble cohérent de services et d'interventions à différents niveaux, du gouvernement aux communautés locales, y compris : (i) des missions de communication et de mobilisation au sein des communautés à l'échelle du pays (ii) le renforcement des capacités des enseignants de la SEI sur la pédagogie sans violence en utilisant l'enseignement basé sur les compétences, (iii) le soutien au développement du programme scolaire et l'élaboration d'horaires/ de calendriers standardisés, et (iv) le renforcement des capacités des acteurs de la SEI pour la mise en œuvre efficace du programme d'enseignement de l'arabe et de la religion dans l'IES. Afin de susciter et de maintenir l'adhésion, le SNIESIE s'est attaché à susciter une réflexion collective et à s'appuyer sur les points d'accord.

## Principales réalisations

L'une des principales réalisations du programme du SNIESIE a été de rassembler diverses organisations religieuses, qui fonctionnaient auparavant de manière indépendante, vers des actions concertées et de se **mettre d'accord sur les conditions d'obtention du diplôme et les capacités des diplômés**. Ce travail de collaboration a abouti à la création d'un **programme d'études commun pour toutes les SEI participantes**. Grâce à la mise en place d'un programme national d'enseignement de

l'arabe et de la religion musulmane et d'horaires standardisés pour les SEI, le programme a atteint **l'éligibilité de 547 SEI sur 2781**<sup>8</sup> d'être reconnus et intégrés dans le système éducatif officiel ivoirien. Il s'agit d'une réalisation importante car elle représente un pas significatif vers l'objectif du gouvernement ivoirien de fournir à tous les enfants et adultes une éducation et une formation de qualité, équitable et inclusive d'ici 2025<sup>9</sup>.

**Une cartographie des SEI** en Côte d'Ivoire a permis de produire des données et des systèmes clés pour compter, catégoriser<sup>10</sup> et classer les SEI en fonction de la mesure dans laquelle ils répondent aux critères d'intégration dans le système formel<sup>11</sup>. Cela a permis d'obtenir une vision claire de la situation actuelle et des perspectives d'intégration des SEI restants. Cette cartographie aidera le gouvernement ivoirien à prendre en compte les spécificités des SEI dans le processus d'intégration, facilitant ainsi l'adaptation de sa stratégie pour garantir l'accessibilité du programme officiel à tous les enfants fréquentant les SEI.

En outre, il existe désormais une expertise et une capacité accrues pour concevoir et mettre en œuvre des programmes d'enseignement dans les SEI en Côte d'Ivoire. Cela inclut un pool de formateurs et 2 000 enseignants de SEI. Un cadre de suivi est en cours, et 800 SEI supplémentaires sont en train d'adopter le programme d'enseignement et d'apporter des ajustements mineurs à leur situation, si nécessaire.

8. *Nombre d'IES inventoriés et géolocalisés en 2018*. République de Côte d'Ivoire. 2019. *Stratégie nationale d'intégration des enfants des structures islamiques d'éducation dans le système formel (SNIESIE)*, p. 18.

9. Ministère de l'Éducation nationale, de l'Enseignement technique et de la Formation professionnelle. 2017. *Plan Sectoriel Éducation/Formation*, Abidjan, p. 32.

10. Categories included: koranic schools, madrassa school, Franco-Arab schools, and Islamic denominational non recognized schools.

11. IES close to integration, IES far from integration, integrable IES, and non-integrable IES.

## Echelle et Appropriation Nationale

Le SNIESIE est étroitement alignée sur les politiques gouvernementales. Par exemple, le SNIESIE s'appuie sur la *Politique de Fréquentation Obligatoire*<sup>12</sup> et se reflète dans les stratégies qui en découlent, telles que " Intégrer les écoles communautaires et islamiques dans le système formel " dans le Plan sectoriel d'éducation 2016-2025. En outre, le SNIESIE a été approuvée par le plan national de développement (PND) 2016-2020 et est intégrée au PND 2021-2026 et au programme d'investissement public. La stratégie nationale pour l'éducation inclusive s'appuie sur l'expérience du SNIESIE, ce qui démontre une forte appropriation du SNIESIE au niveau national.

Plusieurs organes gouvernementaux ont joué un rôle crucial dans l'élaboration et la mise en œuvre de la SNIESIE, notamment le ministère de l'éducation nationale et de l'alphabétisation, le ministère de la planification et du développement, le ministère de la famille, des femmes et des enfants, et le ministère de l'intérieur et de la sécurité. Il est important de noter que deux structures clés nécessaires au maintien des acquis du SNIESIE, le CNAESIE et la Plateforme SEI, ont été institutionnalisées respectivement au niveau gouvernemental et au niveau communautaire pour maintenir la communication et la coordination entre les nombreuses parties prenantes. **L'implication des autorités administratives locales, des leaders communautaires et des guides religieux** a facilité l'adoption et l'adhésion au programme. En raison de leur position de confiance dans les communautés, ils ont joué un rôle crucial dans la déconstruction des perceptions négatives envers les SEI parmi les acteurs administratifs, et dans l'atténuation des craintes et des réserves parmi les communautés. Cette synergie a permis une compréhension mutuelle et a jeté les bases d'un consensus vers le changement.

La Plateforme SEI est actuellement un partenaire du gouvernement ivoirien dans la formation et l'appui aux acteurs de l'SEI et dans la mobilisation des communautés. **En tant qu'Etat laïc, le gouvernement ivoirien a dû naviguer avec tact pour éviter de donner l'impression qu'il favorisait une communauté religieuse par rapport aux autres.** La conformité des SEI aux normes éducatives officielles permettra même aux familles d'autres confessions d'inscrire leurs enfants dans une SEI, ce qui profitera à l'ensemble de la population.

## Durabilité et potentiel de reproductibilité

Plusieurs risques sont liés à la durabilité du programme. Le changement politique, bien que constituant un risque dans tout contexte, est particulièrement important en Côte d'Ivoire en raison de la dynamique entre les efforts de cohésion nationale et l'intégration des SEI dans le système éducatif formel. L'inclusion des diplômés des SEI constitue un pas en avant pour s'éloigner de la voie du djihadisme. En outre, le renforcement des capacités est très important pour la durabilité et la réplication : si les 10 000 enseignants des SEI restants ne sont pas formés de manière adéquate, cela pourrait compromettre la mise en œuvre continue des deux programmes dans tous les SEI intégrés, entraînant ainsi un retour aux anciennes méthodes parmi les acteurs des SEI.

La mise en œuvre de la SNIESIE a été plus coûteuse que prévu et, par conséquent, le manque de financement constitue une cause potentielle de discontinuité des activités et une menace pour sa durabilité. Le financement de l'UE s'est arrêté en 2021 et l'UNICEF Côte d'Ivoire a continué à financer certaines activités. Le gouvernement ivoirien couvrira 51%<sup>13</sup> du coût de la prochaine phase de mise en œuvre, les 49% restants devant être garantis. Une table ronde des bailleurs de fonds a eu lieu en juin 2021, mais de nouveaux financements n'ont pas encore été obtenus.

12. *Politique de scolarisation obligatoire.*

13. République de Côte d'Ivoire. 2019. *Stratégie nationale d'intégration des enfants des structures islamiques d'éducation dans le système formel (SNIESIE)*, p. 47.

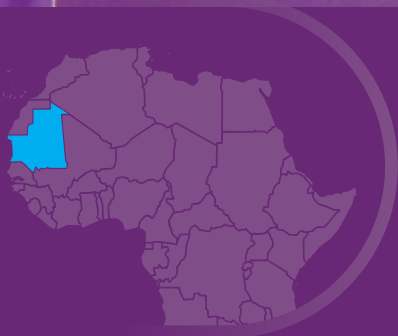
Néanmoins, un soutien financier supplémentaire est crucial pour mener à bien les activités de la SNIESIE qui sont de la plus haute importance pour assurer sa durabilité, telles que : une communication régulière avec les acteurs des SEI pour maintenir la mobilisation et la responsabilité, la formation d'inspecteurs et de conseillers pédagogiques pour le programme arabe et religieux, le renforcement des capacités de 10 000 enseignants de la SEI sur le programme harmonisé de la SEI ainsi que sur le curriculum officiel. Un défi majeur auquel ont été confrontés les parents, les promoteurs et les enseignants de la SEI lors du déploiement de la SNIESIE était leur réticence à l'égard du programme d'enseignement formel ; ils craignaient que celui-ci n'éloigne les enfants de l'Islam. Pour assurer l'acceptation locale du processus, un travail de fond a dû être réalisé avec ces acteurs clés : des activités de

sensibilisation ont été menées localement pour démontrer la conciliation des valeurs religieuses avec le programme harmonisé et le droit des enfants à l'éducation. La pérennité de la SNIESIE repose en grande partie sur le maintien de cette perspective auprès de ces parties prenantes.

Des risques similaires se présentent pour une éventuelle réplique de la SNIESIE dans un autre pays : il est essentiel de susciter et de maintenir la volonté des parties prenantes d'intégrer les IES dans le système éducatif officiel, de garantir un financement suffisant pour la continuité des activités, et de fournir un renforcement des capacités pour assurer une opérationnalisation efficace. Les parties prenantes ont constamment indiqué que le succès et la durabilité de la SNIESIE reposent sur son approche participative et inclusive.



Photograph: © UNICEF



## ÉTUDES DE CAS DE PAYS

### MAURITANIE

PROMETTEUR

Apprendre à connaître les programmes  
d'éducation réservés aux filles : le cas de SAFIA

## Contexte

La population mauritanienne est caractérisée par sa jeunesse. Cinquante-quatre pour cent de la population a moins de 20 ans, tandis que près de 22 % sont des adolescents (10-19 ans). Les adolescentes représentent 12 % de la population totale. Cependant, l'éducation au-delà de 9-10 ans (6e année) pour les filles en Mauritanie continue d'être un défi. Seulement 38 % des adolescentes ont eu la chance de fréquenter l'école secondaire en 2018, ce qui entraîne un taux élevé d'analphabétisme et d'abandon scolaire.<sup>14</sup> Les normes de genre, culturelles et religieuses liées au mariage précoce empêchent souvent les filles de poursuivre leur éducation. Plus d'une fille mauritanienne sur trois est mariée avant l'âge de 18 ans, et 16 % des filles sont mariées avant l'âge de 15 ans<sup>15</sup>. Malgré les efforts du gouvernement pour mettre fin au mariage précoce, celui-ci reste persistant, notamment dans les familles vulnérables. En outre, les conditions d'apprentissage inadéquates dans l'environnement scolaire bloquent l'accès des filles à l'éducation. En Mauritanie, seulement 33 % des écoles disposent d'eau potable, d'installations sanitaires et d'équipements d'hygiène. Le manque d'accès à l'eau et aux latrines séparées limite l'hygiène menstruelle des filles et constitue un facteur important de déscolarisation des filles. Ces phénomènes freinent également l'insertion professionnelle des filles. Le taux de chômage des femmes en 2014 était d'environ 19,3 %, soit près du double de celui des hommes 9,9 %, et un jeune de moins de 25 ans sur quatre est sans emploi.

## Aperçu du programme

Afin de réduire les multiples défis auxquels les adolescentes sont confrontées, l'UNICEF a mis au point le projet SAFIA pour stimuler la scolarisation, la réintégration et le maintien des adolescentes à l'école, leur participation à la sphère publique et le renforcement de leurs compétences et de leur employabilité. Le projet

Communes de Nouakchott



AFRIQUE



MAURITANIE



REGIONS



Légende

\*\*\*\*\* Extension Urban 2008       Limites-Communes

Source : Ibrahima Sy, Doulo Traoré, Brama Koné, Aminata Niang Diène, Baidy Lô, Ousmane Faye, Jürg Utzinger, Guéladio Cissé et Marcel Tanner, « Qualités de l'eau et santé en contexte urbain sahélien et semi-aride », *Dynamiques environnementales* [En ligne], 36 | 2015, mis en ligne le 01 juillet 2016, consulté le 12 juillet 2022. URL : <http://journals.openedition.org/dynenviron/1035> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/dynenviron.1035>.

14. Interim Report, project SAFIA, UNICEF, 2021.

15. Interim Report, project SAFIA, UNICEF, 2021.

*Savoir, Apprendre et Faire pour être Indépendante durant mon Adolescence* (SAFIA)<sup>16</sup> soutient l'autonomisation des adolescentes par un meilleur accès à l'éducation, à la participation civique et aux opportunités professionnelles. SAFIA s'adresse à 1400 adolescentes âgées de 10 à 19 ans en risque d'abandon scolaire ou ayant abandonné leurs études dans les **14 écoles les plus défavorisées de la commune de Dar Naïm**. Dar Naïm est une commune urbaine de Mauritanie et un quartier de la capitale Nouakchott. SAFIA est mis en œuvre pour une période de trois ans, de 2020 à 2023, par l'UNICEF et le ministère de l'éducation nationale et de la réforme de l'éducation. Il est financé par les bailleurs privés et le gouvernement français. SAFIA représente un investissement de 400 000 euros (environ 417 000 USD).

## Approches et Activités

Au niveau pays, le projet SAFIA est important car il représente l'une des rares initiatives centrées sur les filles et réservées aux filles qui s'attaquera aux obstacles liés au genre en Mauritanie. SAFIA offre aux parties prenantes l'occasion de découvrir la gamme et l'étendue des services destinés aux adolescentes afin de lever les obstacles à l'éducation et à la participation civique. Le projet SAFIA démontre la volonté politique d'aborder et de promouvoir les questions relatives aux femmes et aux filles, ainsi qu'une relation solide entre le gouvernement, ses partenaires et l'UNICEF. Il s'agit d'un projet multisectoriel et intégré combinant l'éducation, la protection, l'eau et l'assainissement ainsi que des interventions sociales et de changement de comportement. Lorsque SAFIA a été lancé, il était peu accepté par les parents et les tuteurs qui n'avaient jamais entendu parler de programmes destinés spécifiquement aux adolescentes. Ils étaient donc méfiants quant aux intentions, à la sécurité et à la valeur du projet SAFIA. Les responsables du programme SAFIA ont rapidement compris qu'il fallait investir dans l'établissement de relations de confiance avec la communauté et le gouvernement local. Cela a entraîné un ralentissement de la mise en œuvre des activités prévues, mais a donné lieu à **une**

### **approche participative fortement ancrée dans les institutions et avec les responsables qui servent Dar Naïm.**

SAFIA a entrepris une série d'activités visant à établir une relation de confiance avec les parties prenantes de la communauté. Il s'agit notamment de programmes radiophoniques, d'un travail direct avec les dirigeants communautaires et du renforcement des capacités des comités de gestion des écoles.

Grâce à ses efforts pour établir des relations et à sa volonté d'adapter ses activités, le projet SAFIA a été accepté par la communauté et a acquis une réputation de confiance. En fin de compte, l'UNICEF et le ministère de l'Éducation nationale et de la Réforme de l'éducation espèrent que leur approche participative servira de point de départ à d'autres investissements dans les programmes destinés aux adolescentes et ouvrira la voie à une appropriation totale du projet SAFIA par le gouvernement.

D'un point de vue financier, SAFIA a investi environ 285 euros dans chacun de ses 1 400 bénéficiaires. Comme cet investissement s'appuie sur des structures existantes, SAFIA a été en mesure d'en avoir plus pour son argent. SAFIA a permis ce qui suit:

- **Renforcement des capacités des adolescentes, 29,5% des dépenses**  
Le renforcement des capacités des adolescentes portait sur de nombreux sujets tels que l'alphabétisation numérique, les langues, la nutrition, le sport, la musique et l'autodéfense. Des aptitudes et compétences professionnelles ont également été proposées.
- **Amélioration des écoles: 20%**  
SAFIA a aidé les écoles à mettre en place des comités de gestion et a fourni des kits d'éducation.
- **Amélioration des infrastructures existantes : 17,3 % des dépenses**  
SAFIA a investi des fonds pour améliorer un centre de jeunes existant et pour

16. Savoir, apprendre et faire pour être indépendant pendant mon adolescence.

rendre les offres de SAFIA plus accessibles aux adolescentes. Ces investissements comprennent des activités telles que la fourniture d'équipements, le cloisonnement du centre de jeunes pour créer un centre d'activités et l'achat d'un bus pour le transport vers le centre SAFIA.

- **Amélioration de l'hygiène menstruelle : 10,5% des dépenses**

Il s'agissait notamment de former les filles à la conception de produits d'hygiène menstruelle réutilisables et de les promouvoir par le biais de différents événements.

- **Formation des enseignants : 6,3 % des dépenses**

La formation des enseignants a été proposée dans 14 écoles et comprenait une pédagogie centrée sur les filles.

- Sensibilisation de la communauté : 5,5 % des dépenses.
- Conseil aux adolescentes : 1,5% des dépenses.
- Salaires et coûts des RH : 11% des dépenses.

## Principales réalisations

Le programme SAFIA a réalisé d'importantes avancées vers une plus grande acceptation des programmes destinés aux adolescentes et vers de nouveaux investissements.

### **Le programme SAFIA a ciblé les adolescentes vulnérables**

Le ciblage des adolescentes était une activité majeure dans le contexte du programme SAFIA et de la municipalité de Dar Naim. Il s'agissait d'activités typiques telles que la cartographie des écoles en fonction de critères de vulnérabilité, le développement d'outils permettant aux clubs scolaires de participer à l'identification des filles et l'identification minutieuse des partenaires de mise en œuvre disposant des capacités et de l'expérience nécessaires. Ces activités étaient essentielles pour que les résultats puissent être délivrés aux

bénéficiaires adolescents prévus. Le recensement des adolescentes peut s'avérer difficile car leur accès aux espaces publics est plus restreint.

### **SAFIA a renforcé le niveau de langue des filles**

La formation linguistique est une composante importante du projet SAFIA. SAFIA a appris que la communauté était plus ouverte à une formation en langue française pour les filles. Bien que la formation linguistique n'ait pas été utilisée pour changer les normes qui bloquent l'éducation des filles, le projet SAFIA l'a utilisée comme point d'entrée pour gagner la confiance et obtenir l'acceptation de la communauté. 100 filles ont pu améliorer leurs compétences linguistiques en recevant des leçons de français en e-learning via des tablettes connectées<sup>17</sup>. Lorsque les filles ont amélioré leurs compétences linguistiques, elles ont également vu leurs résultats scolaires s'améliorer, ce qui a créé une spirale positive de soutien accru pour la poursuite de la scolarité.

### **SAFIA a sensibilisé le public afin d'améliorer la participation civique des filles**

Changer les mentalités et les attitudes concernant l'éducation et le travail des filles est une question complexe. C'est pourquoi SAFIA a organisé de nombreuses activités de sensibilisation sur différents sujets. SAFIA a déployé 1 200 personnes, dont 20 chefs religieux, pour diffuser des messages sur le mariage précoce, la violence sexiste et la santé sexuelle et reproductive. SAFIA ayant opéré pendant le COVID19, les précautions ont également été incluses dans les campagnes. Les résultats montrent que SAFIA a pu toucher 4 000 bénéficiaires dans 18 quartiers de Dar Naïm<sup>18</sup> grâce à ces campagnes.

### **SAFIA a créé des infrastructures pour offrir un espace d'apprentissage sûr**

SAFIA a investi des fonds dans les infrastructures et a créé le centre d'activités SAFIA. Le Centre a été créé grâce à la réhabilitation d'une Mairie. Le centre est un espace sûr qui propose des services tels que des formations, des actions de sensibilisation, des activités sportives et culturelles. Un soutien individuel est également proposé. Il s'agit

17. Examen du projet, mai 2021 [https://www.unicef.fr/sites/default/files/atoms/files/fiche\\_4p\\_bilan\\_safia\\_v10\\_002.pdf](https://www.unicef.fr/sites/default/files/atoms/files/fiche_4p_bilan_safia_v10_002.pdf)

18. Examen du projet, mai 2021 [https://www.unicef.fr/sites/default/files/atoms/files/fiche\\_4p\\_bilan\\_safia\\_v10\\_002.pdf](https://www.unicef.fr/sites/default/files/atoms/files/fiche_4p_bilan_safia_v10_002.pdf)



notamment d'un soutien et d'un accompagnement psychosocial avec la présence d'une infirmière, d'un psychologue, et d'un accompagnement professionnel. SAFIA a également fourni un bus pour transporter les filles au centre. Cela a permis de répondre aux préoccupations concernant la sécurité des filles.

**SAFIA a renforcé les capacités des filles** dans divers domaines, notamment les compétences professionnelles (communication, négociation, prise de décision, prise de parole en public) et les compétences professionnelles (couture, menuiserie). Ceci est important car cela facilitera l'inclusion socio-économique des filles et améliorera leur transition de l'école au travail. La plupart des formations SAFIA ont été ralenties en raison de la pandémie du COVID19 et de l'hésitation initiale de la communauté concernant la formation des filles ; cependant, les résultats ont montré que 14 écoles ont été ciblées, 12 clubs scolaires ont été lancés et trois clubs sportifs ont été ouverts pour promouvoir les échanges. En outre, 960 filles ont suivi une formation pour la transition vers les métiers. La première cohorte de 1 400 filles a reçu son diplôme du centre SAFIA le 11 mai 2022 après avoir suivi une formation de 12 mois.

Une formation a été dispensée aux membres des clubs scolaires pour les aider à définir les intérêts personnels des élèves, à améliorer leur leadership et à renforcer leurs compétences sociales dans le sens de l'égalité des sexes. Les clubs scolaires sont particulièrement importants pour les filles car ils leur offrent la possibilité de renforcer leurs compétences dans un cadre mixte.

SAFIA a renforcé la capacité des filles à rester au travail et à l'école grâce à une meilleure hygiène menstruelle.

L'accès limité à l'hygiène menstruelle est un facteur qui empêche les filles d'accéder à l'éducation. SAFIA s'est penché sur cette question et a développé une approche visant à répondre à l'offre et à la demande de produits d'hygiène menstruelle. Du côté de l'offre, les filles ont été formées à la fabrication de produits d'hygiène menstruelle réutilisables. Du côté de la demande, SAFIA a encouragé l'hygiène menstruelle par des démonstrations de produits, des actions de sensibilisation et des formations.

## Échelle et Appropriation Nationale

SAFIA est lié à une gamme d'organismes gouvernementaux, ce qui le place en bonne position pour une forte appropriation nationale. Parmi ceux-ci, la loi n° 2001-054 sur l'obligation de l'éducation de base stipule que l'éducation de base est obligatoire pour les enfants des deux sexes âgés de six à quatorze ans pendant au moins six ans. SAFIA est également en phase avec la politique et la stratégie de promotion de la jeunesse qui promeut l'éducation des jeunes ainsi que leur employabilité. Les autorités gouvernementales encouragent et adhèrent aux principes du projet, notamment l'ouverture sur le monde extérieur et la réorientation des jeunes filles rencontrant des difficultés scolaires vers une formation professionnelle. De même, le travail de SAFIA avec les clubs scolaires s'aligne sur le décret 39 de 2019, qui a rendu obligatoire la création de comités de gestion scolaire et de clubs scolaires. SAFIA est en parfaite adéquation avec le Ministère des Affaires Sociales, de l'Enfance et de la Famille dans la promotion de l'autonomisation des filles et des femmes. En outre, SAFIA a un impact positif sur la mise en œuvre du programme du gouvernement en assainissement, promotion de la sécurité, promotion des femmes, éducation des filles, et en meilleures opportunités d'emploi via la formation professionnelle.

## Potentiel de réplication

Bien qu'il s'agisse d'un nouveau projet en Mauritanie, certains signes indiquent qu'il est possible de le reproduire et de l'étendre. Sur le plan social, le projet SAFIA a acquis une réputation et une acceptation solides et positives. Comme indiqué tout au long de l'étude de cas, le projet SAFIA s'est heurté à l'hésitation initiale de la communauté. Aujourd'hui, SAFIA est largement accepté grâce aux mesures prises pour l'adapter au contexte communautaire et aux problèmes de sécurité.

Le budget de 400 000 euros (environ 417 000 USD) pour trois ans est un bon début, mais les dirigeants reconnaissent maintenant que cet investissement pourrait ne pas être suffisant étant donné la nature ambitieuse du projet et l'expérience limitée de la communauté en matière de programmes pour adolescentes. A ce stade, il était nécessaire de construire ou de réhabiliter des infrastructures pour une mise en œuvre efficace du projet. Une telle infrastructure est bien équipée et bien adaptée aux besoins réels des stagiaires en termes d'accueil satisfaisant, de soutien éducatif, de supervision locale, d'évaluation et de suivi régulier et de conditions sanitaires. Bien que de nombreux programmes utilisent des écoles existantes, cela n'était pas possible dans la communauté de Dar Naim en raison des problèmes de sécurité de la communauté. SAFIA apporte des leçons importantes quant au coût du développement et de la mise en œuvre d'un programme pour les adolescentes dans des communautés où les normes de genre sont bien ancrées et où les parents ne sont pas habitués à ce que leurs filles participent à des activités en dehors de l'école et de la maison. Il est difficile de savoir comment interagissent les normes de genre existantes concernant la participation des filles dans les espaces publics et les problèmes de sécurité active (c'est-à-dire les conflits, les gangs). Par exemple, si les filles participent plus ouvertement aux espaces publics, la communauté de Dar Naim pourrait avoir moins de problèmes de sécurité.

Le projet SAIFA a investi dans l'infrastructure pour répondre aux problèmes de sécurité. Cela a permis de gagner l'adhésion et l'acceptation de la communauté. Cependant, il est encore trop tôt pour déterminer si l'infrastructure restera un lieu sûr pour l'apprentissage des filles ou si elle sera appropriée à un point tel que les filles ne seront plus les principales bénéficiaires de la réhabilitation. SAFIA a également proposé des cours de langue pour ouvrir la communauté à l'idée d'un apprentissage extrascolaire pour les filles. Ce "succès rapides" a permis aux filles d'obtenir de meilleures notes, ce qui était important pour les parents et a créé l'espace nécessaire pour que SAFIA puisse par la suite offrir une éducation plus sensible et non habituellement proposée aux filles. Cet enchaînement a été associé à des campagnes et à des actions de sensibilisation incluant les chefs religieux. Au fur et à mesure que les communautés intérioriseront l'évolution des normes de genre, le projet SAFIA évoluera certainement lui aussi. En termes de perspective, ce projet peut être considéré comme un modèle local permettant d'accélérer l'éducation et l'autonomisation des adolescentes dans un contexte de barrières socioculturelles élevées, notamment en ce qui concerne le mariage précoce, et de tirer parti des technologies de l'information et de la communication (TIC) pour promouvoir l'apprentissage.



Photograph: © UNICEF



## ÉTUDES DE CAS DE PAYS

### SENEGAL

BON

Amener le Curriculum de l'école au travail  
à l'échelle nationale : Le cas du projet  
d'Amélioration des Performances de Travail et  
d'Entreprenariat (APTE)

## Contexte

Le taux de chômage total du Sénégal a diminué de 6,8 % en 2015 à 2,9 % en 2019, mais continue d'afficher des taux de chômage plus élevés chez les jeunes. Ceci est important car 63% de la population sénégalaise est âgée de 25 ans ou moins, avec 43% âgés de 14 ans ou moins<sup>21</sup>. Pour améliorer la transition de l'école au travail, le Programme d'Amélioration, de Qualité, d'Équité et de Transparence (PAQUET) du Ministère de

l'Éducation Nationale inclut des efforts pour aligner plus fortement l'enseignement et l'apprentissage avec les besoins de l'économie et du marché du travail. Au moment où Education Development Center (EDC) a conçu le projet APTE-Sénégal, le portefeuille de formation professionnelle du Sénégal était mal adapté aux besoins du marché et insuffisamment soutenu par la formation des enseignants et l'équipement.

Coup d'œil rapide sur le Sénégal	Total (féminin, masculin, rural, urbain)
Chômage des 15-24 ans 2019 <sup>19</sup>	4% (F 6.7%, M 2.9%)
Chômage des 25-34 ans 2019	4.8% (F 4.3%, M 5%)
Part des jeunes (15-24 ans) sans emploi, éducation ou formation 2019	32.7% (F 44.2%, M 21.6%)
Nombre moyen d'années de scolarité pour les plus de 25 ans 2017 <sup>20</sup>	2.83% (F 1.66%, M 4.11%)
Achèvement du cycle primaire 2019	47.38% (F 50.66%, M 43.98%) (R 34.53%, U 63.52%)
Inscription brute dans le secondaire inférieur 2019	53.08% (F 57.47%, M 48.77%)
Achèvement du secondaire inférieur 2019	29.59% (F 31.05%, M 27.93%) (R 13.13%, U 45.29%)
Effectifs bruts du secondaire supérieur 2019	36.04% (F 36.71%, M 35.37%)
Achèvement de l'enseignement secondaire supérieur 2019	10.5% (F 9.72%, M 11.54%) (R 3.78%, U 16.5%)
Taux de participation aux projets techniques et professionnels (15-24 ans) 2020	2.14% (F 2.2%, M 2.09%)

19. Statistiques sur le chômage tirées d'ILOSTAT, <https://ilostat ilo.org/data/>.

20. Institut des Statistiques de l'UNESCO. Toutes les statistiques sur l'éducation citées dans ce dossier proviennent de la base de données de l'ISU, sauf indication contraire.

21. UNESCO Institute for Statistics, accessed at <http://uis.unesco.org/en/country/sn?theme=education-and-literacy#slideoutmenu>.

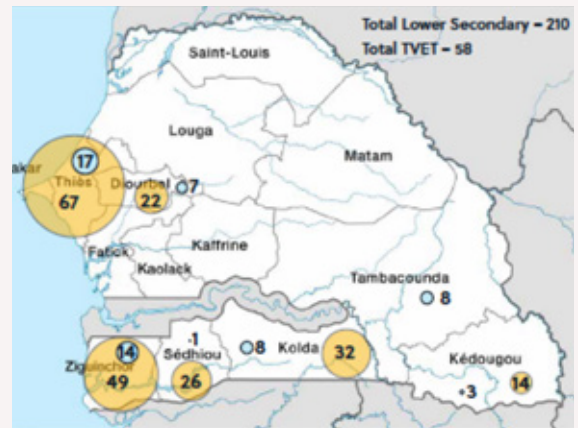
## Aperçu du programme

Le Projet d'Amélioration des Performances de Travail et d'Entreprenariat au Sénégal (APTE-Sénégal) est un projet de 5 ans financé par la MasterCard Foundation et mis en œuvre par Education Development Center (EDC). Le projet a été mis en œuvre entre 2016 et juin 2022 et a représenté un investissement de 15 090 000 USD.

**Le projet APTE-Sénégal visait à soutenir le gouvernement du Sénégal (par l'intermédiaire du ministère de l'Éducation nationale et du ministère de l'Enseignement et de la Formation professionnels techniques) pour recalibrer le système d'enseignement secondaire, afin que les élèves puissent faire des choix plus éclairés sur leurs études et leurs carrières, puis s'assurer que ceux qui choisissent une voie technique reçoivent une formation plus pertinente et un meilleur soutien à la transition école-travail.**

APTE-Sénégal a travaillé dans 8 des 14 régions du Sénégal (Diourbel, Kédougou, Kolda, Sédhiou, Tambacounda, Thiès, Ziguinchor et Dakar).

APTE-Sénégal Schools by Region



Légende

● Lower Secondary ● TVET

Source: Education Development Center. August 2019. *APTE-Sénégal midterm report*. Republic of Senegal.

## Approche et activités

### L'approche du projet APTE-Sénégal

**Préparer** Les jeunes à réussir en tant qu'employés et entrepreneurs :

**Renforcer** Le système de développement de la main-d'œuvre.

**Utiliser** Des preuves et des données pour l'apprentissage.

L'approche d'APTE-Sénégal a été intentionnellement conçue pour intégrer des modules d'employabilité et d'entreprenariat dans des collèges et des Centres d'Enseignement et de Formation Techniques et Professionnels (EFTP) sélectionnés dans huit des 14 régions du Sénégal. L'approche comportait trois stratégies interconnectées. **La première consistait à préparer les jeunes à réussir en tant que salariés et entrepreneurs.**

Dans le cadre de cette stratégie, les élèves des collèges, les étudiants des écoles techniques professionnelles et les jeunes diplômés sans emploi des écoles de commerce ont reçu une formation et un accompagnement de 4 à 6 mois pour les aider à choisir un emploi ou l'entreprenariat.

La deuxième stratégie consistait à **renforcer le système de développement de la main-d'œuvre.** Cette stratégie impliquait une compréhension

approfondie des priorités nationales en matière d'employabilité et une coordination étroite de tous les aspects du projet APTE-Sénégal avec les représentants du gouvernement aux niveaux national et local. Sur la base du diagnostic participatif, des plans d'action ont été élaborés par les participants **avant** le lancement du projet. Ceci est très important car les efforts de planification communautaire sont souvent réalisés **après** la mise en œuvre des interventions pour garantir leur durabilité. Le projet APTE-Sénégal, en revanche, a entrepris une planification extensive et une co-conception avant la mise en œuvre du projet.

La troisième stratégie consistait à **utiliser des preuves et des données pour l'apprentissage**.

Le projet APTE-Sénégal a été conçu sur la base des enseignements tirés du programme Akazi Kanoze, mis en œuvre au Rwanda par EDC de 2009 à 2014 et dont les objectifs étaient similaires. Deux visites d'échange au Rwanda ont permis d'éclairer les décisions relatives à la durabilité et à étendre l'apprentissage par le travail pour inclure les très petites (micro-) entreprises afin qu'un plus grand nombre d'étudiants puissent bénéficier des opportunités d'apprentissage par le travail. D'autres données issues des évaluations de marché et de genre ont permis de mieux comprendre les préjugés sexistes et les secteurs à fort potentiel.

Le ciblage d'APTE-Sénégal est remarquable parce qu'il a inclus un grand nombre d'apprenants : **des élèves de collège** (âgés de 11 à 16 ans), **des étudiants du EFTP** (âgés de 17 à 35 ans) et des diplômés d'écoles de commerce au chômage (âgés de 23 à 35 ans). L'acquisition de compétences professionnelles se fait sur plusieurs années et par le biais de divers établissements d'enseignement. Au cours des années de collège, les élèves sénégalais effectuent leur première transition de l'école au travail en se voyant attribuer une filière, soit en sciences techniques, soit en sciences sociales. Les collégiens qualifiés constituent un solide réservoir de la future main-d'œuvre. Dans le même temps, les étudiants du EFTP et les diplômés d'écoles de commerce au chômage apportent leur expérience et leur expertise des conditions actuelles du marché et des lacunes en matière de compétences. En travaillant à travers ces tranches d'âge et ces institutions, APTE-Sénégal a été profondément connecté au pool de

futurs travailleurs et aux défis qu'ils ont rencontrés à différentes étapes de leur parcours de l'école au travail.

## Réalisations majeures

L'évaluation finale du projet a révélé **un changement remarquable dans les attitudes et la compréhension des modules APTE-Sénégal**.

Par exemple, 96,7 % des élèves des écoles secondaires ont déclaré avoir une vision plus éclairée du monde du travail. Les compétences entrepreneuriales sont utiles dans de nombreux contextes de travail, et APTE-Sénégal a indiqué que 78,5 % des élèves du secondaire préféraient l'entrepreneuriat, contre 21,5 % qui choisissaient un emploi rémunéré. En outre, **les représentants des écoles ont constaté que les élèves d'APTE-Sénégal sont plus ouverts, plus disciplinés, plus polis, communiquent plus facilement et sont plus impliqués dans les activités scolaires**.

Avec le faible niveau d'achèvement de l'école secondaire au Sénégal, ces comportements positifs sont importants car ils contribuent à maintenir les élèves à l'école tout en ayant un impact positif sur leurs communautés. Par exemple, les élèves d'une école ont créé un club de photographie pour fournir des photos d'identité à moindre coût et un étudiant a utilisé sa formation pour lancer une petite boulangerie artisanale.

**En outre, la plupart des jeunes diplômés au chômage ont pu trouver un emploi, et ceux qui n'en ont pas trouvé ont bénéficié de stages substantiels**. Ces stages sont importants car ils offrent une opportunité qui mènera à un emploi ou à développer leurs compétences pour lancer leur propre entreprise. Compte tenu du pourcentage de jeunes chômeurs au Sénégal, trouver un emploi ou créer une entreprise est important pour réduire le chômage des jeunes.

**Toutes les parties prenantes s'accordent à dire qu'APTE-Sénégal a réussi à intégrer un programme pratique de préparation au travail pour un large éventail d'âges, dans divers contextes nationaux et à travers le système éducatif formel**. Il s'agit d'une réalisation importante car elle témoigne d'une planification, d'une collaboration, d'une responsabilité et d'une

confiance étendues avec le ministère de l'éducation nationale et le ministère de l'enseignement technique et de la formation professionnelle du Sénégal. **La pédagogie a été considérée comme une innovation majeure car son mélange de méthodes d'enseignement formelles avec des scénarios, des jeux de rôle, des travaux de groupe, des sessions de révision ludiques, l'utilisation de brise-glace et d'activités extrascolaires complémentaires différait des méthodes d'enseignement traditionnelles.** En conséquence, APTE-Sénégal a remis en question la perception existante selon laquelle "le système universitaire forme des chômeurs". APTE-Sénégal a obtenu l'adhésion à une méthodologie alternative et a prouvé qu'elle pouvait être utilisée pour former les jeunes à la préparation au travail. Cela a jeté les bases de l'échelle et de la durabilité.

APTE-Sénégal a produit des études pour documenter les meilleures pratiques, facilité l'échange de connaissances et a généré des leçons apprises pour aider les institutions gouvernementales à les reproduire à la fin du projet. En fait, le point focal d'APTE-Sénégal au ministère de l'éducation nationale a estimé qu'un projet de décret rendant "l'économie domestique et les études sociales" obligatoires pour tous les élèves du collège - comme le sont déjà les mathématiques et le français - serait achevé en 5 ans ou moins. Ceci est important car le projet APTE-Sénégal a été mis en œuvre dans les écoles secondaires par le biais de cours d'économie domestique et d'études sociales et cela montre donc l'engagement du gouvernement à soutenir l'intégration des modules APTE dans le système éducatif.

## Durabilité

En se concentrant intentionnellement sur les relations entre les principales parties prenantes (parents, enseignants et responsables de l'éducation), le projet APTE-Sénégal a démontré un haut degré de durabilité sociale. APTE-Sénégal a créé des opportunités pour les jeunes de démontrer leurs contributions positives. Cela a conduit à un plus grand investissement dans le bien-être des jeunes. Par exemple, tous les six mois, les élèves d'une école de Ziguinchor ont nettoyé un hôpital. Ce travail bénévole a tellement impressionné le

Directeur de l'hôpital qu'il a décidé de donner deux consultations gratuites aux élèves de cette école chaque année. De même, les parents ont mentionné que les élèves qui n'aimaient pas l'école ne sont plus réticents à y aller parce qu'ils ont aimé les cours d'APTE. **Les enseignants** ont signalé que "le respect remplace la peur dans les interactions de l'élève avec l'enseignant." En cas de crise, comme la pandémie de COVID19, ce renforcement des relations était particulièrement important et a influencé des investissements tels que les sessions de rattrapage dirigées par les enseignants pour compenser les fermetures d'écoles entre mars et novembre 2020. Grâce à une collaboration précoce et efficace avec les **ministères clés**, le gouvernement a facilité l'accès aux élèves cibles et a veillé à ce que les mesures nécessaires soient prises pour une mise en œuvre réussie du projet. Il est important de noter que les parties prenantes du gouvernement ont modifié leurs investissements et leurs priorités, passant d'un système qui enseigne à un système qui éduque en intégrant les valeurs dans les modules APTE.

Au cours du projet, les parents et les élèves ont demandé plus de cours APTE et des occasions de pratiquer davantage les compétences qu'ils apprenaient. Pour répondre à ce besoin, le projet a fourni une gamme de services extrascolaires accessibles à tous les élèves de la communauté, y compris ceux qui ne suivent pas les cours APTE. Des clubs d'entrepreneuriat ont été créés dans chaque école où le projet a été mis en œuvre et ont organisé des activités, notamment des activités de la Communauté d'épargne et de crédit interne et des journées d'orientation professionnelle. Les élèves ont pu épargner plus de 5 000 dollars. Ces économies ont été essentielles pour permettre aux adolescents d'investir dans des activités génératrices de revenus et de montrer leurs compétences à leurs parents et à leurs communautés.

Les journées d'orientation professionnelle ont permis aux élèves de rencontrer des professionnels travaillant dans divers domaines afin de mieux comprendre les carrières possibles qu'ils pourraient poursuivre. Plus important encore, ces journées des carrières ont contribué à briser les barrières liées aux types de travail prédéfinis pour les femmes et les hommes en invitant des femmes travaillant dans des secteurs identifiés comme

étant traditionnellement "réservés aux hommes", comme la réparation automobile. Pour M. Seni Diop, directeur d'EDC au Sénégal,

**"l'une des réalisations du projet a été la visite d'acteurs du secteur privé dans les écoles pour discuter avec les élèves, leur montrer comment ils travaillent, ce qui n'avait jamais été fait auparavant."**

Dans l'ensemble, les services ont favorisé le maintien d'habitudes productives telles que l'épargne, la communication et la mise en réseau, qui ont été renforcées par le programme scolaire de préparation au travail.

## Échelle et appropriation nationale

Le projet APTE-Sénégal s'est aligné sur deux politiques clés. Premièrement, le "Plan Sénégal Emergent" (PSE) qui rend le développement du capital humain essentiel pour le développement du pays et deuxièmement, un arrêté ministériel signé qui rend l'entrepreneuriat obligatoire dans les centres EFTP. APTE-Sénégal a développé une compréhension profonde des défis auxquels le gouvernement a été confronté dans la mise en œuvre de ces politiques et a intentionnellement développé des solutions pour aider le gouvernement à atteindre ses propres objectifs. Ce travail a permis de réaliser des progrès importants en matière d'échelle et d'appropriation nationale.

En signe d'appropriation nationale, le ministère **de l'éducation nationale a demandé aux écoles de continuer à mettre en œuvre les modules de formation développés par APTE-Sénégal même si le projet est terminé.** APTE-Sénégal a renforcé les capacités des inspecteurs nationaux, qui sont responsables du suivi de la mise en œuvre des programmes de formation. Deuxièmement,

pendant la mise en œuvre du projet, APTE-Sénégal s'est efforcé d'identifier comment intégrer le programme de préparation au travail dans une journée scolaire chargée. De plus, le gouvernement a augmenté le temps alloué à l'utilisation des modules APTE et a assuré un suivi régulier. Pour répondre à la nécessité d'améliorer la collaboration entre les deux ministères concernés, un comité interdépartemental et un comité technique ont été créés. Des réunions ont eu lieu deux fois par an, avec pour mission de coordonner l'organisation des formations APTE dans les collèges et les centres EFTP. **Il est important de noter que le projet APTE-Sénégal a étudié les besoins financiers et a fourni des recommandations sur la mise en œuvre de l'institutionnalisation. En identifiant minutieusement tous les coûts supplémentaires pour le gouvernement afin de mettre en œuvre le programme APTE, le projet a estimé que le coût par étudiant et par an est d'environ 4 dollars.**

## Potentiel de reproductibilité

Les ressources ont été jugées suffisantes et en fait APTE-Sénégal a pu atteindre plus de bénéficiaires que prévu. En termes de reproductibilité, deux activités principales ont été identifiées comme les aspects les plus coûteux du projet : (1) la formation successive de plus de 1 600 enseignants et inspecteurs, qui comprenait les indemnités journalières, le transport et l'hébergement des enseignants et (2) l'impression de matériel pédagogique qui a été distribué à tous les bénéficiaires, enseignants et directeurs d'école.

Au cours de l'évaluation finale du projet, plusieurs recommandations ont été faites au gouvernement pour la mise à l'échelle et la reproduction des modules APTE. Tout d'abord, il est nécessaire de recruter continuellement des enseignants et d'augmenter le nombre d'heures (de 1 heure à 2 heures) pour la discipline de l'économie domestique et scolaire qui accueille les modules APTE. Changer le nom de la discipline pour quelque chose de plus neutre en termes de genre pourrait également changer la perception des étudiants pour ce module et donc augmenter l'engagement.



Le soutien aux enseignants, l'assurance que la qualité de la formation est contrôlée de manière appropriée et la poursuite de la collaboration avec la communauté sont autant de recommandations clés pour étendre et reproduire le projet. **Une leçon importante pour les projets futurs est l'intégration des modules APTE dans les programmes de formation des formateurs comme un moyen de les institutionnaliser.**

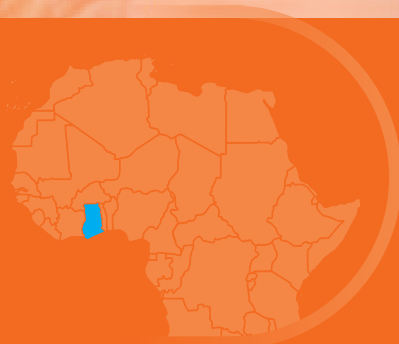
Par exemple, cette intégration peut se faire par le biais d'un soutien au renforcement des capacités des formateurs d'enseignants à l'École Nationale de Formation en Économie Familiale et Sociale (ENFEFS), qui forme les professeurs d'économie familiale (pour les écoles moyennes), et à l'École Normale Supérieure d'Enseignement Technique et Professionnel (ENSETP), qui forme les enseignants des centres EFTP. Cette approche pourrait résoudre

non seulement le problème de la disponibilité des enseignants formés aux modules APTE, mais aussi celui de la rotation des enseignants.

**Il est important d'envisager d'améliorer le suivi de la qualité des formations au niveau du gouvernement, un défi identifié par APTE-Sénégal. Cela implique le renforcement des capacités aux niveaux national et local. Une implication et un engagement améliorés et durables de la communauté sont importants pour une reproduction réussie des activités du projet.** PTE-Sénégal a assuré le renforcement des capacités des partenaires locaux qui délivrent les modules APTE afin qu'ils puissent continuer à utiliser les modules APTE dans d'autres programmes, permettant à plus d'étudiants de bénéficier des modules.



Photograph: © UNICEF



## ÉTUDES DE CAS DE PAYS

### GHANA

BON

Une Approche Multi-Sectorielle pour  
l'Education des Filles : Le cas du programme  
Best Life for Girls (BLG) "Vie Meilleure pour  
les Filles »

## Contexte

57% de la population ghanéenne a moins de 25 ans,<sup>22</sup> dont environ 3<sup>23</sup> à 5 millions<sup>24</sup> d'adolescentes. L'adolescence est une période de transition qui pose de multiples défis aux filles, car elles changent de niveau d'éducation ou quittent l'enseignement, passent au monde du travail et/ou fondent une famille. Le programme de l'UNICEF Protection et Autonomisation des Adolescentes au Ghana a permis de relever un certain nombre de défis auxquels sont confrontées les adolescentes, notamment les relations sexuelles précoces et les grossesses précoces avec les risques sanitaires qui en découlent et le potentiel de mariage précoce, l'augmentation du temps consacré aux tâches ménagères, ainsi qu'une forte prévalence et un risque accru de multiples formes de violence.<sup>25</sup>

Le taux de pauvreté du Ghana était de 13,3 % en 2016<sup>25</sup>; la pauvreté étant la plus répandue parmi la population rurale (23 %) et les personnes âgées de 16 ans et plus sans éducation et la plus concentrée dans les cinq régions du nord du Ghana<sup>27</sup> et la région de la Volta.<sup>28</sup> La parité entre les sexes dans l'éducation a été atteinte aux niveaux primaire et secondaire inférieur. Les taux d'achèvement des études primaires et secondaires sont également les plus faibles dans ces six régions. Au Ghana, les filles sont généralement plus performantes que les garçons dans les matières scientifiques et mathématiques<sup>29</sup>. Des inquiétudes subsistent quant à la faible qualité de l'éducation en général, et l'acquisition des compétences d'apprentissage de base augmente avec le niveau de richesse.<sup>30</sup>

Coup d'œil rapide sur le secteur de l'éducation au Ghana	Total (féminin, masculin, rural, urbain)
Part des jeunes (15-24 ans) qui n'ont pas d'emploi, d'éducation ou de formation 2015	25.5% (F 31.2%, M 18.5%)
Effectif brut du primaire en 2019	104.84% (F 105.58%, M 104.13%)
Achèvement du primaire en 2019 (R/U 2018)	74.1% (F 77.3%, M 70.2%) (R 64.89%, U 78.74%)
Inscription brute dans le secondaire inférieur en 2019	85.42% (F 86.45%, M 84.44%)

22. Institut de statistique de l'UNESCO.

23. Fonds des Nations Unies pour l'enfance, Protéger et autonomiser les adolescentes au Ghana : Un aperçu statistique, UNICEF, New York, 2021. Consulté à l'adresse <file:///Users/lisalaumann/Documents/Protecting%20and%20Empowering%20Adolescent%20girls%20in%20Ghana.pdf> and UNICEF, 2021. Projet de partenariat UNICEF-KOICA " Better Life for Girls in Ghana " (2017-2021) Rapport final.

24. McAsey , Fiachra et Jovana Bazerkovska-Sander, "L'attention portée aux adolescentes est un investissement dans l'avenir du Ghana : Les programmes et interventions centrés sur les filles récoltent des bénéfices pour tout le monde." 10 janvier, 2022, <https://www.unicef.org/blog/focus-adolescent-girls-investment-ghana-future> and UNICEF, " Santé et nutrition des adolescents : L'UNICEF travaille avec ses partenaires au Ghana pour s'assurer que les adolescents sont en bonne santé et bien nourris," n.d., <https://www.unicef.org/ghana/adolescent-health-and-nutrition#:~:text=For%20more%20than%20five%20million,womanhood%20is%20filled%20with%20obstacles.>

25. Fonds des Nations Unies pour l'enfance, Protéger et autonomiser les adolescentes au Ghana : Un aperçu statistique, UNICEF, New York, 2021. Consulté à l'adresse <file:///Users/lisalaumann/Documents/Protecting%20and%20Empowering%20Adolescent%20girls%20in%20Ghana.pdf>.

26. En parité de pouvoir d'achat (PPA) de 2011, 1,90 \$ par personne et par jour.

27. Notez que les données étaient basées sur les trois régions septentrionales du Ghana, qui sont depuis devenues cinq avec la création du Nord-Est et de la région de Savannah.

28. Groupe de la Banque mondiale. 2019. Briefing sur la Pauvreté et l'Équité : Ghana. Consulté à l'adresse [https://databank.worldbank.org/data/download/poverty/33EF03BB-9722-4AE2-ABC7-AA2972D68AFE/Archives-2019/Global\\_POVEQ\\_GHA.pdf](https://databank.worldbank.org/data/download/poverty/33EF03BB-9722-4AE2-ABC7-AA2972D68AFE/Archives-2019/Global_POVEQ_GHA.pdf).

29. Système d'information de gestion (EMIS) 2019/2020 du Service de l'éducation du Ghana, cité dans le rapport final du projet "Better Life for Girls".

30. UNICEF. 2020. Fiches d'information sur l'éducation au Ghana. Accessible à [file:///Users/lisalaumann/Downloads/Ghana\\_Fact\\_Sheets\\_Digital.pdf](file:///Users/lisalaumann/Downloads/Ghana_Fact_Sheets_Digital.pdf).

Achèvement du premier cycle du secondaire en 2019 (R/U 2018)	52.2%	(F 54.6%, M 51.9%) (R 36.31%, U 60.81%)
Effectif brut du secondaire supérieur en 2019	63.29%	(F 62.1%, M 64.44%)
Achèvement du secondaire supérieur en 2019 (R/U 2018)	35.74%	(F 35.26%, M 36.24%) (R 22.61%, U 48.91%)

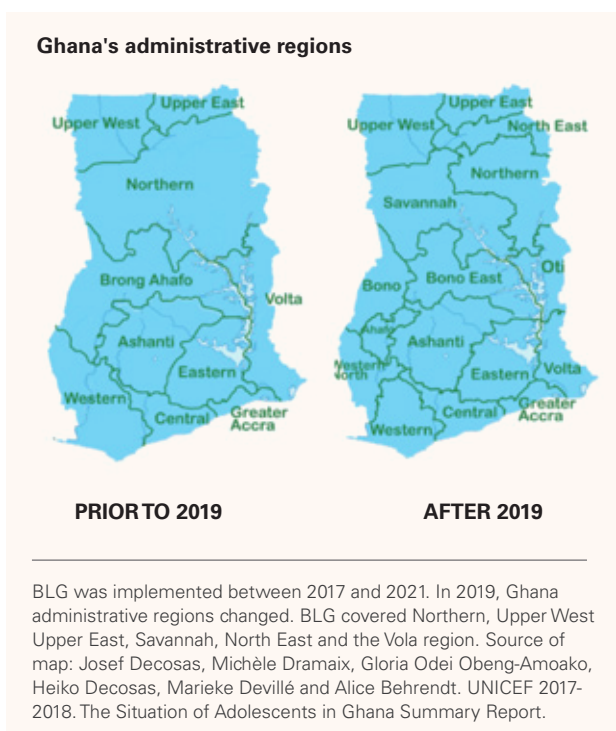
## Aperçu du programme

Le projet Vie Meilleure pour les Filles (BLG) était un projet de 5,2 millions de dollars sur 4 ans, financé par l'Agence Coréenne de Coopération Internationale (KOICA) et mis en œuvre par le Service de l'éducation du Ghana et l'UNICEF au Ghana. Le programme a été mis en œuvre entre 2017 et 2021.

BLG a été mis en œuvre dans les régions du Ghana où la pauvreté et le faible niveau d'éducation sont monnaie courante, à savoir les régions du Nord et de la Volta.

## Approches et Activités

Le programme BLG a utilisé une approche **multisectorielle et fondée sur des preuves**. Les activités multisectorielles comprenaient le plaidoyer politique, le développement de ressources pour renforcer le système éducatif, le pilotage et la construction d'infrastructures scolaires intégrant le genre, la supplémentation en fer et en acide folique, le mentorat des adolescents, la formation des enseignants et l'engagement avec les parents et les leaders communautaires. Ces activités ont été conçues par le biais d'un processus consultatif aux niveaux national et sous-national pour soutenir les adolescentes. Le personnel technique de l'UNICEF a facilité l'acquisition de connaissances dans les domaines de l'eau, de l'assainissement et de l'hygiène, de la protection de l'enfance, de l'intégration des femmes et de la nutrition, tandis que les professionnels du Service de l'Education du Ghana ont continuellement ajusté et mis en œuvre le programme BLG en fonction de l'apprentissage et de l'engagement communautaire. Le Service de Santé et le Département des Affaires Sociales du Ghana ont également été des acteurs clés, apportant des contributions essentielles au programme. La combinaison des activités de renforcement du système et de prestation de services de BLG a jeté les bases d'une mise à l'échelle et d'une reproductibilité. En outre, l'interaction de ces activités complémentaires et bien coordonnées a été essentielle au succès du programme.



L'UNICEF et le Service de l'Éducation du Ghana ont utilisé, généré et partagé des données, des preuves et des enseignements tirés de programmes antérieurs ciblant les adolescentes, afin de créer un consensus et d'informer les investissements programmatiques. Les données comprenaient des enquêtes nationales, un suivi régulier comprenant des visites sur le terrain dans des endroits éloignés, et une enquête sur les connaissances, les attitudes et les pratiques (CAP). Lorsque les données étaient insuffisantes, des recherches ont été entreprises, telles que la cartographie des compétences et les groupes de discussion, afin de mieux comprendre les possibilités d'apprentissage non formel et la violence à laquelle sont confrontées les filles. L'utilisation et la compréhension communes des preuves ont permis à l'UNICEF et au Service de l'Éducation du Ghana de s'attaquer, avec les communautés, aux obstacles auxquels sont confrontées les filles.

D'un point de vue financier, BLG était un programme complexe qui a construit des modèles de mise en œuvre évolutifs tout en fournissant une gamme de services aux parties prenantes de la communauté. Dans l'ensemble, le budget total

du BLG s'est élevé à 5 200 000 \$ pour trois ans et a bénéficié directement à 15 000 filles et 15 000 garçons. Si l'on calcule les filles et les garçons qui ont bénéficié du projet, cela équivaut à environ 173 USD par bénéficiaire. Cependant, les services fournis par le BLG ont profité aux membres de la communauté de différentes manières et, par conséquent, le calcul d'un coût par bénéficiaire peut ne pas fournir un indicateur utile. Par exemple, BLG avait pour objectif d'augmenter le taux d'achèvement des études pour les filles et les garçons dans 70 écoles secondaires de premier cycle, d'atteindre un plus grand nombre de filles dans 101 écoles secondaires de premier cycle et primaires avec le programme de supplémentation en fer et en acide folique et de gestion de l'hygiène menstruelle, et d'offrir aux filles des compétences de vie améliorées, des connaissances financières et une formation et des opportunités en matière d'entrepreneuriat. Le tableau 1 : Budget et résultats du BLG présente les activités et le budget<sup>31</sup> du BLG à côté des résultats (lorsqu'ils sont disponibles) et de la portée prévue (lorsqu'elle est disponible). Les points montrent comment le budget a été réparti entre les bénéficiaires directs et les services.

## Vie Meilleure pour les Filles

### Objectif :

Les adolescentes du Ghana disposent des connaissances, des compétences et d'un environnement favorable pour prendre des décisions avisées et réaliser pleinement leur potentiel. Cet objectif a été soutenu par deux résultats :

### Résultat 1 :

Plus d'adolescentes dans les régions du Nord et de la Volta ont accès à des opportunités d'apprentissage et de développement des compétences.

### Résultat 2 :

Les adolescentes, les communautés et les institutions disposent de plateformes et de preuves pour s'engager sur les questions liées aux adolescentes, y compris le mariage des enfants.

31. Seules les dépenses alignées sur les résultats sont présentées. Toutes les autres dépenses (telles que le support technique et les frais généraux) ne sont pas présentées.

**Tableau 1: Budget et résultats du BLG**

Budget et résultats du BLG		
Activités	Budget	Resultats
<p><b>Sensibilisation, dialogue et engagement des groupes et communautés ciblées</b>  <b>(voir 1-5 ci-dessous pour une ventilation des activités)</b>  <b>1 400 000 \$ (26,9 % du budget total)</b></p> <p>BLC visait à atteindre un grand nombre de personnes par des activités de sensibilisation, de dialogue et d'engagement. Il a renforcé les capacités des animateurs communautaires à l'aide d'une boîte à outils pour la protection de l'enfance et a stimulé l'engagement communautaire et le dialogue intergénérationnel pour changer les normes dans 16 districts. Aux niveaux national et sous-national, le programme a touché 163 543 adolescents, filles et garçons, par le biais de réseaux, de clubs et d'événements sportifs et musicaux, et a engagé 166 626 U-Reporters à contribuer au débat public sur les questions liées au mariage des enfants, à la santé sexuelle et reproductive, à l'accès à l'éducation et aux opportunités. Elle a fait participer 4 824 723 jeunes à un dialogue dans les médias sociaux sur les risques et la vulnérabilité des adolescentes et 15 657 938 personnes dans tout le pays à des messages de protection des enfants et des adolescentes par le biais de la campagne sociale du programme Ghanaians Against Child Abuse (GACA).</p>		

1.	Stimuler l'engagement de la communauté et le dialogue intergénérationnel autour de la protection de l'enfant, des normes de genre équitables, des investissements dans les adolescents et du report du mariage, avec la participation des garçons et des hommes (par exemple, y compris le renforcement des capacités des facilitateurs communautaires pour déployer la nouvelle boîte à outils de facilitation du CP).	300,000	Réel : 7 des 26 districts de la région du Nord et 9 des 25 districts de la région de la Volta ont bénéficié d'interventions d'engagement communautaire.
2.	Sensibiliser et stimuler le dialogue en faveur du changement pour les adolescentes et galvaniser le soutien pour investir dans les filles, retarder le mariage et réduire les risques de violence.	250,000	Les questions relatives aux adolescentes sont pleinement intégrées dans le programme GACA. 15 657 938 personnes dans tout le pays ont reçu des messages sur la protection des enfants et des adolescentes grâce aux plateformes de médias sociaux de GACA.

3.	Engagement, dialogue entre pairs, partage d'informations avec et pour les adolescents, filles et garçons, par le biais de réseaux et de clubs et mobilisation des jeunes par le biais d'événements sportifs et musicaux aux niveaux national et sous-national.	300,000	163 543 adolescentes et adolescents.
4.	Créer UReport pour faire entendre la voix des jeunes afin de contribuer au débat public, en particulier celle des filles sur les questions liées au mariage des enfants, à la santé sexuelle et reproductive, à l'accès à l'éducation et aux opportunités.	350,000	166,628 U-Reporters (31 mai 2021).
5.	Engagement dans les médias sociaux pour donner aux adolescents les moyens de participer à des dialogues avec les parties prenantes en mettant l'accent sur les risques et la vulnérabilité des adolescentes (par exemple, campagne sur Facebook).	200,000	4 824 723 jeunes et adolescents touchés par la plateforme des médias sociaux

**Enquête EGIM et CAP****(voir 6-7 ci-dessous pour une ventilation des activités)****800 000 \$ (15,3 % du budget total)**

Le budget du projet prévoyait 700 000 dollars pour planifier et mettre en œuvre l'Enquête en Grappes à Indicateurs Multiples (EGIM) de 2017, avec des questions élargies et modifiées sur les adolescents, en particulier les adolescentes. Il a alloué 100 000 dollars pour les enquêtes CAP par téléphone en utilisant une plateforme informatique et une base de données des étudiants du second cycle, mais le projet n'a pas rendu compte de ce résultat.

6.	Planifier et mettre en œuvre l'EGIM 2017 avec des questions de module élargies et modifiées sur les adolescents, en particulier les adolescentes.	700,000	L'ensemble de données EGIM 2017 est disponible avec 12 000 entretiens avec des ménages.
7.	Mener des enquêtes CAP par téléphone en utilisant la plateforme informatique et la base de données des étudiants au second cycle.	100,000	Non rapportée.

**Programme de Gestion de l'Hygiène Menstruelle (GHM) dans des écoles sélectionnées  
(voir 8-9 ci-dessous pour une ventilation des activités)**

**590 000 \$ (11,3 % du budget total)**

**39,33 \$/fille (prévu au budget)**

Le projet BLG a construit 101 vestiaires pilotes dans les écoles qui ont bénéficié à environ 10 144 écolières.<sup>32</sup> La construction de ces vestiaires dans les écoles s'est accompagnée de la mise en place d'un système standardisé de gestion des vestiaires. Directives sur la gestion de l'hygiène menstruelle, éducation et plaidoyer. BLG a également renforcé les capacités des enseignants et des responsables de l'Association Parents d'Élèves (APE) à entretenir les installations.

8.	Génération de preuves dans la modélisation d'un programme complet de GHM dans des écoles sélectionnées.	490,000	Modèle documenté et chiffré pour le plaidoyer et le passage à l'échelle.
9.	Élaboration, modification et incorporation des directives GHM dans le programme général d'assainissement, y compris les interventions en milieu scolaire, sur la base du modèle.	100,000	Réalisé : 103 écoles ont mis en œuvre le programme GHM. 101 écoles ont de nouveaux vestiaires avec urinoirs. Des personnes ressources et des enseignants des quatre districts ont été formés pour mettre en œuvre et rendre opérationnelles les directives GHM. L'objectif était de faire bénéficier 15 000 filles, le nombre réel a été de 10 144.
10.	Soutien technique et appui d'experts à la conception et à l'exécution du programme. <b>7,7% du budget total</b>	400,000	N/A
11.	Soutien du siège. <b>7,4 % du budget total</b>	385,000	N/A
12.	Établir des partenariats fonctionnels avec deux organisations de la société civile basées dans le district pour : a) soutenir les liens entre l'école et la communauté ; b) mener des " cliniques d'apprentissage " après l'école pour soutenir les filles dans leur travail scolaire ; et c) faire du mentorat pour le leadership et l'autonomisation. <b>6,7% du budget total</b>	350,000	Le camp d'apprentissage résidentiel a permis de fournir un soutien scolaire supplémentaire en sciences, en anglais et en mathématiques et d'apporter des compétences de vie à 301 filles fréquentant le premier cycle 2 à Krachi East et Kpandai avant le début de l'année scolaire 2018/2019.  Prévisions : 11 455 filles et garçons.

32. 10 144 est le nombre réel. Le nombre de bénéficiaires prévu était de 15 000 et a été utilisé pour calculer le coût/bénéficiaire puisque le budget prévu a été utilisé.



13.	Coût global de gestion et de suivi du programme au niveau du CO. <b>6,5% du budget total</b>	337,000	N/A
-----	---	---------	-----

**Supplémentation en fer et en acide foliques  
(voir 14-15 ci-dessous pour une ventilation des activités)  
250 000 \$ (4,8 % du budget total)**

Le programme de supplémentation en fer et en acide foliques a permis de réduire de 26 % l'anémie chez les adolescents scolarisés. La supplémentation en acide folique de fer a été mise en œuvre dans 51 districts, mais il n'a pas été possible de déterminer le nombre d'adolescents scolarisés dans ces districts. De plus, les 250 000 \$ prévus par BLG étaient destinés au développement d'un modèle de déploiement de supplémentation en fer et en acide foliques. Il n'a pas été possible de déterminer le coût de la mise en œuvre du modèle. Par exemple, le rapport final indique que des fonds supplémentaires ont été obtenus pour fournir les comprimés de acide folique de fer nécessaires.

14.	Développer un protocole pour la fourniture de suppléments de fer et d'acide folique aux adolescentes en période de menstruation.	50,000	Directives nationales de supplémentation en IFA utilisées dans tout le pays.
15.	Développement d'un modèle de déploiement pour le fer et l'acide folique pour la supplémentation intermittente des adolescentes en période de menstruation à l'école.	200,000	Grâce à une approche progressive, GIFTS (Girls Iron Folate Tablet Supplementation) est en train d'être étendu à l'échelle nationale, passant de 4 à 16 régions. L'UNICEF a plaidé avec succès en faveur de l'achat de suppléments d'AIF à l'aide de fonds nationaux. Pour soutenir davantage le plaidoyer, une note sur le budget de la nutrition a été élaborée pour influencer le Cadre de Dépenses à Moyen Terme (CDMT).

**Recherche et évaluations formatives  
(voir 16-17 ci-dessous pour une ventilation des activités)  
187 400 \$ (3,6 % du budget total)**

BLG a mené des recherches formatives/de cadrage sur les obstacles à l'achèvement du collège par les filles et sur les composantes d'un ensemble critique d'interventions visant à maintenir les filles dans les collèges. Il a également cartographié et analysé la disponibilité et la qualité des possibilités actuelles de formation professionnelle et de formation aux moyens de subsistance pour les adolescents dans le pays afin d'identifier les possibilités et de fournir des informations pour le plaidoyer et a diffusé ses conclusions.

16.	<p>Développer une conception de la mise en œuvre du projet qui tienne compte de la dimension de genre, en mettant l'accent sur un ensemble d'interventions essentielles pour maintenir les filles dans le premier cycle de l'enseignement secondaire, sur la base de la recherche formative et des données disponibles.</p>	112,400	<p>Recherche formative/étude de champ achevée sur les obstacles à l'achèvement du premier cycle de l'enseignement secondaire par les filles.</p>
17.	<p>Recenser et analyser la disponibilité et la qualité des possibilités actuelles de formation professionnelle et de formation aux moyens de subsistance pour les adolescents au Ghana, et utiliser les résultats pour plaider en faveur de l'amélioration des possibilités pour les filles.</p>	75,000	<p>Le rapport final de cartographie des compétences est disponible, examiné, validé par les parties prenantes et diffusé.</p>
18.	<p><b>Dialogue politique</b> <b>122 000 \$ (2,4 % du budget total)</b></p> <p>Engager un dialogue stratégique et intersectoriel fondé sur des données probantes au niveau régional et national pour faciliter le partage d'expériences entre les districts et pour établir des priorités dans les interventions en faveur de l'éducation des filles et de l'égalité des sexes dans l'éducation.</p>	122,000	<p>6 plateformes sectorielles.</p> <p>3 ateliers de diffusion sur l'étude exploratoire, impliquant les principales parties prenantes au niveau national et à Kpandai et Krachi East achevés en 2018.</p> <p>3 ateliers de partage d'enseignements fondés sur des données probantes concernant les interventions soutenues par la KOICA organisés au niveau national et dans les régions du Nord et de l'Oti avec la participation des principales parties prenantes achevés en 2019.</p> <p>Organisation d'un événement national de diffusion multipartite sur le projet "Better Life for Girls".</p>

19.	<p><b>Compétences de vie, alphabétisation financière et opportunités d'entrepreneuriat (voir 12 ci-dessous)</b>  <b>100 000 \$ (1,9 % du budget total)</b></p> <p>Renforcer les compétences de vie, l'alphabétisation financière et les opportunités d'entrepreneuriat par le biais de partenariats avec le secteur privé, les ONG/OBC et d'autres agences.</p>	100,000	<p>2 000 filles ont bénéficié de séances d'éducation financière, de calcul, d'entrepreneuriat et d'autonomisation économique. 500 filles ont été mises en contact avec les domaines d'apprentissage de leur choix et ont reçu des outils de démarrage. 55 filles ont été mises en relation avec des opportunités d'attachement industriel dans le secteur privé.</p> <p>1 partenariat établi offrant des connaissances financières et des opportunités d'entrepreneuriat aux adolescentes.</p>
<p><b>Renforcer les capacités des enseignants pour favoriser l'entrée et le maintien des filles dans les collèges et lycées</b>  <b>(voir 20-21 ci-dessous pour une ventilation des activités)</b>  <b>80 000 \$ (1,5 % du budget total)</b>  <b>496,89 \$/enseignant (budgétisé)</b></p> <p>BLG a renforcé les capacités de 276<sup>33</sup> BLG a renforcé les capacités de 276 enseignants de sciences, de mathématiques, d'anglais et d'études sociales dans les écoles secondaires de premier cycle de Krachi East et de Kpandai en matière de pédagogie et d'enseignement des matières tenant compte de l'égalité des genres et pour aider les filles à se préparer à l'Examen du certificat d'éducation de base (ECEB). Il s'agissait également de fournir du matériel d'enseignement et d'apprentissage à 154 professeurs de sciences et de mathématiques du premier cycle de l'enseignement secondaire.</p>			
20.	<p>Build skills and capacity of JHS teachers in gender-responsive pedagogy and subject-specific content for JHS.</p>	80,000	<p>Actual: 276 (female: 28; male: 248) JHS Science, Mathematics, English and Social Studies teachers in Krachi East and Kpandai trained on gender-responsive pedagogy and subject instruction and to support girls prepare for the Basic Education Certificate Examination (BECE).</p> <p>154 (female: 11; male: 143) Science and Mathematics JHS teachers trained on the use and maintenance of the procured TLMs.</p> <p>Projected: 161 teachers.</p>

33. Le nombre de bénéficiaires prévu a été de 161 et utilisé pour calculer le coût/bénéficiaire puisque le budget prévu a été utilisé.

21.	<p>Renforcer les compétences et les capacités des directeurs d'école, des autres membres du personnel scolaire, des Comités de Gestion de l'Enseignement/ Associations de Parents d'Elèves pour conduire l'analyse du genre, préparer les plans de développement scolaire, et créer les environnements scolaires sûrs pour favoriser la rétention des filles.</p> <p><b>(1,5% du budget total)</b></p>	80,000	<p>Seuls les chiffres réels sont disponibles :</p> <p>90 (M - 60 ; F -30) parties prenantes au niveau du district formées sur une initiative de retour à l'école pour soutenir les campagnes au niveau communautaire.</p> <p>Les parties prenantes sont orientées sur les directives relatives à la grossesse chez les filles, à la réinsertion des jeunes mères et au soutien parental des adolescentes.</p> <p>Conception, impression et distribution dans les districts de Krachi East et Kpandai de matériel promotionnel pour promouvoir les directives sur la prévention de la grossesse et le retour des jeunes mères après l'accouchement, la sécurité dans les écoles (lutte contre la violence sexiste) et la campagne de retour à l'école.</p> <p>1 377 (femmes : 786 ; hommes : 591) parties prenantes musulmanes sensibilisées à la scolarisation des écolières enceintes et des jeunes mères achevées.</p>
22.	<p>Soutenir le suivi et la supervision des écoles participantes sur une base régulière dans les districts du projet.</p> <p><b>.35% du budget total</b></p>	18,000	N/A

## Principales Réalisations

BLG a permis **d'améliorer les taux d'achèvement des études de premier cycle du secondaire dans 70 écoles**, tant pour les filles que pour les garçons. Deux ans avant la mise en œuvre du BLG, (en 2016/2017), les taux d'achèvement du premier cycle pour les filles à Krachi East et Kpandai (région du Nord) étaient respectivement de 34,3% et 48,3%. Après la mise en œuvre du BLG, les taux d'achèvement ont augmenté de 6,5% à Krachi East, 18,9% à Kpandai. Il fallait pour cela s'attaquer aux normes entourant le mariage des enfants et

l'éducation au Ghana. Le mariage d'enfants est plus fréquent chez les personnes peu ou pas scolarisées et neuf filles mariées sur dix au Ghana ne vont pas à l'école<sup>34</sup>. Il y a plus de deux millions d'enfants mariés au Ghana et une jeune femme sur cinq est mariée pendant son enfance.

BLG a reconnu l'intersection des croyances sexistes et de l'achèvement de la scolarité et a travaillé pour y remédier. En conséquence, BLG a **constaté une meilleure compréhension de ce qui constitue la**

34. United Nations Children's Fund, Ending Child Marriage: A profile of progress in Ghana, UNICEF, New York, 2020. [Ending Child Marriage - Progress in Ghana.pdf \(unicef.org\)](#).

**violence sexuelle** chez les filles scolarisées et non scolarisées, des améliorations considérables dans les attitudes et les pratiques au sein des communautés sur un large éventail de sujets liés à la protection de l'enfance, y compris la prévention de la séparation des familles, l'élimination des pratiques néfastes telles que le mariage des enfants, et la connaissance et la bonne volonté concernant l'endroit où chercher de l'aide en cas d'abus.

Cela illustre bien l'approche du BLG en matière de changement de normes :

**Je pense qu'en général, l'attitude et les comportements en matière de violence et d'abus contre les enfants et les filles sont très ancrés dans nos pratiques culturelles et que ces choses prennent du temps (pour être changées). Donc, oui, ce sont des domaines sur lesquels nous devons vraiment travailler et dans lesquels nous devons investir, mais nous devons être patients car le changement ne se produit pas du jour au lendemain. Il faut un certain niveau d'investissement et de cohérence sur une certaine période de temps.**

*Joyce Odame, Chargée de Programme de Protection de l'Enfant, UNICEF*

Le programme du BLG a permis de **réduire de 26 % l'anémie** chez les adolescentes des écoles qui ont reçu des suppléments de fer. De plus, l'évaluation de BLG a montré une amélioration des connaissances

des adolescentes sur les aliments nutritifs riches en fer et sur les pratiques alimentaires. Ce résultat est important dans le contexte de l'éducation des filles car l'anémie touche de façon disproportionnée les femmes dès l'adolescence.<sup>35</sup> L'anémie réduit les performances cognitives, les performances au travail et l'endurance ; elle entraîne également des difficultés d'apprentissage<sup>36</sup>. Au Ghana, 46,7 % des adolescentes sont anémiques, ce qui est le pourcentage le plus élevé de tous les groupes de femmes du pays<sup>37</sup>. Le défi et les étapes de la supplémentation en fer et en acide folique ont été bien décrits ci-dessous :

**Permettez-moi d'ajouter rapidement que le programme de supplémentation en comprimés de fer et acide folique pour les filles ne consistait pas seulement à distribuer des comprimés riches en fer, mais qu'il s'accompagnait également d'une éducation. Les garçons aussi ont bénéficié de l'éducation sur l'anémie, les causes et la prévention, c'est donc quelque chose que nous avons fait pour aborder les problèmes élevés d'anémie.**

*Jevaise Aballo, Chargé du Programme de Nutrition, UNICEF*

Le projet BLG a permis la construction de **101 vestiaires pilotes dans les écoles**, dont ont bénéficié environ 10 144 écolières. Ces espaces sécurisés pour la gestion de l'hygiène menstruelle sont importants car 19 % des femmes et des filles au Ghana ne participent pas à l'école, au travail ou aux activités sociales en raison de leurs menstruations<sup>38</sup>. La construction de ces vestiaires

dans les écoles s'est accompagnée de directives normalisées sur la gestion de l'hygiène menstruelle, d'éducation et de sensibilisation. BLG a également renforcé les capacités des enseignants et des dirigeants de l'association des parents d'élèves à entretenir les installations.

## Échelle et appropriation nationale

Le programme BLG était **en phase avec les politiques nationales dans les secteurs de l'éducation** et de la santé. La politique d'éducation du Ghana se concentre sur (a) l'augmentation de l'accès à l'éducation, (b) la fourniture d'une éducation de qualité, et (c) la garantie d'une éducation équitable et inclusive pour tous. Par le biais d'une variété d'activités, le projet BLG s'inscrit dans le cadre de ces politiques en ciblant l'éducation et la scolarisation des filles et des garçons dans les communautés défavorisées. La supplémentation en fer et en acide folique du BLG s'est alignée sur la politique de santé du gouvernement visant à réduire l'anémie chez les adolescentes.

Cet alignement était un premier pas vers l'appropriation nationale.

Tel que mentionné brièvement dans [l'approche du programme](#), BLG a fait un usage intensif des données, qui ont été à la fois générées et partagées. Lorsque de multiples partenaires **s'approprient les données et partagent leur utilisation**, la conception de solutions est prise en charge. Une réalisation (et un investissement) digne de mention sont les 10 rapports de sondage. BLG a réalisé ces rapports afin d'obtenir des informations sur les adolescentes et a ensuite partagé les questions clés par le biais de dialogues publics et de médias. De plus, les données relatives à la supplémentation en

fer ont été intégrées dans le système de gestion de l'information sanitaire du district afin de faciliter la collecte de données fiables et de qualité par les établissements de santé. Cette étape clé permet d'assurer le suivi continu et la responsabilisation des activités de supplémentation en fer.

BLG a pu démontrer des résultats significatifs, ce qui permet de montrer la valeur d'un investissement. L'accent mis par BLG sur le bien-être des filles a permis **d'allouer davantage de ressources financières pour soutenir l'éducation des filles** dans la région de Krachi East. Il s'agit d'une mise à l'échelle significative étant donné les faibles résultats scolaires dans cette région en particulier. En outre, l'Assemblée Municipale (à Krachi East) **a alloué des fonds pour la construction de deux écoles de Premier Cycle (JHS) réservées aux filles**. Depuis 2019, **la supplémentation révolutionnaire en fer du BLG a été mise à l'échelle nationale** et a atteint 1 849 373 filles de 10 à 19 ans, scolarisées ou non. Ce travail représente une réponse globale du gouvernement à l'anémie des adolescentes et aux besoins nutritionnels spécifiques au genre.

À la suite de la pandémie de COVID-19, l'investissement du BLG dans le renforcement du système d'éducation a été particulièrement important. La formation des enseignants a permis à ceux qui étaient restés à la maison pendant la fermeture des écoles d'être mieux équipés pour aider les filles à se préparer à l'ECEB de 2020. La formation des enseignants portait notamment sur la pédagogie tenant compte du genre, la protection et l'hygiène. BLG a également diffusé et mis en œuvre des *directives sur la prévention de la grossesse chez les écolières et la réinsertion des jeunes mères après l'accouchement*, ce qui était particulièrement opportun étant donné l'augmentation des grossesses chez les adolescentes liées à la pandémie de COVID-19.<sup>39</sup>

- 
35. Sarah Adelman, Daniel O Gilligan, Joseph Konde-Lule, and Harold Alderman. American Society for Nutrition 2019. Volume 149. Issue 4. Accessed from: <https://academic.oup.com/jn/article/149/4/659/5423561>.
36. Arcanjo FP, Arcanjo CP, Santos PR. Schoolchildren with Learning Difficulties Have Low Iron Status and High Anemia Prevalence. *J Nutr Metab*. 2016;2016:7357136. doi:10.1155/2016/7357136.
37. Service des Statistiques du Ghana, Ministère de la Santé du Ghana, UNICEF, et al. (2018). Enquête par grappe à Indicateurs Multiples du Ghana 2017/18. Cité dans le rapport BLG.
38. Service des Statistiques du Ghana, Ministère de la Santé du Ghana, UNICEF, et al. (2018). Enquête en Grappe à Indicateurs Multiples du Ghana 2017/18. Cité dans le rapport BLG.
39. Tony Baker. World Vision 2020. *La grossesse des adolescentes risque d'empêcher un million de filles de retourner à l'école en Afrique subsaharienne*. [https://www.wvi.org/sites/default/files/2020-08/Covid19%20Aftershocks\\_Access%20Denied\\_small.pdf](https://www.wvi.org/sites/default/files/2020-08/Covid19%20Aftershocks_Access%20Denied_small.pdf).

## Les ingrédients du BLG pour atteindre l'appropriation et l'échelle nationale

**S'aligner** Tsur les politiques nationales dans plusieurs secteurs :

**Générer et partager** Des données.

**Démontrer** Les résultats.

**Renforcer** Le système éducatif.

**Plaider** Pour des investissements dans le bien-être des filles.

**Influencer** Les mécanismes gouvernementaux liés au financement national.

**Rechercher** Des fonds supplémentaires auprès des donateurs pour poursuivre la reproduction.

Le succès des vestiaires pilotes du BLG a conduit à leur incorporation dans les directives nationales sur l'hygiène menstruelle et à leur intégration dans les programmes d'assainissement généraux. BLG a également développé des directives de gestion de l'hygiène menstruelle en braille. Ces réalisations ont éclairé la décision du gouvernement d'étendre les meilleures pratiques à d'autres districts. L'UNICEF décrit la valeur de telles activités de renforcement des systèmes :

**Dans le cadre de la mise en œuvre de la composante de l'engagement communautaire, nous disposons d'un ensemble d'outils sur lesquels nous avons formés nos partenaires au niveau régional sur la façon de**

**discuter des questions de protection des adolescentes. Même après la fin du projet, les outils sont toujours utilisés et ils engagent toujours les communautés avec les outils que nous avons développés. Il y a des équipes régionales que nous avons formées, et maintenant l'UNICEF s'étend à d'autres districts que la KOICA n'a pas couverts. Cela montre que les capacités que nous avons développées existent toujours et qu'elles**

sont toujours utilisées, en particulier dans les régions soutenues par la KOICA.

*Joyce Odame, Chargée de Programme de Protection de l'Enfant, UNICEF*

BLG a plaidé en faveur du bien-être des filles par le biais de groupes de travail techniques et avec l'adhésion de champions de haut niveau. En conséquence, des engagements supplémentaires ont été pris par les dirigeants politiques pour promouvoir la réduction des coûts des serviettes hygiéniques.

BLG a **influencé les mécanismes gouvernementaux liés au financement**, en particulier par le biais des plans opérationnels annuels de district pour l'éducation (appelés ADEOPS). L'ADEOPS nouvellement développé a incorporé une programmation visant à relever systématiquement les défis qui affectent l'achèvement par les filles du premier cycle et la transition vers le second cycle du secondaire et garantit que les gains du projet sont soutenus et financés à la fois par le gouvernement central et les Assemblées de District. La nature critique de ce travail pour soutenir et étendre le programme BLG a été reconnue par les partenaires, y compris le Ministère de l'Éducation / Ghana Education Service. En outre, l'UNICEF a souligné que le gouvernement a joué un rôle de premier plan dans une grande partie du programme.

La réalisation du BLG a conduit à un investissement supplémentaire du Comité National du Canada pour l'UNICEF pour étendre les meilleures pratiques dans 5 nouveaux districts : Nanumba North, Saboba, Tolon, West Mamprusi, West Gonja où le projet Autonomisation des Adolescentes, Promotion de l'Égalité des Genres, Amélioration de l'Éducation Secondaire Inférieure des Filles au Ghana (2019-2022) est en cours de réalisation.

## Durabilité et potentiel de reproductibilité

Le programme BLG comprenait un ensemble holistique de services multisectoriels qui ont contribué aux résultats obtenus. Des services ont été fournis dans les domaines de la santé, de l'éducation, de la protection, de l'accès à l'eau potable, l'hygiène et l'assainissement et du plaidoyer. Les leçons tirées du programme BLG suggèrent que tous les services étaient nécessaires pour atteindre l'appropriation nationale, l'échelle et les objectifs du programme. BLG a fait des progrès significatifs dans le domaine de la protection et cela, en particulier, a nécessité de travailler en partenariat avec une série d'acteurs communautaires. Par exemple, BLG a constaté que certains chefs religieux ont pris en charge les questions de protection de l'enfance dans le cadre de leur mandat de conseiller les enfants et les parents, les actions communautaires contre les problèmes de protection de l'enfance ont augmenté et les adolescents sont devenus plus conscients de leurs droits en matière de santé sexuelle et reproductive. Il est important de noter que la perception de la protection de l'enfance a changé - elle est de plus en plus perçue comme une question d'intérêt communautaire. Le travail visant à changer les normes et les perceptions parmi les parties prenantes (en particulier celles qui s'occupent des filles et les protègent) est une leçon importante car ces personnes continueront à défendre les droits et la protection des enfants. Les parties prenantes ont identifié que cet ensemble de services holistiques était possible dans le cadre du budget du programme et qu'ils étaient tous importants. Cependant, il est important de comprendre l'expertise que le service d'éducation du Ghana et l'UNICEF au Ghana apportent à ce type de programme. En effet, les deux partenaires apportent une capacité et une expertise étendues. Par exemple, des programmes antérieurs tels que le projet Making Ghanaian Girls Great, qui a été mis en œuvre dans le cadre du défi mondial de l'éducation des filles, ont certainement augmenté la capacité des programmes d'éducation des filles. L'UNICEF au Ghana se concentre sur l'éducation inclusive et l'éducation des adolescentes. Grâce à cette capacité, l'UNICEF a pu mettre efficacement à profit les investissements d'autres programmes au profit du programme BLG. Plutôt que de supposer



que les programmes qui pourraient se compléter le feraient, l'UNICEF a identifié l'intersectionnalité des investissements complémentaires pour soutenir BLG. Par exemple, BLG a bénéficié de l'apprentissage et des investissements du

programme Safe School de l'UNICEF pour améliorer les résultats du programme BLG. Ainsi, il était possible pour le programme BLG de mettre en œuvre une large gamme de services de manière coordonnée et complémentaire.

## Les services multisectoriels du BLG

**Santé :** Supplémentation en fer et éducation :

**Education :** Formation des enseignants à une pédagogie intégrant le genre, mentorat pour les filles.

**Protection :** Engagement communautaire et plaidoyer.

**WASH :** Infrastructure et éducation à la gestion de l'hygiène menstruelle.

**Plaidoyer :** Plaidoyer de haut niveau pour le bien-être des filles.



Photograph: © UNICEF Niger, 2023



## ÉTUDES DE CAS DE PAYS

### NIGER

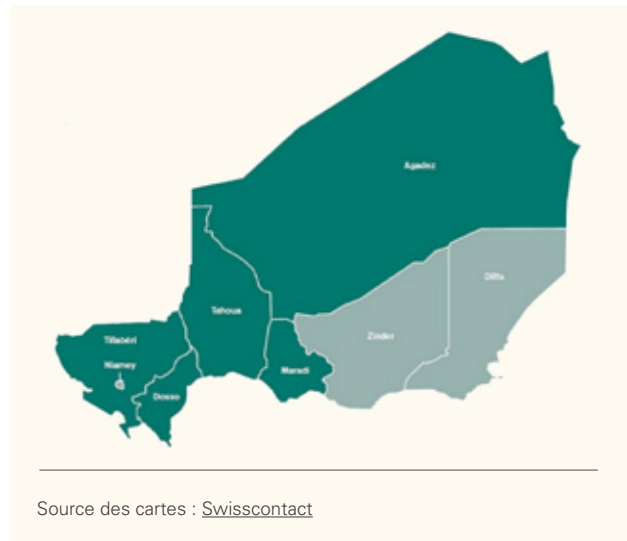
PROMETTEUR

L'éducation des jeunes pour stimuler la croissance économique dans un contexte de conflit : Le cas de l'appui à l'insertion professionnelle des jeunes touchés par les conflits (PIPJ)

## Contexte

Avec sept constitutions, dont cinq au cours des trois dernières décennies, cinq coups d'État, trois transitions politiques et deux rébellions touaregs, l'insécurité découle de l'histoire politique mouvementée du Niger. Ces dernières années, une proportion importante de jeunes en âge d'être scolarisés a été déplacée de force dans presque toutes les régions du pays, et des écoles ont été fermées à la suite d'attaques répétées de groupes armés non étatiques. Bordée par le Bénin, le Burkina Faso et le Mali, la région de Tillabéri au Niger a été particulièrement touchée par l'insécurité croissante au Sahel. Les conditions de vie dans cette région se sont considérablement dégradées depuis 2019 en raison d'un "effet d'entraînement" du conflit au Mali<sup>40</sup>. Cette résurgence de la violence prive les jeunes de la région de Tillabéri de la possibilité d'aller à l'école et compromet leurs chances de trouver un emploi futur. Ce manque d'opportunités fait d'eux une cible de recrutement pour participer aux hostilités.

Selon le recensement général de la population et des logements de 2012, un Nigérien sur deux a moins de 15 ans<sup>41</sup> et 69,5% a moins de 25 ans. Cette proportion ne cessera d'augmenter avec



un taux de croissance annuel de 3,8 %<sup>42</sup>, l'un des taux de croissance les plus élevés au monde. Comme 80% des Nigériens travaillent dans l'agriculture et l'élevage et vivent dans des zones rurales, il est essentiel d'offrir aux jeunes Nigériens des opportunités de travail en phase avec cette réalité. Le Programme de Soutien à l'Insertion Professionnelle des Jeunes affectés par les Conflits (PIPJ)<sup>43</sup> a été conçu pour offrir aux jeunes de Tillabéri des opportunités positives d'éducation et de compétences professionnelles et réduire le risque qu'ils rejoignent des groupes armés non étatiques.

## Aperçu du Programme

### Aperçu du PIJP

#### Objectif :

Permettre un accès inclusif à des environnements d'apprentissage sûrs et protecteurs qui contribuent à la protection et au bien-être social et économique des filles et des garçons âgés de 14 à 25 ans :

#### Résultat 1:

Les jeunes filles et garçons acquièrent des compétences techniques pour mener à bien une activité liée à l'économie locale.

#### Résultat 2:

Les jeunes filles et garçons sont soutenus pour leur transition vers la vie professionnelle.

40. Morten Bøås, Abdoul Wakhab Cissé, and Laouali Mahamane, 'Explaining Violence in Tillabéri: Insurgent Appropriation of Local Grievances?', *The International Spectator* 55, no. 4 (1 October 2020): 118–32, <https://doi.org/10.1080/03932729.2020.1833567>.

41. UNESCO Institute for Statistics. Extrapolated from <http://uis.unesco.org/en/country/ne?theme=education-and-literacy#slideoutmenu>.

42. World Bank Group. 2021. Poverty and Equity Brief: Niger. Accessed at [https://databank.worldbank.org/data/download/poverty/987B9C90-CB9F4D93-AE8C-750588BF00QA/AM2021/Global\\_POVEQ\\_NER.pdf](https://databank.worldbank.org/data/download/poverty/987B9C90-CB9F4D93-AE8C-750588BF00QA/AM2021/Global_POVEQ_NER.pdf).

43. Projet d'appui à l'insertion des jeunes affectés par les conflits.

Visant à fournir un accès inclusif à des environnements d'apprentissage sûrs qui contribuent à la protection et au bien-être social et économique des jeunes, le PIPJ, a été mis en œuvre par Swisscontact de mai 2019 à janvier 2020 (9 mois) dans la région de Tillabéri au Niger. Le PIPJ a représenté un investissement de 246 000 USD (153 979 300 CFA)<sup>44</sup> et a été financé par l'UNICEF et le gouvernement du Japon. Le PIPJ ciblait les filles et les garçons non scolarisés et sans emploi âgés de 14 à 25 ans dans six municipalités<sup>45</sup> de la région de Tillabéri. Grâce à une formation professionnelle de courte durée axée sur la pratique et répondant à une demande locale spécifique, le PIPJ a contribué à l'autonomisation des jeunes de Tillabéri en leur permettant d'acquérir un ensemble de compétences complémentaires.

## Approches et Activités

La stratégie du PIPJ visait à soutenir le développement économique et l'autonomisation des jeunes par le biais d'une éducation inclusive pour les jeunes non scolarisés et sans emploi. Cela s'est traduit par un ensemble intégré de services comprenant :

- i) **Orientation professionnelle des jeunes ciblés sur les activités rémunératrices potentielles :** Dans chaque communauté d'intervention, un conseiller d'orientation - sélectionné parmi les membres des conseils municipaux de la jeunesse ou des services administratifs locaux - a été nommé et formé. Agissant comme lien avec le PIPJ, le conseiller d'orientation local a aidé les filles et les garçons ciblés à choisir le cours de formation professionnelle à court terme le plus approprié et a discuté des préoccupations ou des hésitations concernant la formation avec les parents des mineurs si nécessaire.
- ii) **Formation aux métiers, à l'entrepreneuriat, aux compétences non techniques et à la gestion d'entreprise :** Au cours de leur formation professionnelle d'un mois, les jeunes ont développé des compétences professionnelles telles que la production alimentaire, l'artisanat et la réparation de pompes à moteur. Ils ont également acquis des compétences commerciales telles que la comptabilité et la gestion, ainsi que des compétences de vie courante portant sur des sujets tels que la citoyenneté et la prévention de la violence. Cet ensemble complémentaire de compétences visait à renforcer l'autonomie et l'intégration professionnelle des diplômés.
- iii) **Fournir un accompagnement et des conseils commerciaux aux individus et aux associations dans la phase de démarrage de leur entreprise :** Les conseillers d'orientation ont aidé les diplômés à s'intégrer sur le marché en les aidant à cibler les opportunités locales et en facilitant la mise en réseau avec le secteur privé.
- iv) **Fourniture de kits de démarrage et de fonds de roulement à des diplômés sélectionnés pour le démarrage et l'activité génératrice de revenus :** Un kit contenant les outils et le matériel de travail nécessaires à leur apprentissage a été offert à chaque étudiant au début du cours de formation. Des kits post-formation similaires ont également été offerts aux diplômés pour les aider à démarrer leurs activités entrepreneuriales. Les bénéfices générés par la vente des produits créés pendant la formation ont également servi de fonds d'amorçage aux diplômés du secteur agroalimentaire.
- v) **Mise en relation avec des grossistes et des clients :** Il était initialement prévu de mettre en relation les diplômés avec des institutions de microfinance (IMF), mais en raison de la courte durée du projet et de l'absence d'IMF dans la région, les diplômés ont été mis en contact avec des fournisseurs et des clients potentiels pour faciliter leur intégration dans l'économie locale.

44. Pour des raisons de cohérence, toutes les conversions de devises dans l'étude de cas PIPJ ont été effectuées le 4 août 2022. Ce taux de change est de 1 CFA = .0016 USD.

45. Goroual, Tondikiwindi, Inates, Ayorou, Abala et Banibangou.

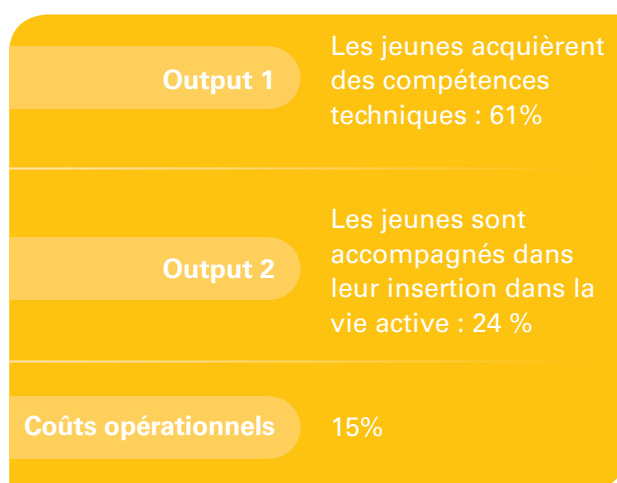
Compte tenu de la courte durée du projet et du besoin d'efficacité, PIPJ a reconnu que les décisions relatives à la programmation devaient offrir des "gains rapides" ou des avantages immédiats et tirer parti des ressources existantes. Toutes les décisions étaient donc **fondées sur des preuves et prises en étroite collaboration avec les parties prenantes**. L'une de ces décisions importantes concernait les compétences professionnelles à offrir. La sélection des cours de formation s'est appuyée sur une série d'apports et de données, notamment une étude nationale entreprise par le ministère chargé de la formation technique et professionnelle, des plans de développement régionaux et communautaires et une enquête auprès des bénéficiaires ciblés. On a également veillé à sélectionner des cours de formation qui tireraient parti des ressources locales, contribuant ainsi à l'économie locale. Par exemple, les cours de transformation des aliments se concentreraient sur la transformation des arachides, du millet et du niébé, car leur production est élevée dans ces localités. Cela a permis de créer un marché pour les producteurs de ces produits.

Les partenaires locaux ont joué un rôle important dans le projet PIPJ. Leur participation a permis de réduire les coûts et d'accroître l'efficacité de ce projet. Les maires des communes se sont mobilisés et ont grandement facilité la logistique de la formation et les démarches administratives post-formation en apportant leur soutien à la création d'associations, aux autorisations d'activités

entrepreneuriales, et dans certains cas, en allant jusqu'à alléger les difficultés liées à l'acquisition de terrains. Cette mobilisation de l'administration locale a été cruciale pour la durabilité du projet. Lorsqu'ils étaient disponibles, les formateurs des centres de formation locaux<sup>46</sup> ont assuré la formation. **Un renforcement des capacités** a été proposé à 25 formateurs de la Direction Régionale pour s'assurer que leur pédagogie était adaptée aux jeunes non scolarisés ou déscolarisés. La mobilisation des formateurs locaux a également permis d'atténuer les risques de sécurité liés au transport. Comme de nombreux bénéficiaires étaient mineurs (c'est-à-dire âgés de moins de 18 ans), leurs parents ont été activement impliqués dans la prise de décision concernant le choix d'un cours de formation et les activités entrepreneuriales post-formation, conformément à l'UNICEF et aux conventions internationales sur les droits du travail.

D'un point de vue financier, les PIPJ ont dépensé environ 246.000 USD (153.979.300 CFA). Le programme a touché 520 bénéficiaires et a donc eu un coût par bénéficiaire d'environ 473 USD (296 114 CFA). Globalement, le PIPJ a réparti son budget comme suit :

La formation dans le cadre de l'output 1 a coûté environ 286 USD/bénéficiaire (179 259 CFA) et l'accompagnement post-formation dans le cadre de l'output 2 a coûté 112 USD/bénéficiaire (70 336 CFA). Les coûts opérationnels étaient de 74 USD par bénéficiaire (46 517,88 CFA).



## Réalisations principales

Visant initialement la formation professionnelle de 500 jeunes, le programme a suscité un tel enthousiasme dans les communautés qu'il a dépassé son objectif initial en termes de nombre de bénéficiaires et de domaines d'intervention. Au cours des neuf mois de mise en œuvre du PIPJ, **404 filles et 116 garçons ont acquis des compétences techniques** dans les domaines de l'agroalimentaire, de la restauration, de la boulangerie-pâtisserie et de la réparation de forages et de motopompes. Parmi

46. Centre de formation aux métiers (CFM).



Photograph: © UNICEF Niger, 2023

ces bénéficiaires, **349 filles ont eu de l'aide pour créer 31 associations** et ont reçu **du matériel et des fonds de démarrage** pour leurs activités de transformation alimentaire ou de boulangerie-pâtisserie. **55 autres filles et 78 garçons** ont reçu un soutien similaire pour lancer des activités individuelles. Après trois mois de pratique, du matériel supplémentaire a été fourni à 19 groupes (216 filles et 108 garçons) et à 17 filles et 8 garçons menant des activités individuelles, en fonction des résultats obtenus et de leur dynamisme. Le PIJP a également facilité **la mise en relation de 57 filles avec des institutions de microfinance et des partenaires techniques** afin d'obtenir des financements pour la mise en œuvre de leurs activités entrepreneuriales.

Le principal impact du PIJP est qu'il a permis à de jeunes chômeurs de s'intégrer au marché du travail tout en répondant aux besoins de leur communauté, dynamisant ainsi l'économie locale. Si certains diplômés ont créé leur propre

entreprise, d'autres ont été employés par des ONG et des opérateurs économiques locaux. Bien que la durée et les ressources du projet n'aient pas permis un suivi systématique après la formation, plusieurs histoires de succès ont été répertoriées : les associations créées grâce au soutien du PIJP sont toujours opérationnelles à Abala, Tondikiwindi et Sanam<sup>47</sup> et les bulletins d'information du projet présentent plusieurs histoires de jeunes entrepreneurs désormais financièrement indépendants.

## Échelle et appropriation nationale

L'échelle du programme et l'appropriation nationale font référence à la mesure dans laquelle un programme peut obtenir une volonté politique pour des investissements continus. Le

47. Comme un suivi systématique n'a pas été possible dans toutes les localités, nous ne disposons pas d'informations sur la poursuite des associations d'autres villages.

programme PIPJ n'a pas investi et ne pouvait pas investir dans la capacité et l'infrastructure nationales nécessaires à la mise en œuvre d'un tel programme. Le programme s'est concentré sur le soutien d'actions ciblées par les acteurs locaux : les maires et les associations de jeunes ont promu la formation et aidé à recruter des étudiants, les centres de formation professionnelle locaux ou les infrastructures municipales ont accueilli les classes, et l'expertise locale a été mise en valeur. La discussion sur l'échelle du programme et l'appropriation nationale se concentre donc sur la manière dont le PIPJ s'est aligné sur les précurseurs de l'échelle et de l'appropriation.

Tout d'abord, le PIJP s'aligne sur un ensemble de politiques et de programmes nationaux liés à l'éducation, à la formation des jeunes et à l'insertion professionnelle. Il s'agit notamment d'une politique nationale de développement et de promotion de la formation professionnelle, qui s'inscrit dans le cadre du Programme sectoriel d'éducation et de formation 2014-2024. Le gouvernement nigérien a fixé un objectif de formation professionnelle pour 25% des jeunes nigériens, et prévoit de mobiliser le Fonds d'appui à la formation professionnelle continue et à l'apprentissage<sup>48</sup> pour atteindre cet objectif. Il existe également la *Stratégie Nationale 2020-2029 pour la Promotion de l'Entrepreneuriat des Jeunes*,<sup>49</sup> qui vise à développer l'entrepreneuriat en tant que moyen d'emploi pour les jeunes Nigériens et à construire une économie résiliente<sup>50</sup>. En outre, l'un des piliers de la Stratégie nationale pour l'éducation et la formation<sup>51</sup>, des filles et des femmes du Niger, établie en 2019, est la formation professionnelle comme moyen d'autonomisation des filles et des femmes. Comme mentionné précédemment, le choix des formations s'est appuyé à la fois sur les secteurs porteurs identifiés dans l'étude nationale du Ministère de la Formation Technique et Professionnelle et sur les plans de développement régionaux et communaux.

Plusieurs instances gouvernementales se sont mobilisées pour assurer le succès du PIJP, notamment le Ministère de la Formation Technique

et Professionnelle, qui a partagé la Newsletter du projet en promouvant les activités et les résultats obtenus par le PIJP. A la fin de la formation, la Direction Régionale de la Formation Professionnelle et Technique de Tillabery a pris le relais pour les activités post-formation afin d'accompagner les diplômés dans la résolution des difficultés rencontrées. Cependant, les ressources fournies n'ont pas permis un soutien et un suivi post-formation systématique et formel. Ce type de soutien post-formation est nécessaire pour soutenir les acquis du PIJP : un conseiller d'orientation local favorisera l'insertion professionnelle des diplômés en aidant les individus et les associations à développer une stratégie pour l'emploi ou les activités entrepreneuriales, et les conseillera pour surmonter les difficultés rencontrées.

Plusieurs facteurs ont contribué à l'acceptabilité sociale du PIJP, notamment la participation des parents au choix d'une formation pour les mineurs. Les parents ont également eu la possibilité de visiter les sites de formation et de discuter avec les formateurs des programmes des cours professionnels et des perspectives de carrière. En outre, l'expertise locale était appréciée car les formateurs étaient généralement issus du centre de formation de la municipalité. Cela a permis de gagner en efficacité car les formateurs pouvaient utiliser les expressions et la langue locales pour communiquer et n'avaient pas à se déplacer très loin. Cela a également permis de contextualiser l'ensemble de la formation. Par exemple, les étudiants ont réalisé des études de marché locales avec le soutien de formateurs locaux pour orienter leurs activités entrepreneuriales. Cette adaptation au contexte et cette sensibilité aux mœurs locales ont largement contribué au succès du PIJP.

Il y a une forte volonté parmi les maires municipaux de poursuivre les activités de formation et les possibilités d'étendre ce programme. Les municipalités en dehors des six initialement ciblées par le programme ont exprimé leur intérêt à mettre en place un tel programme de formation dans leurs communautés. De plus, une forte demande

48. Fonds d'Appui à la Formation professionnelle continue et à l'Apprentissage.

49. Stratégie nationale de promotion de l'entrepreneuriat des jeunes au Niger.

50. République du Niger (2019). Stratégie nationale de promotion de l'entrepreneuriat des jeunes au Niger 2020-2029, Accessed at [https://www.giz.de/de/downloads/Strat%C3%A9gie%20nationale%20de%20promotion%20de%20%20Niger%20\(2020\\_2029\).pdf](https://www.giz.de/de/downloads/Strat%C3%A9gie%20nationale%20de%20promotion%20de%20%20Niger%20(2020_2029).pdf).

51. Stratégie nationale d'éducation et de formation des filles et des femmes.

s'est exprimée pour d'autres secteurs tels que la menuiserie, la couture et la soudure, qui ont été initialement écartés en raison de la durée plus longue requise pour la formation. Le PIJP a montré un grand potentiel d'effet boule de neige, les jeunes formés étant à leur tour mobilisés pour former d'autres cohortes. Un tel modèle de formation illustre la philosophie du PIJP d'accompagner les acteurs locaux mettant en œuvre la formation et de valoriser l'expertise locale.

## Durabilité et potentiel de reproductibilité

L'existence du *Fonds d'Appui à la Formation Professionnelle Continue et à l'Apprentissage*<sup>52</sup> dédié au soutien des jeunes nigériens non scolarisés devrait faciliter la réplique du PIJP dans d'autres régions du pays touchées par le conflit. Cependant, pour assurer la durabilité, la réplique ou la mise à l'échelle du PIJP, les services décentralisés devront pouvoir compter sur des ressources suffisantes pour assurer le suivi post-formation. Il s'agit d'une activité très importante qui devrait être envisagée pour la réplique, même dans les projets de courte durée. Le soutien post-formation est crucial pour permettre aux diplômés de développer une stratégie personnalisée pour leur intégration professionnelle. Le suivi aide également les diplômés à surmonter les nombreux obstacles

du marché du travail, tels que les procédures administratives et les pénuries de main-d'œuvre. Du point de vue du suivi, le suivi permet également de collecter davantage de données afin d'ajuster les activités du programme et de générer des preuves de leur impact.

La taille du PIJP n'a pas permis de réaliser des économies d'échelle, par conséquent, un projet ultérieur gagnerait à être conçu pour un plus grand nombre de stagiaires. La durée du programme doit également être prolongée pour permettre la diversification des formations et répondre à la demande d'autres secteurs tels que la menuiserie, la couture et la soudure.

Le fort potentiel de reproductibilité du PIJP repose en partie sur la capacité à créer une programmation répondant directement aux priorités des communautés, notamment en offrant aux jeunes de réelles chances d'autonomisation économique par l'insertion professionnelle. De plus, le fort intérêt exprimé par ces jeunes filles et garçons et leurs parents montre les impacts positifs attendus par les communautés. Toute réplique ou mise à l'échelle de ce type d'initiative au Niger se heurtera à des problèmes de sécurité. La mobilisation de jeunes formés comme formateurs locaux, comme cela a été fait pendant le PIJP, peut atténuer les risques sécuritaires et présenter l'avantage de valoriser l'expertise locale.

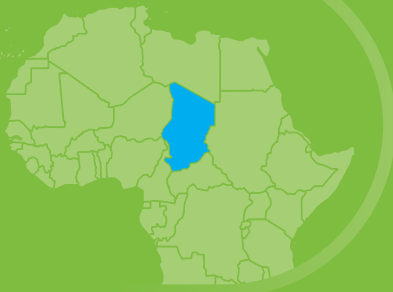
52. Fonds d'Appui à la Formation professionnelle continue et à l'Apprentissage.





Photograph: @UNICEFChad/2023  
/AnnadjibRamadane

## ÉTUDES DE CAS DE PAYS



### CHAD

PROMETTEUR

Renforcer le développement des compétences  
pour accroître la résilience dans les conflits  
: Le cas de la fourniture d'urgence de  
l'éducation inclusive (FUEI)

## Contexte

L'insécurité au Sahel s'est amplifiée au cours de la dernière décennie avec des attaques extrémistes violentes directes dans la région du lac Tchad. Cela a entraîné une instabilité accrue dans les pays limitrophes, notamment le Nigeria, le Cameroun, le Niger et le Tchad. Au Tchad, les dépenses de sécurité ont augmenté, les revenus pétroliers ont chuté et il y a eu d'importants mouvements de population (déplacées, retournées, réfugiées). En effet, la population comprend 4% de réfugiés des conflits dans les pays voisins.<sup>53</sup> La moitié des réfugiés âgés de 6 à 18 ans ne sont pas scolarisés ou reçoivent un enseignement dispensé par des organisations non reconnues et sont hors de portée du HCR et de ses partenaires.<sup>54</sup>

Le système éducatif tchadien est soumis à une pression supplémentaire alors que le gouvernement doit faire face aux problèmes de sécurité. La situation de l'éducation dans la province du Lac est particulièrement préoccupante : le taux d'analphabétisme chez les jeunes atteint 95,8%,

tandis que le pourcentage d'enfants non scolarisés est de 62%, l'un des taux les plus élevés du pays<sup>55</sup>. La prévalence des enfants scolarisés dans le secteur non formel ou informel, principalement dans les écoles coraniques, n'est pas connue et leurs résultats scolaires ne sont donc pas suivis. La région des Lacs compte 63 % des maîtres coraniques (enseignants des écoles coraniques) et de nombreux cas ont été signalés de maîtres<sup>56</sup> abusant de leur pouvoir à leur profit, par exemple pour forcer les enfants à mendier ou pour promouvoir la violence. Nombre de ces maîtres et des centres éducatifs qu'ils dirigent ne sont pas reconnus par le Conseil islamique du pays.

La situation précaire des jeunes dans la province du Lac en fait une cible de choix pour les groupes extrémistes. L'absence de possibilités d'éducation sûres et productives, combinée à l'instabilité et à la violence croissantes, appelle une réponse urgente et ciblée.

### Offre d'Urgence d'Education Inclusive

#### Objectif :

Contribuer aux efforts du Gouvernement et du Cluster Education pour renforcer l'offre d'une éducation inclusive et de qualité dans la province du Lac afin d'améliorer les conditions de vie des enfants des populations déplacées, retournées, réfugiées et hôtes :

#### Résultat 1 :

Améliorer les capacités de scolarisation de la formation professionnelle par l'éducation non formelle.

#### Résultat 2 :

Promouvoir la protection des enfants.

#### Résultat 3 :

Promouvoir le bilinguisme par l'identification et la modernisation des écoles coraniques.

#### Résultat 4 :

Renforcer la cohésion sociale et le développement de l'enfant par le sport.

53. Le Groupe de la Banque mondiale, 2020, " La Banque mondiale au Tchad ", consulté à l'adresse suivante <https://www.worldbank.org/en/country/chad/overview#1>.

54. <https://data2.unhcr.org/fr/documents/details/83328>.

55. <https://www.unicef.org/chad/education>.

56. Le maître coranique est une personne qui dirige une école coranique. Le terme Maître est utilisé dans la littérature et les programmes au Tchad.

## Aperçu du Programme

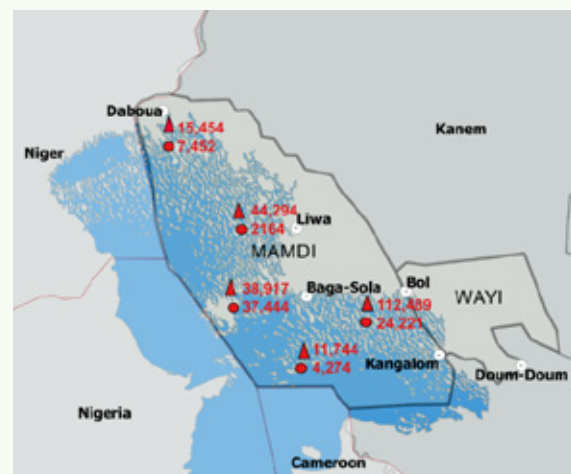
Le projet de Fourniture d'urgence d'éducation inclusive (FUEI)<sup>57</sup> est une initiative de 3 millions USD<sup>58</sup> financée par le Comité français pour l'UNICEF<sup>59</sup>. Ce programme couvre à la fois le Nigeria et le Tchad. Cette étude de cas se concentre uniquement sur le Tchad. Le programme a fonctionné dans les quatre départements de la région du Lac (Mamdi, Fouli, Kaya et Wayi). En particulier, des Centres d'Education de Base Non Formelle (CEBNF) ont été construits dans les villes de Bol (département de Mamdi) et de Bagasola (département de Kaya). Des écoles coraniques rénovées ont été construites à Bol, Bagasola et Kiskawa (département de Fouli). Le projet a été mis en œuvre par l'UNICEF Tchad d'avril 2016 à juin 2021. FUEI a ciblé les enfants âgés de 6 à 17 ans issus des populations déplacées, retournées, réfugiées et hôtes à travers l'éducation formelle, non formelle et informelle aux niveaux élémentaire, moyen et professionnel et la protection de l'enfant.

Pour faire face à la sécurité et à l'instabilité, FUEI a voulu contribuer au développement d'une culture de la protection de l'enfance. **Des activités de sensibilisation** ont été menées avec et par les chefs religieux et locaux. FUEI a offert son soutien **aux efforts de réunification des enfants séparés et non accompagnés**. Des délégations avec des représentants de l'UNICEF ont effectué **des missions de suivi post-réunification** pour analyser les conditions sociales des enfants réunis avec leurs parents. Ces missions ont consisté à rencontrer les parents, à observer les conditions de vie et à parler avec les enfants. En dehors des missions, **un soutien psychosocial** a également été offert aux jeunes survivants d'abus d'enfants et une formation a été offerte aux membres des mécanismes communautaires de protection des enfants. FUEI **a mis en place un système d'alerte**

## Approches et Activités

Compte tenu du contexte de forte mobilité et de déplacement de population, le projet FUEI a adopté une approche de protection de l'enfance - visant à inclure les besoins des enfants dans les environnements d'apprentissage formels, non formels et informels. Des valeurs universelles telles que le sport, la diversité et la cohésion sociale ont inspiré les activités de renforcement des systèmes mixtes et de prestation de services du projet. FUEI a également capitalisé sur les expériences passées. Par exemple, la méthodologie de cartographie des écoles coraniques et de conception de leur programme d'études s'est inspirée de travaux antérieurs sur le renforcement de l'éducation coranique, d'une part, et la composante professionnelle du projet FUEI s'est inspirée de programmes financés par l'Agence française de développement (AFD), d'autre part<sup>60</sup>.

TCHAD : Cartographie de la région du lac (Aout 2015)



▲	Population Initiale	□	Departement
○	Sous_Prefecture	□	Pays_Voisins
●	Mobilite	□	Region
		■	Lac TCHAD

57. Développement d'urgence de l'offre inclusive d'éducation pour les enfants, les adolescents et les jeunes de la crise au Tchad (et au Nigeria).

58. 1.85 million USD was spent in Chad.

59. Comité français pour l'UNICEF.

60. UNICEF (2016). Proposition de projet : Projet de développement d'urgence de l'offre inclusive d'éducation pour les enfants, les adolescents et les jeunes de la crise Nigéria + Tchad , p. 6.

**communautaire** pour identifier les Muhadjirine (élèves des écoles coraniques). Enfin, de nombreux maîtres coraniques se déplacent pour mener des activités économiques saisonnières et, dans certains cas, leurs élèves les accompagnent. FUEI a signalé ces écoles coraniques itinérantes au Conseil Islamique afin qu'il puisse alerter les communautés, en particulier dans les cas où l'école itinérante est connue pour causer des dommages.

Pour renforcer le système éducatif, le projet FUEI a réalisé d'importants investissements dans la construction d'infrastructures et la fourniture de matériel. Trois écoles coraniques ont été construites et/ou modernisées pour améliorer leur enseignement, leur hygiène et leur sécurité.<sup>61</sup> Cela inclut la construction de latrines et de forages. Deux CEBNF ont été construits à Bol et Bagassola. Les CEBNF accueillent des jeunes déscolarisés et non scolarisés. Enfin, FUEI a construit 8 terrains de sport et fourni des équipements sportifs dans le but d'améliorer la cohésion sociale et le développement des adolescents.

Pour chaque investissement dans l'infrastructure, le projet FUEI a également investi dans le développement curriculaire et l'enseignement. Un programme d'études de cinq ans visant à s'aligner sur les compétences du système éducatif formel a été élaboré, examiné et validé par le ministère de l'Éducation nationale et de la Promotion civique et le Conseil supérieur des affaires islamiques. FUEI, avec les parties prenantes de la communauté, a défini les connaissances essentielles à acquérir, les capacités et les compétences à développer dans les trois écoles coraniques rénovées de Bol, Bagasola et Kiskawa. Le programme d'études qui en a résulté a intégré des sujets fondamentaux dans les disciplines existantes de l'éducation islamique. Des manuels pour les matières enseignées, à savoir la lecture, les mathématiques, les sciences, l'histoire, la géographie et l'éducation civique ont également été fournis.

Les enseignants des écoles coraniques ont bénéficié d'un renforcement des capacités afin d'accroître leur confiance et leur aptitude à enseigner selon le programme. Du matériel

d'enseignement et d'apprentissage a également été distribué. Les cours de formation professionnelle ont été identifiés par le biais d'une évaluation des besoins qui comprenait des dialogues pour s'assurer que les offres professionnelles étaient adaptées au contexte local. Finalement, cinq formations professionnelles courtes ont été proposées. Le gouvernement a employé des artisans locaux pour encadrer les étudiants inscrits à la formation professionnelle. Une formation sur la cohésion sociale pour les jeunes a été mise en place et des volontaires ont été formés et recrutés pour organiser/diriger des activités sportives sur le terrain.

D'un point de vue financier, le projet FUEI au Tchad a dépensé 1,5 million USD en activités programmables et 1,7 million en dépenses totales. Globalement, FUEI a réparti son budget<sup>62</sup> comme suit :

#### 43.4% Infrastructures éducatives :

*Construction de deux CEBNF, de 8 terrains de sport et rénovation de 3 centres coraniques.*

#### 36.3% Services éducatifs :

*Un large éventail de services comprenant l'appui technique (12% des dépenses du programme), la formation communautaire sur la protection (3% des dépenses du programme), l'amélioration de la pédagogie (6% des dépenses du programme), la fourniture de kits de réunification pour le retour des Muhadjirine dans leur famille (6% des dépenses du programme), et la formation des enseignants (6% des dépenses du programme).*

61. Les pourcentages sont basés sur les dépenses du programme, sans les frais généraux.

62. Délégation Provinciale de l'Éducation Nationale et de la Promotion Civique

**17.2%** Protection:

*Une gamme de services tels que le développement de systèmes d'alerte communautaires pour identifier les Muhadjirine à des fins de suivi (1,7% des dépenses du programme), le soutien psychosocial aux jeunes survivants d'abus (8% des dépenses du programme), et la coordination du système de protection de l'enfance (1,1% des dépenses du programme).*

**3%** Activités intersectorielles :

*Ce chiffre comprend les coûts de fonctionnement et la coordination des urgences. Le calcul du coût par bénéficiaire n'est peut-être pas un indicateur utile pour le projet FUEI car les bénéficiaires ont reçu des services différents et le nombre de bénéficiaires n'est pas indiqué pour chaque activité. Les coûts par bénéficiaire varient entre X et Y. Les coûts par bénéficiaire sont indiqués ci-dessous lorsqu'ils sont disponibles.*

**\$58** bénéficiaire : Renforcement des capacités communautaires

*FUEI a renforcé les capacités de 12 facilitateurs (2 femmes) et de 153 chefs religieux sur le processus d'identification, de documentation, de suivi et de réunification. Ces participants, qui occupaient pour la plupart des postes de direction, ont utilisé la connaissance de leur localité pour faciliter la recherche des familles en vue de réunir les enfants muhadjirin avec leur famille.*

**\$85** bénéficiaire : Construction

*Construction de deux CEBNF, de 8 terrains de sport et rénovation de 3 centres coraniques.*

**\$112** capacités communautaires

*FUEI a renforcé les capacités de 390 leaders communautaires, religieux et traditionnels, dont 53 femmes, sur les droits et la protection de l'enfant.*

**\$182** bénéficiaire : Kits de réunification

*FUEI a réuni 525 garçons avec leur famille. Chaque enfant réuni a reçu un kit comprenant des vêtements, des chaussures, une serviette, une brosse à dents, du dentifrice, des draps et du savon. Les familles qui s'occupent des enfants ont également bénéficié d'un soutien alimentaire (bidon de 25 litres d'huile et un sac de riz). Un certificat de réunification signé par le parent, un témoin et le chef du village a également été fourni.*

## Réalisations principales

**FUEI a apporté son soutien aux enfants vulnérables et déplacés en dehors du système éducatif.** FUEI a renforcé les capacités de 12 facilitateurs (dont 2 femmes) et 153 chefs religieux sur le processus d'identification, de documentation, de suivi et de réunification. Ces participants, qui occupaient pour la plupart des postes de direction, ont utilisé la connaissance de leur localité pour faciliter la recherche des familles en vue de réunir les enfants muhadjirin avec leur famille. Cet effort a permis de réunir 525 garçons avec leur famille. Chaque enfant réuni a reçu un kit comprenant des vêtements, des chaussures, une serviette, une brosse à dents, du dentifrice, des draps et du savon. Les familles qui s'occupent des enfants ont également bénéficié d'un soutien alimentaire (un bidon de 25 litres d'huile et un sac de riz). Un certificat de réunification signé par le parent, un témoin et le chef du village a également été fourni.

En outre, FUEI a renforcé les capacités de 390 chefs communautaires, religieux et traditionnels, dont 53 femmes, en matière de droits et de protection de l'enfant. Après la formation, quatre

plans d'action ont été élaborés par les participants et mis en œuvre dans leurs communautés. Ces plans d'action ont permis d'atteindre 300 leaders religieux supplémentaires, ainsi que des jeunes filles et garçons des écoles coraniques et des mosquées. Les actions **de sensibilisation sur les droits et la protection de l'enfant ont touché un total de 4 012 personnes, dont 931 femmes**, dans les quatre départements de la province du Lac. Ces activités ont abordé les problèmes récurrents de protection identifiés dans la localité, tels que les enlèvements, le recrutement par des groupes armés, les violences physiques et sexuelles et ont contribué à réduire les cas de violence, d'abus, d'exploitation et de négligence à l'égard des enfants.

**Le projet FUEI a contribué au secteur de l'éducation au Tchad en améliorant l'accès à l'éducation de base, en améliorant les infrastructures des écoles coraniques et leur programme d'enseignement, et en développant des infrastructures de loisirs.** Le projet a construit deux CEBNF qui ont fourni une formation professionnelle à 1 820 jeunes non scolarisés et déscolarisés (709 filles). Ce chiffre a dépassé de 21 % l'objectif de 1 500 fixés par FUEI, grâce à l'enthousiasme des jeunes. Les étudiants des CEBNF ont acquis des compétences en menuiserie, couture, pêche, maraîchage et mécanique automobile. **Selon une étude conjointe de la Délégation Provinciale de l'Éducation Nationale et de la Promotion Civique et de la Direction de l'Éducation Élémentaire Non Formelle<sup>63</sup>, la plupart des diplômés sont aujourd'hui intégrés dans le marché du travail puisqu'ils travaillent dans des ateliers de couture et de menuiserie ou ont une activité entrepreneuriale autonome de pêche.** Cette intégration sociale et économique contribue grandement à la résilience de leur communauté. Le matériel pédagogique que FUEI a piloté et affiné continuera à être utilisé. Par exemple, 400 livrets ont été distribués dans les CEBNF et des **livrets d'auto-formation ont été élaborés en français et traduits dans les langues locales** telles que le Kanembou et le Boudouma.

Un curriculum renouvelé pour les écoles coraniques a été mis en place pour les trois écoles coraniques rénovées construites. Au total, **252 enfants, dont 62 filles, ont bénéficié de ces investissements.**

Les activités récréatives ont été bien suivies. 5 591 enfants et adolescents (2 393 filles), ont pratiqué régulièrement des activités sportives sur les **8 terrains de sport construits**. De plus, des activités récréatives ont été proposées à 1 277 enfants, dont 323 filles. Ces activités sportives ont permis de rapprocher les filles et les garçons et de créer des relations respectueuses.

## Échelle, appropriation nationale, durabilité et potentiel de reproductibilité

L'éducation est une priorité nationale majeure pour le Tchad, comme le stipule la loi 16 sur l'éducation de 2006. Cette priorité s'est traduite par l'engagement du Gouvernement tchadien à augmenter les dépenses d'éducation de 16,5% à 17,5% lors du Sommet mondial sur l'éducation de 2021<sup>64</sup>. La loi 16 garantit l'éducation aux jeunes de 6 à 16 ans, indépendamment de leur âge, de leur sexe, de leur origine régionale ou sociale, de leur ethnie et de leur religion. En outre, le Plan intérimaire d'éducation 2018-2020 du Tchad<sup>65</sup> promeut une éducation inclusive pour tous en mentionnant explicitement les populations réfugiées, retournées et hôtes. Le programme FUEI était étroitement aligné sur ces priorités et mandats puisqu'il cherchait à offrir des opportunités d'éducation aux enfants en dehors du système éducatif sans tenir compte de leur origine. De plus, un an après la mise en œuvre d'FUEI, lors du Forum mondial des réfugiés de 2019, le gouvernement tchadien s'est engagé à renforcer l'intégration des réfugiés dans le système éducatif en les incluant dans la loi 16<sup>66</sup>. Cet engagement illustre clairement la vision du gouvernement qui considère l'éducation comme un vecteur important d'intégration.

63. Direction de l'Éducation de Base Non Formelle.

64. UNICEF Tchad (2021), *Projet de développement d'urgence de l'offre inclusive d'éducation pour les enfants, les adolescents et les jeunes de la crise Nigéria + Tchad : Rapport final*, p. 16.

65. Plan intérimaire de l'Éducation au Tchad 2018-2020.

66. UNHCR (2020). *Stratégie Éducation 2030 Tchad*, p. 6.

De manière générale, le Gouvernement tchadien cherche à redynamiser le système éducatif, notamment en offrant des voies complémentaires incluant l'éducation de base non formelle et l'alphabétisation. Cela se traduit par un appui au renforcement des écoles coraniques et à l'amélioration de leur curriculum, avec l'aide du ministère de l'Éducation Nationale et de la Promotion Civique.<sup>67</sup> Pour cette composante du programme FUEI, de nombreux défis ont été rencontrés. Parmi eux, la grande diversité des écoles coraniques a parfois compliqué le dialogue et le consensus. De plus, les habitudes de nombreux maîtres coraniques, comme les déplacements saisonniers avec les enfants pour des activités économiques, ont un impact important sur la cohérence et la qualité de l'enseignement dans ces centres, aussi bien dans les écoles coraniques rénovées que non rénovées. De plus, les maîtres des centres coraniques non rénovés considéraient les écoles rénovées comme concurrentes et étaient parfois réticents à participer aux activités du programme, leurs élèves étant invités à s'inscrire dans les écoles rénovées. Par ailleurs, pour maintenir une fréquentation constante, préservant ainsi les passerelles vers le système éducatif formel pour tous les élèves coraniques, les leaders religieux et communautaires doivent intensifier les activités de sensibilisation auprès des maîtres coraniques.

Pour assurer la pérennité des deux CEBNF, un comité de gestion a été mis en place. Ce comité est composé de membres de l'association des

parents d'élèves de l'école et du conseil des affaires islamiques. Par ailleurs, le gouvernement tchadien s'est engagé à prendre en charge le salaire des 15 artisans employés pour les activités de formation dans ces CEBNF au-delà de la fin du programme. Le curriculum adapté et validé pour ces centres continuera à y être utilisé et sera utilisé au-delà de la zone d'intervention.

L'adhésion des leaders religieux et communautaires était essentielle pour assurer l'acceptabilité sociale de FUEI et leur participation a eu une forte influence sur la mobilisation communautaire. Cependant, des contraintes socioculturelles ont entravé la participation des femmes aux activités de formation sur les droits et la protection de l'enfant. Des efforts supplémentaires ont été faits pour les atteindre lors d'autres événements tels que les cérémonies de baptême et de mariage, et les jours de marché. Ces mesures d'atténuation ont permis un niveau de participation de base et ont eu pour résultat que les mères des élèves coraniques sont devenues des membres actifs du système d'alerte communautaire.

FUEI était un programme ambitieux car il opérait sur plusieurs fronts dans des zones caractérisées par l'insécurité. Les ressources ont été utilisées pendant trois ans pour de nombreuses activités. Beaucoup a été fait pour améliorer l'offre d'éducation dans la province de Lac, mais étant donné les besoins dans ce domaine, un soutien continu est crucial pour assurer l'accès à une éducation de qualité pour tous les enfants.

67. Ministère de l'Éducation nationale et de la Promotion civique.







# APPENDICES

---

**APPENDIX 1:** Sources for Stories of Promising and Good Programs  
**APPENDIX 2:** Annotated Bibliography

# APPENDICES

## APPENDIX 1

### Sources for Stories of Promising and Good Programs

**Project Title, Country, Implementer and Budget**

**Project Description and Outcomes:**

Projet de soutien à l'autonomisation des adolescentes (Projet SAFIA) Savoir, Apprendre et Faire pour être Indépendante durant mon Adolescence), Mauritania

**UNICEF and Caritas**  
484,262 USD

This pilot project aims to support the empowerment of adolescent girls through better access to education, civic participation and professional opportunities. The project is located in Dar Naim commune outside the capital city, Nouakchott. Assessments were performed with a range of different groups (evidence-based). Feasibility: Still at pilot stage but results so far show high potential in terms of cost, time and human resources. There is no program evaluation yet. Replicability: Potential is high, e.g. Permanent SAFIA Center currently under construction. The sole difficulty identified by the SAFIA program was that some girls were hard to reach or unreachable, thus making the identification of some beneficiaries more complex.

Pour chaque fille, le droit à l'éducation, Côte d'Ivoire

**UNICEF and Gouvernement**  
3,8 million USD

Multi-pronged approach to meeting girl's educational needs; more than 32,000 girls aged 10 to 18, from the district of Abidjan and the Tonkpi region will benefit from a quality education in a suitable environment thanks to the project. The contextual risks were mainly uncertainties caused by the political context. The closing of schools and restrictive measures due to COVID-19 pandemic impacted the program calendar: either activities were delayed or reprogrammed for 2021. Another difficulty encountered was the late implementation and operationalization of the Direction Générale du genre, which must lead the programming, in order to align planned activities to national objectives. During the reporting period, UNICEF implemented strategies and tools to increase the enrollment and retention of girls in primary and secondary schools, including remedial courses and 2,401 girls with learning difficulties were counted in 19 out of 32 targeted schools. An excellence award targeting girls has been instituted and all 29,140 girls from the 32 target schools of the project have been informed and are preparing for the competition. In order to create a learning environment conducive to excellence, a prototype resource center has been designed for the benefit of all schools. Likewise, UNICEF supported the design of educational tools taking into account the gender dimension and their distribution to teachers.

	<p>As part of the Youth Voices competition, young people organized community forums and public debates on the importance of schooling for young girls and the fight against harmful social norms. Funds made available through cash transfers have enabled social services to provide care to 2,112 children (930 girls and 1,182 boys) who were victims of violence, abuse or exploitation; 81,000 people watched a short video on how to deal with family stress and prevent violence in the home during the period of confinement.</p>
<p>Education Cannot Wait, Mali</p> <p><b>UNICEF</b> 11 million USD</p>	<p>The project aims at improving access for a quality education for 106,900 girls and boys in the crisis affected regions of the country. The approach is gender sensitive; teachers and volunteer facilitators intended to have capacities to improve inclusive education through gender and equity training and practice, community awareness sessions aim at enhancing girls' empowerment, support positive gender norms such as pushing back the age of marriage, ensure good menstrual hygiene, and ensuring protective environments around girls as key to maintaining and/or reintegrating girls into formal and non-formal education structures Results documented include: 200 Schools to be reopened have been identified in close collaboration with AE and CAP based on criteria mentioned above: 100 schools will be under the responsibility of MoE, 65 for the national NGO AMAED and 35 for ASREF. UNICEF has readapted some of the activities of the project by including prevention and awareness activities against COVID-19 in beneficiary schools and revise some targets, ensuring schools can remain open or re-open post-COVID; a contextualized COVID-19 prevention and control protocol was developed and validated by the Ministry of Education.</p>
<p>Appui à la mise en œuvre de la Stratégie nationale d'intégration des enfants des structures islamiques d'éducation dans le système éducatif officiel, Côte d'Ivoire</p> <p><b>UNICEF</b> 3.7 million USD</p>	<p>The project aims to contribute to strengthening national cohesion and integrate Koranic schools into the formal education system. A participative risk analysis was conducted with the program stakeholders. They identified several contextual risks linked to the integration of SIEs (<i>systèmes islamiques d'éducation; islamic education systems</i>), which include: religious and cultural norms, economic, human resources and political risks. Results achieved to date include text on the creation, organization and functioning of the National Commission for Islamic Education Structures (IES) Support for their Integration (CNAESI) implemented; 50% of IESs benefited from at least one educational and administrative visit during the school year; 100% target reached regarding number of members of the management structures of the integration process at the central and decentralized level trained on the themes of interest to the project and on the proportion of regional national education representatives with a functional platform for dialogues with actors involved in the process of integrating IES into the official education system; Methodological note for the integration of IES into the official education system validated and implemented. The project is gender neutral, as it doesn't include specific elements linked to gender.</p>

<p>Adolescent girls' education, empowerment and participation, Guinea Bissau</p> <p><b>UNICEF and consortium of NGOs</b> 1 million USD</p>	<p>The project will create enabling learning conditions and new learning opportunities for girls unable to fit classes and out of schoolgirls so they can complete their basic education cycle of six years and transition to next levels of schooling. The intervention also aims at integrating life skills education, leadership and empowerment programme as a core to the interventions, including sports for development. Government serves as part of a steering committee. Includes many national committees as technical collaborators. Link to government plans as much as possible. High level of collaboration with stakeholders at different levels, both in and out of schoolgirls. Some coordination problems were observed at the start of the project, which has had the effect of delaying the start of the implementation. Likewise, identification and negotiations with and between implementing partners has been long. In the course of the implementation, one of the partner organizations withdrew from the suggested implementing partner consortium which affected directly the implementation of activities linked to the school context. The timing was also challenging for the implementation of the project. During the rainy season, agricultural activities are very intense and often require the participation of young girls. As a consequence, participation rates in project activities tend to decrease. Outputs included negotiations with partners, planning, community awareness raising and development of learning materials. This is an intensive program with potential to be scaled up; this small scale and focus on outputs in the documentation resulted in the emerging categorization; the ability to replicate the management of these relationships could be challenging.</p>
<p>Back to school better, Mali, DRC, Burkina Faso</p> <p><b>UNICEF Canada</b> 7 million USD</p>	<p>This project aims to increase gender equality and promote the empowerment of refugee and displaced girls in Burkina Faso, the Democratic Republic of the Congo (DRC) and Mali. This project works to address the barriers to the personal safety of girls, as well as the systemic/cultural barriers they face to realizing their right to education in the context of coronavirus (COVID-19); Access to the displaced and refugees with a gender focus. The issues pertaining to the program design identified were the distribution of distance learning material and devices and the difficulty to access some areas covered by the project. Project has a good feasibility potential. Already replicated in three countries. The expected outcomes include: (1) increased knowledge of the value of education for refugee and displaced girls by parents/caregivers and community members; (2) increased ability of refugee and displaced girls to advocate for their right to education and make their voices heard in decision-making processes that affect them; (3) improved ability of education officials to integrate refugee and displaced girls into formal and non-formal education systems, in the context of COVID-19; and (4) improved knowledge and ability of teachers and social workers to design and deliver quality gender-responsive teaching and safe, inclusive learning spaces, in the context of COVID-19. This is a gender transformative project as it focuses on vulnerable girls, work with community members and parents/caregivers to challenge power dynamics and gender roles.</p>

<p>Safe to Learn, Niger, Togo, Côte d'Ivoire</p> <p><b>UNICEF</b> 5 million USD</p>	<p>The project's objective is to improve learning outcomes for women and girls in fragile and conflict-affected settings. Project developed based on existing lessons learned and consultations from various programming efforts + consultations with stakeholder (government, CSOs, women groups, etc.). Feasible: Close collaboration with the government and NGOs. Replicable: Project implemented in 4 countries. The analysis did not reveal the extent to which children benefited from the curriculum. The contextual constraints identified were linked to security and the COVID-19 pandemic also delayed the identification and selection of the NGO partner and the main challenge encountered during implementation was the parents' reluctance to let the girls participate in project training and activities. Mid-term report in Niger indicates 65 teachers/120 parents/180 students trained. Training to representatives from school committees showed positive results to break taboos on themes targeted, including menstrual hygiene. Many testimonies from beneficiaries available on UNICEF Niger social media pages. Mali: In Mali, 66 girls and 16 boys who had experienced violence (physical, sexual, emotional) received assistance through social, health or judicial services supported by UNICEF. 45 girls and 1 boy, aged between 6 and 17, victims of sexual violence all received psychosocial support, 45 girls received medical support and 11 girls received legal support. In Côte d'Ivoire, 316 vulnerable girls aged 6 to 14 and women aged 26 to 45, identified through social services with the support of mothers' and girls' clubs (CMEF) through social surveys and opportunity searches, were enrolled from primary to higher level or apprenticed in schools or in qualifying training. In Togo, 9,152 adolescent students, 49% of whom were girls in cm1 and CM2 classes, benefited from supervision and reinforcement on life skills. These exchanges between students in small groups supervised by teachers focused on themes such as citizenship, gender equality, resistance to peer pressure and assertiveness, respect for differences, sexual and reproductive health including the prevention of early pregnancy, etc. The project is gender transformative as it focuses on girls, aims at challenging social stereotypes and includes sex-disaggregated indicators.</p>
<p>Strengthened protection and education in an emergency context for street children without parental care (Talibé / Almundo), Mauritania</p> <p><b>UNICEF</b> 140,000 USD</p>	<p>This is a one-year pilot program that closed in 2021. The aim of the project is to strengthen protection for street children without parental care and providing Cheikhs with training on citizenship, numeracy, health and hygiene. An interim report documented various positive results showing the program effectiveness. There is strong evidence of involvement by government, NGOs and community partners (including mayors, religious leaders, etc.). Information available enables an assessment of the ease of implementation, although disbursement of project funds has been slow due to COVID-19. Good replicability potential, although needs to be further assessed through additional research (program final evaluation is upcoming).</p>

<p>Amélioration des performances de travail et d'entrepreneuriat au Sénégal, Agence nationale pour l'emploi des jeunes (APTE), Sénégal</p> <p><b>EDC (Education Development Centre Inc)</b> 15 million USD</p>	<p>A youth employability program that is equipping 30,000 students in Senegal's 200 lower-secondary and 50TVET schools with the transferable skills they need to thrive in the economy. Program includes close collaboration with government at all levels with the aim to institutionalize high quality youth employability programming. Program also builds partnerships with the private sector. The program is replicated from the Azaki Kanozi program in Rwanda. At mid-term there was strong ties with government, APTE conducts on-going assessments to inform programming. A Baseline Evaluation Report lists a set of challenges the Senegalese TVET sector faces. Regarding the <b>human resources &amp; infrastructures</b>, the repetitive teacher strikes, a lack of teachers' commitment, the low quality of training of trainers in entrepreneurship and employability, and the lack of infrastructures, equipment and didactical supports were noted. At mid-term, APTE had enrolled 30,000 students, trained 72 government officials to support teachers, trained 293 school administrators, and 1,500 teachers. Quotes from government officials indicate strong support. There is high potential for replication based on replication from Rwanda and ties to the government. APTE is currently seeking stronger links to the private sector market actors from targeted value chains.</p>
<p>Projet de développement d'urgence de l'offre inclusive d'éducation pour les enfants, les adolescents et les jeunes de la crise Nigeria et au Tchad</p> <p><b>UNICEF</b> 3 million</p>	<p>The project's objective is threefold: (a) improve the enrolment capacities of vocational training in the Lake through non formal education; (b) promote the protection of children and of bilingualism through the identification and modernization of Koranic schools (pilot phase in the Lake region for a 5-year education with bridges to formal education); and (c) strengthen social cohesion and child development through sport. The program implementation encountered various difficulties pertaining to beneficiaries' participation and mobilization such as the reluctance of some heads of Koranic schools, their seasonal movements, and interruption or stoppage of educational activities for economic activities. No external evaluation available but evidence of positive impacts are documented in the final report. The final report mentions that project indicators have been followed during field missions and regular evaluations, but these indicators are not detailed in the available documentation. This project is based on past and current experience. Information available shows a potential for feasibility. Project is gender sensitive. Awareness raising activities on the importance of girls' education and on child marriage were conducted with religious leaders and the community. Project results are disaggregated by sex and the involvement of girls was actively considered through all sub-objectives. Project shows high potential for replicability.</p>
	<p>The objective was to build the capacities of 40 relay-trainers (formateurs de formateurs) on 4 competency frameworks + modules pertaining to innovative professions targeting young people and adolescents outside of school.</p>

<p>Élaboration de modules et de referentiels de competences sur 4 métiers innovants (énergies renouvelables, électronique, transformation de produits agricoles, programmation) avec le Ministère des Affaires Sociales, RDC</p> <p><b>UNICEF</b> Budget unknown</p>	<p>The major challenges to the program implementation were the insufficient means (e.g.: teen transportation in the frame of the project activities, no food ration for most vulnerable teens), the lack of training material (IT tools, phones), a larger number of participant than expected, The absence of early-warning system to monitor absence and dropouts was also noted as a constraint to the implementation as well as the lack of confidence for some participant to babysit their children during practical work sessions. Severe weather (rain) also impacted some activities. The workshop objectives were reached (40 relay-trainers were trained). Only a progress report was available so maybe the database doesn't grasp the full scope of the project. Although the office didn't send formal evaluation of the program, M&amp;E is planned. Competency-based approach has been implemented in various context and countries, demonstrating feasibility and replicability potential. Competency-based approach is based on work situation analysis; therefore, the developed curricula rely on field information (evidence-based). The project documents didn't mention the integration of a gender approach. This would have to be counter verified with additional data collection activities.</p>
<p>Actualisation du Programme national de l'éducation non formelle pour le rattrapage scolaire (PNRS), RDC</p> <p><b>UNICEF</b> Budget unknown</p>	<p>The objective is to update the program to enable learners to face everyday life challenges and to equip managers of school remedial centers, social educators, non-formal and formal education inspectors and other actors involved in the sub-sector. The major challenges to the program implementation were the insufficient means (e.g.: teen transportation in the frame of the project activities, no food ration for most vulnerable teens), the lack of training material (IT tools, phones), a larger number of participants than expected, The absence of early-warning system to monitor absence and dropouts was also noted as a constraint to the implementation as well as the lack of confidence for some participant to babysit their children during practical work sessions. Severe weather (rain) also impacted some activities. Lacking meta-information on the project to make sure we have a good understanding of all its components and activities. <b>Promising:</b> Evidence-based: not been formally assessed. Presumptions of project feasibility based on close collaboration with government and capacity building of teachers/trainers and government officials. Replicability: There is a good potential for replicability due to local uptake, but further research is needed to confirm this.</p>
<p>Achieving healthy growth, learning and development for young children of the Sahel – Burkina Faso, Mali and Niger</p> <p><b>UNICEF-NORAD</b> 14 million USD</p>	<p>This multi-country project that aims at supporting government efforts in improving access to quality education in Burkina Faso, Mali and Niger. Objectives include (1) Expanding access to education for the most marginalized (2) Improving the quality of basic education (3) Strengthening education system research and monitoring (4) Ensuring communication and visibility for the project. The project ownership is subject to the involvement of the governmental structures in the process of need identification and activity prioritization. While government partners are engaged and committed at the central level, they are constrained in their time by multiple conflicting priorities.</p>

	<p>While government partners are engaged and committed at the central level, they are constrained in their time by multiple conflicting priorities. The use of ICT is still nascent, and requires more support than anticipated to familiarizing teachers, directors and inspectors on how to use basic technology. The lack of available up-to-date reliable data poses constraints to understanding the education situation, monitoring progress, and measuring results achieved. This is a promising program that offers many systems strengthening activities related to teacher capacity building and enhancing the management of schools. The operating context is highly fluid and unpredictable. The NORAD program includes Accelerated Learning programs and activities to strengthen education monitoring. The promising rating is linked to a lack of results reported in the report received. Activities were mainly reported. NORAD is implemented on national scale in three countries. The NORAD program offers a large range of services aimed at increasing the quality of education for girls. This includes disaggregating data by gender. Teachers are also trained in girl-centered pedagogy and gender based violence. Community groups likewise are engaged to reduce gender based violence.</p>
<p>Mise en place d'une plateforme fonctionnelle pour l'initiative des jeunes au Niger (UPSHIFT)</p> <p><b>Association des Scouts du Niger (ASN) – UNICEF</b> 277,000 USD</p>	<p>This program's objective is to equip young Nigeriens with the skills and capacities necessary to find solutions to the problems identified in their communities through the UPSHIFT program. It targets 4,800 OOS adolescent (1,800 girls and 3,000 boys) and 16,000 students from the formal school system (6,400 girls and 9,600 boys) No formal assessment of the project was yet available (Ongoing until May 2022), but the entrepreneurship incubation practice is commonly used and M&amp;E grid/project indicators developed. Relevant skills to be developed were identified in consultation with adolescents (evidence-based). Feasibility: Strong collaboration with civil society, families, government (national and local) and community as well as gender sensitive program leading to presumptions of feasibility potential. Replicability: Good potential for replicability (urban, rural/ various countries) given that the UPSHIFT methodology is already implemented in other contexts and countries. The program is gender sensitive as it identifies and addresses the different needs of girls, boys, women and men to promote equal outcomes.</p>
<p>Appui à la formation professionnalisante inclusive et d'autonomisation des jeunes déscolarisés et non scolarisés de la région de Zinder, Niger</p> <p><b>Direction régionale de la jeunesse et des sports de Zinder</b> 63,000 USD</p>	<p>The program aims to strengthen the resilience of young people through livelihoods, programming the practice of professionalizing activities. It is a three months project in the regions of Yaouri, Kantché, Kolléram et Gafati. Its beneficiaries are 120 youth (girls and boys) aged 14-25 years old. Partly based on evidence, no formal assessment available. Good feasibility due to strong evidence of partnerships with NGOs, mayors, local government. Detailed budget testifies of project effectiveness and show strong potential for feasibility. Replication potential. Only limited results available. The training on leadership and "associative life" is an interesting intervention.</p>



<p>Catch up/second chance education programme for out-of school children and adolescents ("classes passerelles"), Sénégal</p> <p><b>UNICEF</b> 220,000 USD</p>	<p>This program aims at offering out-of-school children aged 9-15 an accelerated learning programme to integrate school or transition to vocational education and training. The Catch-Up program offered "catch-up" classes to out of school children to help facilitate their return to school. The first 8 weeks of the catch-up programme focused on foundational learning including mother-tongue ready instruction and literacy, as well as numeracy, before introducing other subjects and competencies, including the progressive introduction of French as a medium of instruction, as well as life skills and entrepreneurship skills with hand-on activities e.g. farming (school garden); local fishing industry (installation of a local fish nursery). Enrollment exceeded expectations and classes were timely as the financial pressures of the COVID-19 pandemic made returning to school even more difficult for out of school children. Catch-Up provided a detailed budget breakdown. It was a quick project (2 years) and focused in scope and budget (220,000). CatchUp was well received and ultimately the project exceeded its goals. The Program was assessed as Promising because the results were not robust enough to move into a Good practice. For example, there is no measure as to how many children attending the "catch-up" courses were able to re-enroll in school, though the success story reports that this did occur. Quantitative results were not reported. However, reports indicate that the project brought new opportunities, hope, and a 'second chance' to children and communities that were left behind. The program disaggregated data by gender.</p>
<p>Girls' education and empowerment (Life skills and MHM) Generation illimitée, Sénégal</p> <p><b>UNICEF</b> 1 million USD</p>	<p>The program's objective is to support school going girls to remain, fully participate, and achieve a full basic education cycle (through the implantation of female teachers networks, the establishment of support groups for girls in schools, and procurement of MHM kits to schools). The Génération illimitée program aimed to offer Senegalese youth increased learning opportunities and increased protection against violence and abuse and sought to promote their involvement in social life. This 3-year initiative operated on several fronts – capacity-building, counselling, awareness-raising activities, provision of dignity kits – with a budget of USD 1,046,300. The Program was assessed as Promising since it has not been formally evaluated as it was still ongoing at the time of the analysis, but there were interesting results attesting of positive impacts. 4,331 children and teenagers, including 2,244 girls, aged 9 to 15 benefited from "gateway classes" to facilitate their school integration; 1,928 out of school young people were supported to resume their studies; 120 unschooled and unskilled teenagers, including 82 girls, received vocational training or entrepreneurship support; 61,065 girls benefited from support groups, female teachers networks and provision of dignity kits to encourage their retention in school; capacity-building on youth's protection was offered to 1,325 health, education, justice and social work professionals; an app was developed for the real-time monitoring of cases of children in need of protection reported; 5,181 children in need of protection were identified and cared for; social accountability mechanisms including youth in decision-making were deployed in 9 territorial collectivities.</p>

	<p>The program identifies and addresses the different needs of boys, girls. For instance, dignity kits distribution and menstrual hygiene awareness raising interventions were done to encourage girls retention in school.</p>
<p>Extending learning opportunities on foundational literacy and numeracy (FLN) to children accommodated in traditional Quranic Schools, Sénégal</p> <p><b>UNICEF</b> 850,000 USD</p>	<p>The objective is to extend learning opportunities on foundational literacy and numeracy (FLN) to children accommodated in traditional Quranic Schools/'daaras'. The program targets four of the poorest regions in Senegal: Kaffrine, Matam, Sedhiou and Kolda. 80 school to reinsert children into the education system were founded, support of 40 daaras, 1830 schools were provided with hygiene kits, 300 teachers were trained on menstrual hygiene and how to support girls.</p>
<p>Programme d'alphabétisation et de formation aux métiers des jeunes (Formation de 4,500 jeunes et adolescents aux métiers a travers différentes provinces de la RDC)</p> <p><b>Ministère des affaires sociales</b> Budget unknown</p>	<p>The objective is to reinforce youth capacities to empower them in integrating the job market. Ministry of social affairs, closely involved, both the central office and the regional divisions. They will keep implementing the project after UNICEF's financial engagement to ensure its sustainability. M&amp;E systems have been established in each region. Cooperatives established to promote jobs for newly graduates. Additional budget needs were covered by the provincial divisions of the MSA. <b>Promising:</b> Evidence-based: Program design is based on evidence 2012 national study on skill building + regional market studies to target promising employment sectors. No formal evaluation available yet but M&amp;E systems have been established in each region and area managed by provincial divisions of the ministry (MSA) and regional UNICEF offices. Feasibility: Pilot-project in 8 different regions (different contexts and local issues) enables a preliminary evaluation of its feasibility in terms of cost, time and human resources. Close collaboration with the government at national and local levels. Replicability: Further research is needed to accurately assess replicability. <b>Gender responsive:</b> Identifies and addresses the different needs of boys, girls, women and men to promote equal outcomes. In the different regions, the beneficiaries were targeted on the basis of their gender and vulnerabilities.</p>
<p>Projet d'appui à l'insertion professionnelle des jeunes affectés par les conflits (PIPJ), Niger</p> <p><b>UNICEF</b> 217,000 USD</p>	<p>The objective is twofold: 1) Young girls and boys acquire technical skills to carry out an activity related to the local economy; 2) Young girls and boys are supported for their integration into working life. The interventions include TVET &amp; Support for integration. Formal evaluation was not received, but results are documented in other marketing documents (PPT presentation). High feasibility potential as demonstrated by results available. Program is not replicated yet but has potential for replication in other contexts, regions and countries. Results include 520 teenagers (404 girls/116 boys) have acquired technical, entrepreneurial, and everyday skills (agriculture &amp; local crafts); linking some girls with microfinance institutions and technical partners. 31 groups were created equipped with training material and received initial funding.</p>

	<p>133 youth (55 girls) were supported to start their own business. 57 girls were put in relation with MFIs and development partners. Considers the different gender needs but without adequate consultation/analysis to reveal other needs or concerns.</p>
<p>Accès à une éducation inclusive et de qualité pour les enfants et les jeunes touchés par la crise humanitaire à Tillabéri et Tahoua (phase 1 et 2), Niger</p> <p><b>Concern Worldwide, COOPI, ICAHD International</b> 2.1 million USD</p>	<p>The objective is to ensure access to an inclusive and quality education in a safe environment and to provide access to a quality training to adolescents and children (3 to 17 years old). The implementing NGOs were assessed based on the ECW criteria and declared eligible to receive additional funding by ECW as part of the RERAC (Restoring Education in the Regions Affected by the Crisis) program in Niger, Mali and Burkina Faso, in 2019. Beneficiaries are kids and adolescents from 4-17 that are affected by the Sahel crisis in the regions of Tillabéri and Tahoua. Beneficiaries are mainly refugees, kids from displaced communities, etc. They include OOS and in-school (primary, secondary) children. The program is promising because some evidence (e.g. monitoring data, interim and mission reports, testimonies and anecdotes) of positive impact on accelerating results of children (at scale) is available, but no formal evaluation is yet available. Second phase realized, but in the same context, showing a feasibility potential. Three ONG have been involved, in turns, in the implementation and continuation of the program (Concern, COOPI and ICAHD), demonstrating its feasibility. Close collaboration with the government (national and local) Replicability: practice was not yet replicated in other contexts but has a strong potential to be learned and implemented in more than one context.</p>
<p>Rising Academies, Liberia; Ghana, Sierra Leone</p> <p><b>Rising academies</b> Budget unknown</p>	<p>Founded in Sierra Leone in 2014, Rising Academies provided emergency education to children kept out of school by the Ebola Epidemic before opening their first school in April 2015. The Rising Academy Network is a network of Schools in West Africa. In that perspective, it does not have an end date to the intervention. Rising Academies was included due to a recommendation through networking on innovative approaches to education in West Africa. Though reports were not shared after extensive outreach, conversations point to evaluations showing high impact for these schools and good gains for girls. Thought drop-out prevent is not studied. Creative partnerships. Innovative approach which features private sector approach functioning on a low-cost model. Replicability: already replicated in three different countries. The LEAP project featured in this Database includes Rising Academies.</p>
<p>School Leaders Support Program, Sierra Leone</p> <p><b>EduCaid, Rising Academies and Freetown City Council</b> 250,000 USD</p>	<p>The goal is to support School leaders across Freetown. Working towards sustainability-building the resources within the city council so the project can continue. It has a strong emphasis on child protection and behavioural change component. Results (midline): 24 cluster mentors; 2,428 school visits made; 11,129 classroom observations made; 80% of schools have evidence of Minimum Expectations by December 2021; Support provided to 546 school, 430 students/school, 13 teachers/school, 8 people on average on each school management committee.</p>

	<p>One aspect of the Leadership and management component of the program is « Parents/community know their role and responsibilities » « According to Elsiemae Melanie Buckle, the project is to ensure that FCC school toilets are clean, they have access to clean water» « they have just provided 200 tables, 3-seater tables and benches for two schools in the municipality valued at Le 110 million (one hundred and ten million leones) informing that they are also doing 60 more furniture for another two schools in the Freetown Municipality » + textbooks.</p>
<p>GPE Grant to support COVID-19 response, Sierra Leone</p> <p><b>Government of Sierra Leone</b> Budget unknown</p>	<p>The grant supports a radio teaching program, which started broadcasts on April 7. 41 teachers are involved in drafting and presenting the lessons. Lessons include life skills, with a particular focus on out-of-school girls. This COVID-19 response program worked with community leaders and civil society to promote radio teaching programs and protection of girls and girls' learning via radio programs or comic books. It developed distance learning content through radio, television, mobile and other digital technologies. The program provided pre-loaded devices for students with special needs, girls from disadvantaged backgrounds, children in rural remote areas and low-income families. Printed educational packets for students without access to technology and students with special needs. Training teachers to improve digital literacy and delivery of lessons through innovative platforms. Essential WASH supplies for schools and refurbish school facilities as needed. Working with partners to design and implement community outreach campaigns to support girls, vulnerable children and other students at risk of dropping out. Psychosocial support to children by upgrading training materials, providing training to teachers and ensuring parents are provided relevant information. The GPE NGO Consortium is a collective of highly experienced national and international NGOs with significant technical expertise, a deep understanding of the education system in Sierra Leone and the operational capacity to deliver quickly and effectively.</p>
<p>Support the establishment of Girls for Girls and He for She Groups, Nigeria</p> <p><b>UNICEF</b> Budget unknown</p>	<p>Objectives: 1) To ensure adolescent girls' retention and transition in basic education. 2) To increase understanding of boys on peculiar barriers that hinder girls education in their communities and build in them a positive attitude towards their masculinity. 3) to enhance the capacity of adolescent girls on transferable life skills and link life skills to foundational skills. 4) build a team of Adolescent boys and girls Advocates for Education through peer campaign targeting adolescent Dropouts within the communities. The program documents do not have very much information on program activities (only limited evidence). There is much learning from other programs as it was complemented by 3 other GEP programs in the same states. The Sustainability Analysis showed increases in enrollment in all 5 states, making it difficult to correctly assess the feasibility, replicability potential.</p>

<p>Working with traditional leaders, Nigeria</p> <p><b>UNICEF</b> Budget unknown</p>	<p>Objective: 1) Build support for girls' education by removing all forms of social norms and practices. 2) Build a team of highly respected traditional and Religious Leaders at the forefront of campaign for girls education. The program documents do not have very much information on program activities (only limited evidence). There is much learning from other programs as it was complemented by 3 other GEP programs in the same states. The Sustainability Analysis showed increases in enrollment in all 5 states, making it difficult to correctly assess the feasibility, replicability potential.</p>
<p>Enrollment Drive Campaign (EDC), Nigeria</p> <p><b>UNICEF</b> Budget unknown</p>	<p>The programs' objective is to contribute to the sensitization and raise awareness among parents on the importance of enrolling children in school. This program is part of the GEP3 portfolio. EDC has been implemented by UNICEF in 36 states in Nigeria separately and is a part of the GEP programming portfolio. The GEP portfolio focuses on girls' retention and completion. Therefore EDC was identified as a "drop-out" prevention. According to documentation, the more parents are aware of school attendance, the more likely they are to help children stay in school. Results of EDC were reported in the "Scalability Assessment of GEP Interventions". Findings include that EDC should be scaled up and that EDC convinced parents to enroll their children. These results are hindered by the style of survey questions and lack of analysis. Questions such as "Has EDC convinced parents to send their children to school" were used. There is no analysis to deepen how or why the findings were achieved. Importantly, there is no gender disaggregation to understand if parents are convinced to send girls or boys to school. There is also no gender disaggregation of responses. While there is significant description on the context, there is no analysis of how the context limits or promotes outcomes - for example it is unclear how the historic economic significance of Kano state interacts with the sensitization of parents. In some cases, there is a sentence that acknowledges government acceptance of the goal to increase education.</p>
<p>Girls for Girls (G4G), Nigeria</p> <p><b>UNICEF</b> Budget unknown</p>	<p>The objective is twofold: 1) to support adolescent girls in upper primary class to develop and acquire life skills to encourage them to resist all forms of pressure to withdraw from school. 2) Expose girls to vocational skills/economic livelihood skills. Results for G4G are reported through the Scalability Assessment (September 2020) and the Rapid Assessment (September 2020). G4G is part of a GEP portfolio of projects aimed at ensuring adolescent girls' retention and transition in basic education. The particular objective of G4G was related to supporting adolescent girls in to develop life skills, expose girls to livelihood skills and increase support among community stakeholders for girls' education. Overall, the GEP program reported; 1) increased retention rates in all 5 states where the program was implemented; 2) decreased drop out rates in 4 of the 5 targeted states; 3) increase in girls transition rate in 5 states.</p>

Qualitative results pointed to better hygiene (among girls), increased community appreciation for girls. That said, it is difficult to assess enrollment disaggregated by gender across time and the states. According to the Sustainability Analysis data presented in charts shows that female enrollment in GEP states does not differ from non GEP LGAs. The Rapid assessment reports increases in girls retention and enrollment though this is difficult to confirm by analyzing the charts included. The charts show increases in overall enrollment in GEP states however this is not necessarily among females. In Kano (which is near Abuja), the overall enrollment of females increased 2% in 3 years while the overall enrollment (male and female) increased. In cases where there were improvements in enrollment in NON GEP locations (LGAs), there is no analysis of whether or not this might relate to the GEP programming. Lack of analysis hinders these results.

## APPENDIX 2

### Annotated Bibliography

Citation with Link  
to File Name

Folder Name and Annotation:

[LABRUNIE, Isis. March 2020. \*Ela estuda por dois : Diagnóstico participativo em quatro Escolas da Ilha de Santiago. Cabo Verde\*](#)

Aplicação lei alunas grávidas-DIAGNÓSTICO\_EE2

#### **CaboVerde-ICIEG-Ela estuda por dois (she studies for two)**

*Study to inform programming. This document reflects the main conclusions of a diagnosis in attended by more than 900 people, belonging to the educational community of four secondary schools on the island of Santiago with a high incidence of teenage pregnancy and maternity. It has the purpose of guiding the elaboration of a Guide of Recommendations to guarantee the access, continuity and quality of academic training for pregnant students, students who are mothers and student parents.*

[National Directorate of Education. September 2018. \*Nota explicativa. Cabo Verde.\*](#)

Nota explicativa Equipas Multidisciplinares Ed Inclusiva

#### **CaboVerde-UNICEF-Comprehensive and functional inclusive education program with responses adapted to the specific needs of children and adolescents**

*Explicative note on the creation of the Multidisciplinary Teams for Inclusive Education (EMAI) in 2017 following the reorientation of educational policy regarding Inclusive Education. The document describes the purpose of the new team but does not include conclusions pertaining to the program.*

<p><a href="#">Ministry of Education. April 2018. Relatório: Encontro nacional da educação especial. Cabo Verde.</a></p> <p>Relatório ENEE ABR 30 – Revisto</p>	<p><b>Cabo Verde-UNICEF-Comprehensive and functional inclusive education program with responses adapted to the specific needs of children and adolescents</b></p> <p><i>Minutes of a National Meetings on Special Education between the Ministry of Education and Islands Delegations to contribute to the improvement of educational responses to students with special education needs in the educational system. The meeting contributed to identifying challenges at country level, share experience and propose management instruments.</i></p>
<p><a href="#">Ministry of Education. October 2019. Relatório da Formação: “Educação Inclusiva: plano educativo individual, adequações curriculares e tecnologias de apoio”. Cabo Verde</a></p> <p>Relatório-formação- célia sousa (00000004)</p>	<p><b>Cabo Verde-UNICEF-Comprehensive and functional inclusive education program with responses adapted to the specific needs of children and adolescents</b></p> <p><i>Training curriculum to guide interventions with students with special education needs, based on international instruments and methodologies.</i></p> <p><i>The training aims at developing individual educational plans for each student with special educational needs and to integrating assistive technologies to magnify the potential of inclusive education.</i></p>
<p><a href="#">UNICEF Chad. 2021. Projet de développement d’urgence de l’offre inclusive d’éducation pour les enfants, les adolescents et les jeunes de la crise Nigéria + Tchad : Rapport final. Chad</a></p> <p>Tchad - Comité français pour l'UNICEF SC160201 SC180476 Rapport final</p>	<p><b>Chad-UNICEF-Projet de développement d’urgence de l’offre inclusive d’éducation pour les enfants, les adolescents et les jeunes de la crise Nigeria + au Tchad</b></p> <p><i>Final report stating positive impacts of this promising and gender sensitive project. Important results were achieved and contributed to enhance the education offer in the Lac Province: increased access to vocational training for unschooled and out-of-school youth, teachers upskilling and the adoption of an actualized curriculum for Koranic schools integrating fundamental knowledge. Budget used was \$2,311,302 out of 3,000,000. This is not further explained.</i></p>
<p><a href="#">UNICEF Chad. 2016. Projet de développement d’urgence de l’offre inclusive d’éducation pour les enfants, les adolescents et les jeunes de la crise Nigéria + Tchad : Project Proposal. Chad</a></p> <p>Tchad_Proposition de projet – février 2016</p>	<p><b>Chad-UNICEF-Projet de développement d’urgence de l’offre inclusive d’éducation pour les enfants, les adolescents et les jeunes de la crise Nigeria + au Tchad</b></p> <p><i>Project proposal presenting the education context of Lake Chad region and offers an organized response to strengthen the Chadian government’s and Education Cluster’s efforts. The intervention strategy consisted in important investments in infrastructure, support for curriculum development, capacity building and strengthening social cohesion through sports. Does not contain budget figures.</i></p>

<p><a href="#">KOUYATÉ, Idrissa.</a>  <a href="#">2021. Présentation de la Stratégie Nationale d'Intégration des Enfants des Structures Islamiques d'Education dans le système éducatif formel (SNIESIE) : Atelier sous-régional. Côte d'Ivoire</a></p> <p>Présentation SNIESIE par MENA – 2-12-2021_VFF (1)</p>	<p><b>Côte-d'Ivoire-UNICEF-SNIESIE-Appui à la mise en œuvre de la Stratégie nationale d'intégration des enfants des structures islamiques d'éducation dans le système éducatif officiel</b></p> <p><i>PowerPoint presentation describing the context and history of Koranic education in Côte d'Ivoire and presents the objectives of the National Strategy for the Integration of Children from Islamic Education Structures into the Formal Education System (SNIESIE), as well as the actions undertaken for its implementation. Lessons learned include the relevance of community actors' participation in risk analysis to increase their confidence in the process, the importance of creating and formalizing collaboration structures for a lasting implementation of the SNIESIE and the positive impact of the State's participation in the development of a harmonized curriculum for Koranic schools on stakeholders' mobilization. 3 200 000 EUROS. There is a footnote stating the exchange rate to US is 1,10011 which amounts to 3 520 352 US. The amounts are for the support offered by UNICEF to the implementation of the SNIESIE and not the budget of the SNIESIE itself.</i></p>
<p><a href="#">UNICEF Côte d'Ivoire.</a>  <a href="#">2020. Appui à la mise en œuvre de la Stratégie nationale d'intégration des enfants des structures islamiques d'éducation dans le système éducatif officiel : Rapport de progrès. Côte d'Ivoire</a></p> <p>Rapport de progrès - rev UE - edit UNICEF Final</p>	<p><b>Côte-D'ivoire-UNICEF-SNIESIE-Appui à la mise en œuvre de la Stratégie nationale d'intégration des enfants des structures islamiques d'éducation dans le système éducatif officiel</b></p> <p><i>Progress report on the first year of the support offered by UNICEF to the Ivoirian Government to implement the SNIESIE. Assistance was offered to elaborate supporting documentation to operationalize the SNIESIE (action, communication, and monitoring and evaluation plans, methodological note, advocacy for mobilization of resources) and to encourage dialogue amongst stakeholders for a better appropriation of the strategy. A harmonized program for religious and Arabic education following national curricular standards was developed and a initial assessment was conducted to categorize Islamic education structures with a view to the development of specific support plans.</i></p>
<p><a href="#">Commission Nationale d'Accompagnement des Structures Islamiques d'Éducation dans le Système Éducatif Formel, Ministère de l'Éducation Nationale, de l'Enseignement Technique et de la Formation Professionnelle. nd. Rapport de l'évaluation de base des structures islamiques d'éducation en Côte d'Ivoire. Côte d'Ivoire</a></p> <p>RAPPORT EVALUATION DE BASE DES SIE_VF1-2021-01_19_Kouakou + PH (1)</p>	<p><b>Côte-d'Ivoire-UNICEF-SNIESIE-Appui à la mise en œuvre de la Stratégie nationale d'intégration des enfants des structures islamiques d'éducation dans le système éducatif officiel</b></p> <p><i>Initial evaluation report presenting a synoptic overview of the typology of Islamic education structures (IES), their students, teachers, infrastructure and equipment. The survey shows that an important proportion of school-aged population attends IES, mainly at the elementary level, and categorizes IES according to their proximity to integrating the formal system. Report appears to be in draft format.</i></p>



<p><a href="#">République de Côte d'Ivoire. 2019. <i>Stratégie nationale d'intégration des enfants des structures islamiques d'éducation dans le système éducatif formel (SNIESIE)</i>. Côte d'Ivoire</a></p> <p>SNIESIE -DV JANV 2020</p>	<p><b>Côte-D'ivoire-UNICEF-SNIESIE-Appui à la mise en œuvre de la Stratégie nationale d'intégration des enfants des structures islamiques d'éducation dans le système éducatif officiel</b></p> <p><i>Document presenting the education context in Côte d'Ivoire, a countrywide strategic diagnosis of Islamic education structures (IES), the methodology of elaboration and the framework of the SNIESIE. The mobilization of the State and community actors is the cornerstone of the success of the SNIESIE and thus the deployment of the SNIESIE relied on a participative and inclusive approach and on social dialog. SNIESIE advocates for a common core of knowledge for all Ivorian children, including those attending Koranic education.</i></p>
<p><a href="#">UNICEF Côte d'Ivoire. 2022. <i>No title (Summary of achievements, key success and lessons learned)</i>. Côte d'Ivoire</a></p> <p>SNIESIE summary Cote d'Ivoire</p>	<p><b>Côte-d'Ivoire-UNICEF-SNIESIE-Appui à la mise en œuvre de la Stratégie nationale d'intégration des enfants des structures islamiques d'éducation dans le système éducatif officiel</b></p> <p><i>Two-pager listing results achieved in 2021 pertaining to the support to the implementation of the SNIESIE, lessons learned, and the visibility actions carried out. Key success stories include i) the positioning of an Islamic Education Promoters body with legal existence, common vision, strategic plan, and action plan as the main actor of the exit strategy; ii) the organization of a regional workshop on good practices, lessons learned and to build a learning community was held, iii) the achievement of a national consensus on harmonized curriculum and timetable; iv) and the commitment of the Ivorian government to funding 56% of SNIESIE implementation. Document appears to be in draft format.</i></p>
<p>Innovations for Poverty Action Right Fit Evidence Unit. No date. <i>Life skills and financial education for young people in cocoa producing communities: Aflatoun/INADES-Formation/Hershey evaluation report</i>. Côte d'Ivoire</p> <p>CotedIvoire-TRECC_Aflatoun_INADES_Hershey_final_evaluation_report_IPA_V2 (003)</p> <p><i>NOTE: Report not shared due to confidentiality request from partner</i></p>	<p><b>CotedIvoire-Aflatoun-Transforming Education in Cocoa Communities (TRECC)</b></p> <p><i>Evaluation – final evaluation report. This final evaluation report assesses the Transforming Education in Cocoa Communities (TRECC) program, which aimed to provide life skills and financial literacy training and savings groups to young people aged 15-30 who were interested in modern and professional agriculture. The project was assessed on the domains of relevance; results (outputs and outcomes); costs and operations management; capacity to learn, improve and innovate; and sustainability and received a conditional recommendation for scale-up. It demonstrated movement toward formal and semi-formal saving and improved knowledge of the cocoa value chain, although its sustainability was questioned due to scarce availability of land, resistance by elders, persistent youth interest in opportunities beyond agriculture, and limited government buy-in. Information on gender sensitivity and inclusion was limited.</i></p>

<p>Innovations for Poverty Action Right Fit Evidence Unit. No date. <i>Life skills and financial education for young people in cocoa producing communities: Aflatoun/INADES-Formation/Hershey evaluation report.</i> Côte d'Ivoire</p> <p>CotedIvoire-TRECC_Aflatoun_INADES_Hershey_final_evaluation_report_IPA_V2 (003)</p> <p><i>NOTE: Report not shared due to confidentiality request from partner</i></p>	<p><b>CotedIvoire-Aflatoun-Transforming Education in Cocoa Communities (TRECC)</b></p> <p><i>Evaluation – final evaluation report. This final evaluation report assesses the Transforming Education in Cocoa Communities (TRECC) program, which aimed to provide life skills and financial literacy training and savings groups to young people aged 15-30 who were interested in modern and professional agriculture. The project was assessed on the domains of relevance; results (outputs and outcomes); costs and operations management; capacity to learn, improve and innovate; and sustainability and received a conditional recommendation for scale-up. It demonstrated movement toward formal and semi-formal saving and improved knowledge of the cocoa value chain, although its sustainability was questioned due to scarce availability of land, resistance by elders, persistent youth interest in opportunities beyond agriculture, and limited government buy-in. Information on gender sensitivity and inclusion was limited.</i></p>
<p><a href="#">UNICEF. Février 2020. Rapport de progrès : Pour chaque fille, le droit à l'éducation. Côte d'Ivoire</a></p> <p>Pour chaque fille le droit à l'éducation SC190479 RapDon V05032021 - Clean</p>	<p><b>CotedIvoire-UNICEF-Pour chaque fille, le droit à l'éducation Progress report of a program deploying a multi-pronged approach to meeting girl's educational needs at national level</b></p> <p><i>This is a Progress report. During the reporting period, UNICEF implemented strategies and tools to increase the enrollment and retention of girls in primary and secondary schools, including remedial courses, an excellence award, a prototype resource center, design of educational tools taking into account the gender dimension, cash transfers and a Youth Voice Competition, through which young people organized community forums and public debates on the importance of schooling for young girls and the fight against harmful social norms.</i></p>
<p><a href="#">Direction générale de l'éducation non formelle (DGENF). Juillet 2019. Programme national de l'éducation non formelle pour le rattrapage scolaire (PNRS). DRC</a></p> <p>PNRS CONSOLIDE A IMPRIMER 27122019 OK FINAL-AO</p>	<p><b>DRC-UNICEF-Actualisation du Programme national de l'éducation non formelle pour le rattrapage scolaire (PNRS)</b></p> <p><i>This document informs the Programme national de l'éducation non formelle pour le rattrapage scolaire (PNRS). It includes the program's objectives, details the program content of all disciplines at each of the three levels and provides recommendations for teaching religion. The PNRS was completely revised in 2019. This version involves that 17 competencies are taught in elementary schools with a goal to reintegrate illiterate children and out-of-school children within the education system.</i></p>

<p><a href="#">Direction générale de l'éducation non formelle (DGENF). Juin 2021. Rapport narratif des activités. DRC</a></p> <p>UNICEF DGENF RAPPORT atelier relecture et capitalisation</p>	<p><b>DRC-UNICEF-Actualisation du Programme national de l'éducation non formelle pour le rattrapage scolaire (PNRS)</b></p> <p><i>Progress report on review and validation of school manuals and pilot program implementation in eight provinces of RDC. The program team has conducted workshops to (1) review and validate match, French and sciences manuals and (2) assess and validate the national report on pilot experiences for adolescent trainings in 8 provinces.</i></p>
<p><a href="#">Direction générale de l'éducation non formelle (DGENF). 2020. Référentiel des compétences sur la programmation informatique de téléphone mobile et tablette. DRC</a></p> <p>REFERE~1</p>	<p><b>DRC-UNICEF-Élaboration de modules et de référentiels de compétences sur 4 métiers innovants (énergies renouvelables, électronique, transformation de produits agricoles, programmation) avec le Ministère des Affaires Sociales</b></p> <p><i>Training curriculum using a competency-based approach to train youth on a series of 4 innovative jobs. This document is for building capacity in the field of mobile phone programming: software developer.</i></p> <p><i>This is a Training Curriculum. The Document promotes a fast track for students to acquire a new job within 1 to 3 months of training. The document includes the training methodology, content and evaluation criteria.</i></p>
<p><a href="#">Direction générale de l'éducation non formelle (DGENF). 2020. Référentiel des compétences sur la programmation informatique de téléphone mobile et tablette. DRC</a></p> <p>REFERE~1</p>	<p><b>DRC-UNICEF-Élaboration de modules et de référentiels de compétences sur 4 métiers innovants (énergies renouvelables, électronique, transformation de produits agricoles, programmation) avec le Ministère des Affaires Sociales</b></p> <p><i>Training curriculum using a competency-based approach to train youth on a series of 4 innovative jobs. This document is for building capacity in the field of mobile phone programming: mobile phone maintenance.</i></p> <p><i>This is a Training Curriculum. The Document promotes a fast track for students to acquire a new job within 1 to 3 months of training. The document includes the training methodology, content and evaluation criteria.</i></p>
<p><a href="#">Direction générale de l'éducation non formelle (DGENF). 2020. Référentiel des compétences sur les énergies renouvelables. DRC</a></p> <p>REFERE~2</p>	<p><b>DRC-UNICEF-Élaboration de modules et de référentiels de compétences sur 4 métiers innovants (énergies renouvelables, électronique, transformation de produits agricoles, programmation) avec le Ministère des Affaires Sociales</b></p> <p><i>Training curriculum using a competency-based approach to train youth on a series of 4 innovative jobs. This document is for building capacity in the field of renewable energy as installation.</i></p>

	<p><i>This is a Training Curriculum. The Document promotes a fast track for students to acquire a new job within 1 to 3 months of training. The document includes the training methodology, content and evaluation criteria.</i></p>
<p><a href="#">Direction générale de l'éducation non formelle (DGENF). 2020. Référentiel des compétences sur la transformation de produits locaux. DRC</a></p> <p>REFERE~3</p>	<p><b>DRC-UNICEF-Élaboration de modules et de référentiels de compétences sur 4 métiers innovants (énergies renouvelables, électronique, transformation de produits agricoles, programmation) avec le Ministère des Affaires Sociales</b></p> <p><i>Training curriculum using a competency-based approach to train youth on a series of 4 innovative jobs. This document is for building capacity in the field of transformation of local products as cook. The Document promote a fast track for students to acquire a new job within 1 to 3 months of training. The document includes the training methodology, content and evaluation criteria.</i></p>
<p><a href="#">Ministère des affaires sociales. Avril 2020. Rapport narratif sur les activités du prodoc 3. DRC</a></p> <p>UNICEF~1</p>	<p><b>DRC-UNICEF-Élaboration de modules et de référentiels de compétences sur 4 métiers innovants (énergies renouvelables, électronique, transformation de produits agricoles, programmation) avec le Ministère des Affaires Sociales</b></p> <p><i>Progress report on training activities undertaken as part of the program to increase youth capabilities in four innovative jobs.</i></p> <p><i>The report documents the training of 40 trainers under the train-the-trainer approach and of 160 provincial trainers to apply the Programme national de l'éducation non formelle pour le rattrapage scolaire (PNRS) to elementary education.</i></p>
<p><a href="#">School-to-School International. May 2021. Making waves: Gender inclusive radio based education program in DRC: summary evaluation report. Democratic Republic of the Congo</a></p> <p>Annex II Making Waves IRI Summary Comparative Research Report</p>	<p><b>DRC-UNICEF-Making Waves: Gender-Inclusive Radio-Based Education in the Democratic Republic of Congo</b></p> <p><i>Evaluation – summary evaluation report. This summary evaluation report assesses War Child Canada's Making Waves instructional radio instruction (IRI) program, which aims to reach, by 2022, 28,000 out-of-school children and youth aged 12-16 in Kinshasa and the South Kivu cities of Bukavu, and Uvira with gender-sensitive pedagogy intended to reduce barriers to education and learning, especially for girls and children with disabilities. The mixed-methods evaluation aimed to compare the effectiveness of Making Waves with traditional accelerated learning programs in terms of ability to improve student learning outcomes, ability to improve psychosocial attributes, and improvements in perceived community and government engagement. It found promising quantitative and qualitative results, including higher mean scores in all reading and math subtasks, higher psychosocial well being scores, and support of teachers, students, and parents for the IRI program, although girls and students living farther from school tended to underperform other students.</i></p>

<p><a href="#">War Child Canada. No date. Interactive radio instruction brings learning back to Eastern Democratic Republic of the Congo. Democratic Republic of the Congo</a></p> <p>Interactive-Radio-Instruction</p>	<p><b>DRC-UNCIEF-Making Waves: Gender-Inclusive Radio-Based Education in the Democratic Republic of Congo</b></p> <p><i>Program brief. This three-page brief with photos describes War Child Canada’s Making Waves: Radio-Based Learning in the DRC project in South Kivu. It includes testimony from participants and information over time on pass rates.</i></p>
<p><a href="#">War Child Canada. No date. Making waves: gender-inclusive radio-based education in the DRC. Democratic Republic of the Congo</a></p> <p>Making Waves - War Child Canada</p>	<p><b>DRC-UNCIEF-Making Waves: Gender-Inclusive Radio-Based Education in the Democratic Republic of Congo</b></p> <p><i>Program brief. This three-page program brief describes War Child Canada’s Making Waves Radio-Based Learning in the DRC project (2014-2022). It describes the project context, location, method, technology, target participants, and evaluation findings. It also describes project learning including the importance of the role of the Education Assistant and the need to: 1) validate the curriculum with government ministries, 2) provide pathways to formal education, 3) adapt the school calendar to avoid disparities and dropout, and 4) have back-up plans/alternatives in place for when radio stations are down or gatherings are not possible due to conflict, disease outbreak, or other reasons.</i></p>
<p><a href="#">Republic of the Gambia MOBSE and UNICEF. 2017. National study on out-of-school children in the Gambia. The Republic of the Gambia</a></p> <p>National-Study-of-Out-of-School-Children-in-The-Gambia-2017</p>	<p><b>Gambia-UNICEF-OutofSchoolStudy</b></p> <p><i>Study – OOSC. This mixed-methods study followed the UNICEF and UNESCO Institute of Statistical Studies (UISS) conceptual and methodological framework of five dimensions of exclusion to identify/understand the number of out-of-school children, who they are, why they are out of school, and what measures should be taken to bring them into the school system. It includes analysis on cash transfers and nutrition, perspectives from parents and children on why children are not sent to schools or madrassas, and information on barriers to education and why children drop out of school.</i></p>
<p><a href="#">Ministry of Basic and Secondary Education Curriculum, Research, Evaluation and Development Directorate. December 2019. National strategy for the development of majalis education. The Republic of the Gambia</a></p>	<p><b>Gambia-UNICEF-Support the development of a national strategy for majalis (Koranic) education and provide capacity building to majalis operators</b></p> <p><i>National strategy. This strategy document describes the discussion, findings, and strategic recommendations of a consultative workshop held by the Ministry of Basic and Secondary Education, scholars operating in the majalis education sector, and other concerned groups.</i></p>

<p>Validated Report on National Strategy for Majalis Education - 16Dec2019 - Accepted by MoBSE SMT</p>	<p><i>It identifies strategic outputs including improvement of the quality of teaching and learning in the majalis, improvement of the quality of childcare and well-being in majalis, and increase in of access to livelihood skills and income generation opportunities for majalis talibehs. Key actions include strengthening and standardizing the curriculum and teaching to improve literacy, numeracy, and life and livelihood skills acquisition; improving standards for, and quality of, care for (mostly male) learners (by mostly female caregivers) in these residential institutions; increasing learner exposure to a variety of livelihood skills and access to support for starting income generating activities; and improving data collection and analysis about and within majalis.</i></p>
<p><a href="#">The World Bank. March 2018. International Development Association project appraisal document on a proposed IDA grant in the amount of SDR20.6 million (US\$30 million equivalent) and a proposed Global Partnership for Education (GPE) grant in the amount of US\$5 million to the Republic of the Gambia for an education sector support program. The Republic of the Gambia</a></p> <p>The-Gambia-PAD-P162890-corrected-9-Mar-2018-03092018</p>	<p><b>Gambia-WorldBank-EducationSectorSupportProgram</b></p> <p><i>Project appraisal document. This project appraisal document describes the strategic context, development objectives, components and costs, implementation approach and arrangements, risks, appraisal information and results framework for a project to increase access to early childhood development (ECD) and basic education and improve the quality of teaching and learning for 411,000 school-aged children: 32,500 in ECD, 272,800 in LBS, 86,200 in upper basic schools, and 17,200 in senior secondary schools, and 2,300 children in majalis. The project aims to build momentum related to scaling of ECD and alternative schooling for the most difficult to reach populations and includes actions to identify project related gender gaps and specific actions to address them.</i></p>
<p><a href="#">Republic of the Gambia MOBSE and UNICEF. 2017. National study on out-of-school children in the Gambia. The Republic of the Gambia</a></p> <p>National-Study-of-Out-of-School-Children-in-The-Gambia-2017</p>	<p><b>Gambia-UNICEF-OutofSchoolStudy</b></p> <p><i>Study – OOSC. This mixed-methods study followed the UNICEF and UNESCO Institute of Statistical Studies (UISS) conceptual and methodological framework of five dimensions of exclusion to identify/understand the number of out-of-school children, who they are, why they are out of school, and what measures should be taken to bring them into the school system. It includes analysis on cash transfers and nutrition, perspectives from parents and children on why children are not sent to schools or madrassas, and information on barriers to education and why children drop out of school.</i></p>

<p><a href="#">UNICEF-KOICA Partnership. June 2021. Better life for girls in Ghana project (2017-2021) final report. The Republic of Ghana</a></p> <p>BetterLifeforGirls-ProgramReport</p>	<p><b>Ghana-UNICEF-BetterlifeforGirls</b></p> <p><i>Project final report. This project final report describes a project partnership (2017-2021) undertaken by UNICEF, the Korean International Cooperation Agency, and the Republic of Ghana aimed to ensure that targeted adolescent girls aged 10-19 have the knowledge, skills and enabling environment to make informed decisions and achieve their full potential. Some of the positive results reported include increased junior high school completion rates for both girls and boys, increased government allocation of financial resources to support girls'; reduction in anemia among adolescent girls in schools receiving the iron supplementation, increased understanding of what constitutes sexual violence among in-school and out-of-school girls, and considerable improvements in attitudes and practices within the communities across a wide range of child protection topics.</i></p>
<p><a href="#">Ministry of Education – Republic of Ghana. January 2020. Complementary basic education policy: supporting and mainstreaming all out-of-school children. The Republic of Ghana</a></p> <p>CBE Policy Final Draft – 2020</p>	<p><b>Ghana-UNICEF-CBEPolicy</b></p> <p><i>Policy document. This <b>revised</b> policy document was developed in response to systemic changes around the management and sustainability of the Complementary Basic Education program, part of the 2018-2030 Education Strategic Plan, intended to help out-of-school children rapidly acquire the requisite literacy and numeracy skills to mainstream into formal schools. It centers the government in this process and describes mechanisms for non-state actors to continue to support program delivery. It draws on stakeholder consultation and provides useful contextual information around supply and demand barriers to education.</i></p>
<p><a href="#">Ministry of Education – Republic of Ghana. May 2020. Complementary basic education policy: supporting and mainstreaming all out-of-school children. The Republic of Ghana</a></p> <p>Revised CBE Policy</p>	<p><b>Ghana-UNICEF-CBEPolicy</b></p> <p><i>Policy document. This revised policy document was developed in response to systemic changes around the management and sustainability of the CBE program, part of the 2018-2030 Education Strategic Plan, intended to help out-of-school children rapidly acquire the requisite literacy and numeracy skills to mainstream into formal schools. It centers the government in this process and describes mechanisms for non-state actors to continue to support program delivery. It draws on stakeholder consultation and provides useful contextual information around supply and demand barriers to education. It is the same as the draft annotated in this bibliography but is signed.</i></p>
<p><a href="#">Ministry of Education – Ghana. 2019. Education sector performance report (ESPR) 2019 (draft). The Republic of Ghana</a></p> <p>FINAL_ESPR_2019_PBME_1</p>	<p><b>Ghana-UNICEF-EdSectorPerformanceReport</b></p> <p><i>Annual performance report. This education sector annual performance report provides an overview and analysis of the 2018/19 academic year through a review of sector activities and considers trends in performance over the past 5 years.</i></p>

<p><a href="#">Yawson, Afred Edwin and Alfred Ampah-Mensah. January 2018. <i>Documentation of experiences utilizing KOICA's Life Cycle Approach (LCA) in two sub-districts: Wiaga, Builsa North and Kanjarga, Builsa South in the Upper East Region of Ghana – Report.</i> The Republic of Ghana</a></p> <p>LifeCycleApproach</p>	<p><b>Ghana-UNICEF-KOICA's Life Cycle Approach</b></p> <p><i>Assessment report. This assessment report documents UNICEF's experience utilizing the "showcase" lifecycle approach (LCA) in two subdistricts. This approach aimed to enhance the convergence of health and education intervention packages and their implementation to ensure that pregnant women, newborns, infants, children and adolescents derived full benefits from them. Results reported include improved sense of ownership by community in school activities, improved PTA support, improved school health programs, reduction in teacher and pupil absenteeism, community led construction of a kindergarten in 1 community, transfers/dropout of students have reduced significantly, evidence of improved performance, more visits to the school by parents, improved general wellbeing of pupils, improved awareness of hygienic practices like hand washing by both pupils and parents. These results are hindered by lack of transparency in the data tools or analysis.</i></p>
<p><a href="#">UNICEF and MKA Education Services Ltd. April 2021. <i>Mapping of skills development programmes for children and adolescent girls and boys in Ghana.</i> The Republic of Ghana</a></p> <p>Skills Mapping Report Slide Pack</p>	<p><b>Ghana-UNICEF-Mapping</b></p> <p><i>Skills development mapping. This powerpoint presentation summarizes work by 11 NGOs, 8 ministries and national-level organizations to comprehensively map pre-tertiary skills development programs in terms of their orientation toward learning, empowerment, and employability. It also provides brief profiles of donors and other actors and a number of recommendations for actors in the formal and non-formal sectors. This report is useful for gaining a snapshot of the activities and stakeholder who fund and implement skills building programs for adolescent girls and boys.</i></p>
<p><a href="#">No author. October 2011. <i>Global out-of-school children initiative - Ghana country study (draft).</i> The Republic of Ghana</a></p> <p>Ghana OOSC Country Study draft Oct. 2011</p>	<p><b>Ghana-UNICEF-OutofSchoolReport</b></p> <p><i>Study – OOSC. The primarily quantitative data and policy analysis in this study draw on the UNICEF and UNESCO Institute of Statistical Studies (UISS) conceptual and methodological framework of five dimensions of exclusion to develop profiles of children excluded from education. The report also identifies barriers and bottlenecks contributing to exclusion and policies and strategies to address them. It notes that escaping poverty and educational deprivation, particularly for girls, will require alternative education service delivery mechanisms and complementary basic education programming that aims to "integrate" children back into the primary school system (where it exists) and prepares them for life, trades, and skills training in areas where quality education through public service delivery cannot be guaranteed.</i></p>



<p><a href="#">UNICEF. September 2018. Project Proposal: Guinea-Bissau. Guinea-Bissau</a></p> <p>Guinea Bissau proposal Adolescents girls' education and empowerment FINAL</p>	<p><b>GuineaBissau-UNICEF-Adolescent girls' education, empowerment and participation</b></p> <p><i>Project proposal. This project proposal describes an Adolescent Girls' Education, Empowerment and Participation Project in the sectors of education and child protection to be implemented by the Government of Guinea-Bissau, NGOs, and community radio networks. The project aims to increase service provision for adolescent girls aged 12-16 through accelerated learning opportunities (900 out-of-school girls), life skills education, and promoting the child-friendly schools approach; adolescent participation through girls' spaces and groups (1,000 girls); and community engagement for preventing child marriage and promoting girls' education. The project is part of a larger UNDP-UNICEF peacebuilding collaboration. Budget with annex was not included.</i></p>
<p><a href="#">UNICEF. December 2020. Progress report 2: adolescent girls' education, empowerment and participation project. Guinea-Bissau</a></p> <p>Year 2_Progress-Narratif-Report_Guinea-Bissau_Girls-Empowerment_23.12.2020</p>	<p><b>GuineaBissau-UNICEF-Adolescent girls' education, empowerment and participation</b></p> <p><i>Project progress report. This progress report describes Adolescent Girls' Education, Empowerment and Participation Project (2/2019-12/2021) activities and outputs as of 12/31/20. Outputs included negotiations with partners, planning, community awareness raising and work on development of learning materials.</i></p>
<p><a href="#">United Nations Peacebuilding Support Office (PSBO)/ Peacebuilding Fund (PBF). December 2017. IRF project document: mobilizing rural youth and adolescents to serve as peacebuilding leaders. Guinea-Bissau</a></p> <p>GB-IRF-Youth Leadership-Rural-ProdDoc and LF -Final Final 12.12.17</p>	<p><b>GuineaBissau-UNICEF-IRF-MobilizingRuralYouthtoServeasPEaceBuildingLeaders</b></p> <p><i>Project description document. This project document describes a project (proposed 2018-2019) engaging government agencies, youth organizations, community and parents' organization, research institutions, Children's Parliament, community radio network, civil society organizations and IOM to empower youth (aged 17-35) and adolescents (aged 12-16) with the tools and skills (including literacy) they need to effectively advocate on their own behalf for their inclusion in decision making at all levels. The project aims to develop leadership skills among adolescent and youth on peacebuilding, build their resilience to political instrumentalization and manipulation, and strengthen their capacities to be able to influence decision making at the local and national levels through training and opportunities to exercise their skills as peace builders and social innovators.</i></p>

<p><a href="#">Conestà, Natalia. January 2020. Summative evaluation: “mobilizing rural youth to serve as peace building leaders” in Guinea-Bissau – December 2017-August 2020. Guinea-Bissau</a></p> <p>PBF Evaluation Report Final 28 Jan 2021 Final</p>	<p><b>GuineaBissau-UNICEF-IRF-MobilizingRuralYouthtoServeasPEaceBuildingLEaders</b></p> <p><i>Evaluation. This summative evaluation report describes results attained by the Mobilizing Rural Youth to Serve as Peace Building Leaders project (2017-2020) and strategic and operational learning on how to strengthen youth peace building programs in Guinea-Bissau. The mixed methods evaluation was guided by 5 OECD criteria and an additional gender, equity, and human rights criterion. It found that the project was relevant and integrated gender, human rights, and equity principles; contributed to the increased participation of female and male adolescents and youth in peacebuilding efforts and decision making; helped influence the perception of families, beneficiaries, and communities about their roles in peace building and decision making; and promoted environmental awareness use of dialogue to settle disputes. Challenges to project effectiveness, efficiency, sustainability, and impact included short project duration and limited geographic coverage, the large number of activities included in the project that concentrated implementation near the project’s end, inadequate monitoring and evaluation implementation, mobility issues that limited participation, and limited local government participation.</i></p>
<p><a href="#">Center for Global development and Innovations for Policy Action. 2019. Beyond short-term learning gains: the impact of outsourcing schools in Liberia after three years. The Republic of Liberia</a></p> <p>Beyond Short-Term Learning Gains</p>	<p><b>Liberia-Multiple-LEAP</b></p> <p><i>Brief. This short brief describes preliminary results from a randomized controlled trial of the Liberian Education Advancement Programme (LEAP), Liberia’s flagship education policy designed to transform learning outcomes for Liberia’s children through public schools managed by private contractors, that compares outcomes of children in LEAP schools to those in regular government schools. It suggests relevant policy lessons. Assessment dimensions include access, learning, sustainability, and child safety; results varied enormously among operators. The preliminary results suggest that access to school declined as a result of the program; learning outcomes improved in year 1, but then flattened; corporal punishment declined but gender-based violence did not; and costs remained higher than planned, although they fell after year 1. The brief suggests some policy lessons.</i></p>
<p><a href="#">Romero, Mauricio and Justin Sandefur. December 2019. Beyond short-term learning gains: the impact of outsourcing schools in Liberia after three years. The Republic of Liberia</a></p>	<p><b>Liberia-Multiple-LEAP</b></p> <p><i>Evaluation – working paper. This working paper reports in detail on effects identified through a randomized controlled trial of the Liberian Education Advancement Programme (LEAP), Liberia’s flagship education policy designed to transform learning outcomes for Liberia’s children through public schools managed by private contractors.</i></p>

<p>Beyond-short-term-learning-gains-impact-outsourcing-schools-liberia-after-three-years</p>	<p><i>Key findings include reduced enrollment and increased dropout for the original student sample (seemingly driven by older students and girls, including pregnant girls, and shutting down secondary schools on the campuses sampled) but a positive treatment effect on total enrollment implying the schools pulled in new students; early learning gains that plateaued; presence of more and better-trained teachers and improved management practices in program schools; reduction, but not eradication, of corporal punishment in schools; widespread sexual abuse and no significant change in its prevalence all schools. Outcomes among providers were very heterogeneous. The paper includes policy findings.</i></p>
<p><a href="#">Romero, Mauricio and Justin Sandefur. September 2020. <i>The impact of outsourcing schools in Liberia to BRAC after three years.</i> The Republic of Liberia</a></p> <p>Impact-outsourcing-schools-liberia-after-three-years-brac</p>	<p><b>Liberia-Multiple-LEAP</b></p> <p><i>Evaluation – paper. This paper presents data related to 20 BRAC-managed schools included in the Liberian Education Advancement Programme (LEAP), Liberia’s flagship education policy designed to transform learning outcomes for Liberia’s children through public schools managed by private contractors.</i></p>
<p><a href="#">UNICEF. December 2020. <i>Education Cannot Wait – narrative report, first response window - Improve access for a quality education for 106,900 girls and boys in the crisis affected regions of the country.</i> The Republic of Mali</a></p> <p>ECW FER 2 progres report -UNICEF Mali fv</p>	<p><b>Mali-DRC-BurkinaFaso-UNICEFCanada-Back to school better</b></p> <p><i>Project report. This report describes progress made in the second six months of the Improve Access for a Quality Education for 106,900 Girls and Boys in the Crisis Affected Regions of the Country project. During the first two reporting periods, some revisions to the initial project plan were needed, including the addition of some COVID-19 related activities. Implementation delays were also related to school reopening and exams, a coup d’etat and change of government, and increasing COVID-19 cases.</i></p>
<p><a href="#">UNICEF. July 2020. <i>Education Cannot Wait first emergency response (FER) application – Mali (draft).</i> The Republic of Mali</a></p> <p>ECW FER 3 Application Mali 020720 draft</p>	<p><b>Mali-DRC-BurkinaFaso-UNICEFCanada-Back to school better</b></p> <p><i>Proposal. This draft proposal describes activities intended to address continued lack of access to education and children and teacher’s mental and psychosocial health needs due to conflict and displacement and COVID-19. Proposed activities fall under the headings of 1) ensuring educational continuity through formal, non-formal, and informal education/remedial education and 2) supporting preparation for the reopening of schools, adapted appropriately for context, supported by gender sensitive community dialogue and mobilization and attention to the most vulnerable children. Amount required: 48,037,323 US\$.</i></p>

<p><a href="#">UNICEF. November 2019. Education Cannot Wait first emergency response (FER) application – Mali and Sahel crisis – November 2019. The Republic of Mali and Republic of the Niger</a></p> <p>ECW FER application - Sahel Crisis II- Final clean 20191202</p>	<p><b>Mali-DRC-BurkinaFaso-UNICEFCanada-Back to school better</b></p> <p><i>Proposal. This proposal describes activities proposed to address education challenges due to conflict and insecurity in Mali and Niger. It consolidates funding requests from five entities, including UNICEF and NGO partners. Proposed activities support improved access to quality education and continuity of education, including for displaced learners, improved access to quality training by adolescents, and protection of girls and young children. Amount requested: US\$ 3,769,577.</i></p>
<p><a href="#">UNICEF. March 2020. Education Cannot Wait first emergency response (FER) application – COVID-19. The Republic of Mali</a></p> <p>ECW FER Application Template COVID-19 - Mali 030420</p>	<p><b>Mali-DRC-BurkinaFaso-UNICEFCanada-Back to school better</b></p> <p><i>Proposal. This proposal describes activities intended to ensure continuity of learning in a protective, equitable, and crisis-sensitive environment for school children affected by school closures and children affected by the security and COVID-19 crisis, with a special focus on the most vulnerable and hard-to-reach children. Proposed activities fall under the headings of 1) ensuring educational continuity through supporting access to existing distance and digital learning programs and platforms, developing and disseminating teaching materials adapted to distance learning, messaging in support of learning, and establishing psychosocial support programs and 2) preparing for the reopening of schools. Amount requested: 1,683,645 US\$.</i></p>
<p><a href="#">UNICEF Canada. No date. Back to School Better: Gender-responsive education for refugee and displaced girls. Burkina Faso, the Democratic Republic of the Congo, the Republic of Mali</a></p> <p>UNICEF Canada Proposal_ Back to School Better COVID Response_Burkina Faso_DRC_Mali</p>	<p><b>Mali-DRC-BurkinaFaso-UNICEFCanada-Back to school better</b></p> <p><i>Proposal. This proposal describes activities intended to increase gender equality and promote the empowerment of refugee and displaced girls in Burkina Faso, the DRC and Mali by addressing the barriers to the personal safety of girls as well as the systemic/ cultural barriers they face to realizing their right to education in the context of COVID-19, stemming from social and cultural norms, practices and beliefs, as well as their physical displacement. Innovative actions planned include engaging community leaders and mothers' associations as change agents, developing learning materials for adolescent girl caregivers, scaling up radio-based learning, developing internet-based learning and increasing digital access and skills, and using mobile phones and SMS applications to monitor school re-opening and student return. Amount requested: CAD \$6,295,120 (GAC: \$5,995,352; UNICEF: \$299,768).</i></p>

<p><a href="#">Stichting Aflatoun International. May 2021. Dubai Cares Narrative Progress Report 1 - The Life Skills and Financial Education Through A Gender Lens. The Republic of Mali, Republic of the Niger, and the Togolese Republic</a></p> <p>Mali-Niger-Togo-200420_ Dubai Cares Narrative Progress Report _ midyear_2021_Last version</p>	<p><b>Mali-Niger-Aflatoun-Life Skills and Financial Education Through A Gender Len</b></p> <p><i>Project report. This progress report describes work accomplished under the Life Skills and Financial Education Through a Gender Lens project aimed at transforming the lives of 6000 adolescent girls and boys through life skills, financial education and entrepreneurship using student-centered learning methods. The project involves collaboration with national authorities, including ministries of education, which approve the curriculum and support in various ways, and local NGO implementing partners. The report describes progress in needs assessment and school selection, teacher/ facilitator training, and establishment and activities of Aflateen clubs. Beneficiary data is disaggregated by gender.</i></p>
<p><a href="#">No author. No date. Untitled progress update indicator table for Improving Access to Education for children in the Sahel-Burkina Faso, Mail and Niger</a></p> <p>NORADR~1</p>	<p><b>Mali-Niger-BurkinaFaso-UNICEF-NORAD Improving Access to Quality Education for Children in the Shael</b></p> <p><i>Project document – indicator update spreadsheet.</i></p>
<p><a href="#">No author. No date. Untitled progress update indicator table for Improving Access to Education for children in the Sahel-Burkina Faso, Mail and Niger</a></p> <p>NORADR~2</p>	<p><b>Mali-Niger-BurkinaFaso-UNICEF-NORAD Improving Access to Quality Education for Children in the Shael</b></p> <p><i>Project document – indicator update spreadsheet.</i></p>
<p><a href="#">UNICEF Regional Office for West and Central Africa. June 2018. Progress report 1: support from the Norwegian Agency for Development Cooperation for Improving access to a quality education for children of the Sahel. Burkina Faso, The Republic of Mali, Republic of the Niger</a></p>	<p><b>Mali-Niger-BurkinaFaso-UNICEF-NORAD Improving Access to Quality Education for Children in the Sahel</b></p> <p><i>Project report. This report documents progress in the Improving Access to a Quality Education for Children of the Sahel project (2017-2020) aimed to support government efforts to improve access to quality education and scale up evidence-based interventions through expanding access to education for the most marginalized, improving the quality of basic education, strengthening education system research and monitoring, ensuring communication and visibility for the project, and supporting quality assurance, technical assistance, knowledge management, coordination, and synergies.</i></p>

<p>Unicef BFMaliNigerWCARO -Progress report NORAD _SC170576_270618</p>	<p><i>In Burkina Faso, implementation was delayed/affected by conflict. In Mali, the project increased access to quality education environments through work with school management committees and mothers' groups and support for accelerated learning programs. In Niger, the project trained education focal points on gender-based violence; trained teachers in pedagogy, didactics, gender and equity, and inclusive education, and provided support on information management, in addition to other activities. The report identifies constraints and lessons learned for each country project.</i></p>
<p><a href="#">UNICEF. November 2018. Achieving healthy growth, learning and development for young children of the Sahel – Burkina Faso, Mali, Niger: multicountry initiative proposal. Burkina Faso, The Republic of Mali, Republic of the Niger</a></p> <p>UNICEF~1</p>	<p><b>Mali-Niger-BurkinaFaso-UNICEF-NORAD Improving Access to Quality Education for Children in the Shael</b></p> <p><i>Project proposal. This proposal describes proposed activities for the 12-month Achieving Healthy Growth, Learning and Development for Young Children of the Sahel – Burkina Faso, Mali and Niger project intended to ensure that parents and caregivers in targeted communities will provide adequate nurturing care practices to infants and young children (responsive caregiving), community-based centers will offer quality learning and development opportunities for children ages 3-6 years (capacity building), and the National Sectoral ECD policies will be informed by the Nurturing Care Framework (policy and framework strengthening). The proposal includes process evaluation and knowledge sharing and management components and outlines strategies and results by country. Budget figures included breakdown among country offices and Regional office.</i></p>
<p><a href="#">UNICEF. September 2020. UNICEF hosted funds project revision request - Improve access for a quality education for 75,547 girls and boys in the crisis affected regions of the country. The Republic of Mali</a></p> <p>UNICEF Mali Hosted Funds_NCE and Reprogramming Request -0608 fv_signed (revised)_Signed_4Sept2020 NCE &amp; Reprogramming</p>	<p><b>Mali-UNICEF-Improve access for a quality education for 106,900 girls and boys in the crisis affected regions of the country</b></p> <p><i>Project document – no cost extension and reprogramming request. This document outlines proposed changes to the Improve Access for a Quality Education for 75,547 Girls and Boys in the Crisis Affected Regions of the Country Project. Initial activities of the project included support for the opening of five Franco-Arab learning centers and the reopening of 464 non-functional schools in the northern and central regions of Mali capacity building of school management committee (SMC) members on their roles and responsibilities; recruitment and training of volunteer teachers, tenured teachers and facilitators on psychosocial support, inclusive education and the best teaching techniques; the establishment of girls' clubs to promote non-sexist roles, self-esteem and well-being; and the distribution of school kits and materials. This revision request asks for additional time to complete activities delayed by COVID-19 and a teachers' strike, adds COVID preventions and sensitization activities, and reprograms funds to support the new activities and an increase in the number of students to be reached.</i></p>

<p><a href="#">Association des Scouts du Niger. April 2021. <i>Mise en place d'une plateforme fonctionnelle pour l'initiative des jeunes au Niger. Republic of the Niger</i></a></p> <p>Document de programme</p>	<p><b>Niger-UNICEF-Mise en place d'une plateforme fonctionnelle pour l'initiative des jeunes au Niger (UPSHIFT)</b></p> <p><i>Project proposal. This proposal describes an 11-month project aiming to 1) equip 4,800 adolescents aged 12-18, including 1,800 girls, with the skills and abilities necessary to find solutions to problems identified in their communities using the UPSHIFT youth social innovation and social entrepreneurship methodology and 2) sensitize and build knowledge of 16,000 students in rural middle and high schools about measures to prevent COVID-19. It proposes strong collaboration with civil society, families, government (national and local) and community and a gender-sensitive approach.</i></p>
<p><a href="#">Solomon, Semere. March 2015. <i>Integrated Qur'anic education : Nigeria case study. Creative Associates. Nigeria</i></a></p> <p>Integrated_Ed-Nigeria-CASE</p>	<p><b>Nigeria-IntegratedQuaranicEducation</b></p> <p><i>Case study. This case study examines the nature of nonformal Qur'anic schools broadly and in the context of northern Nigeria. It sheds light on the roles these schools play in their local contexts, describes global strategies to universalize basic education, discusses how the Nigerian government seeks to transform these schools as a part of its education reform process, and details how the USAID-funded, Creative-Associates-led Northern Nigeria Initiative (2010-2014) worked with local governments to strengthen quality of education in Qur'anic schools and mainstream them in the basic education system. The paper identified replicable best practices related to the availability of a policy framework, steering committees and technical working groups, interministerial collaboration, community-based approach, integrating vocational training, empowering state counterpart capacity, mainstreaming the centers, center-based management committees, and using a grants mechanism to channel support through local NGOs.</i></p>
<p><a href="#">Federal Government of Nigeria and UNICEF. September 2020. <i>Scalability assessment of EDC, G4G, SBMC and HiLWA interventions in Bauchi, Katsina, Kano, Niger, Sokoto and Zamfara states. Nigeria</i></a></p> <p>Scalability Analysis Report Revised</p>	<p><b>Nigeria-UNICEF-G4G-HiLWA,EDC</b></p> <p><i>Assessment. This rapid assessment report describes findings related to the impact of four Girls' Education Project 3 (GEP3) interventions on girls' enrolment, retention, completion and transition in schools, the extent to which the four GEP3 interventions collectively and individually increased girls' participation in education, and the scalability of these interventions. The interventions included Enrolment Drive Campaign (EDC), School Based Management Committee (SBMC)/Centre Based Management Committee (CBMC), Girls for Girls Initiative (G4G) and High Level Women Advocates (HILWA)/Mothers Association (MA). The assessment involved collection and analysis of primary and secondary data for quantitative analysis and focus group discussions. It found that the interventions had contributed to primary 1 enrolment, JSS 3 retention rates increased and dropout decreased in four of the six states, but dropped in two others, JSS 1 transition rates increased in five states, and that all four interventions were scalable.</i></p>

<p><a href="#">UNICEF. February 2020. <i>Girls for Girls leadership and life skills training manual.</i> Nigeria</a></p> <p>Final edited copy G4G Manual</p>	<p><b>Nigeria-UNICEF-GirlsforGirls(G4G)</b></p> <p><i>Implementation document – facilitation manual. This manual guides facilitators of Girls for Girls groups to run sessions with group members (primarily girls in upper primary classes). The eight-module curriculum includes 28 sessions aimed at directly equipping the group members with essential knowledge and skills that will enable them to make informed choices and become advocates for girls’ education. The group format is participatory and the manual content addresses issues of education, gender, life skills, leadership, child protection, hygiene practice, adolescent sexual health, and introduction to possible vocational skills. The content has been tailored to reach the girls in these schools with learning competencies that address social, emotional, economic, health, educational, leadership issues.</i></p>
<p><a href="#">UNICEF. June 2017. <i>Girls’ education project (GEP) 3: Girls for Girls intervention strategy (draft).</i> Nigeria</a></p> <p>G4G Intervention Draft Strategy revised draft 06.22.17.docx 1 (1)</p>	<p><b>Nigeria-UNICEF-GirlsforGirls(G4G)</b></p> <p><i>Implementation document – concept and strategy. This strategy document is intended to serve as a guide on the G4G intervention for UNICEF and partners as well as the framework for three detailed implementation guides - for the girls’ groups, the girls’ mentors, and the civil society partners that support implementation. It describes the context, purpose, expected results and principles of the approach; describes mentoring and peer learning content and other activities; outlines the implementation plan, touches briefly on monitoring and evaluation, and presents an estimated budget and the project’s value for money proposition.</i></p>
<p><a href="#">Federal Government of Nigeria and UNICEF. September 2020. <i>Rapid assessments of Girls for Girls (G4G) GEP3 intervention on community engagement in Bauchi, Katsina, Niger, Sokoto and Zamfara states.</i> Nigeria</a></p> <p>G4G_Finalized_RA_Report Revised</p>	<p><b>Nigeria-UNICEF-GirlsforGirls(G4G)</b></p> <p><i>Assessment – rapid impact assessment. This rapid impact assessment report describes findings related to the Girl for Girl component of the Girls’ Education Project (GEP3). This intervention, in conjunction with three other interventions, was found to contribute positively to enrolment, retention, completion, and transition of girls in GEP schools and to be scaleable. The report recommends mainstreaming the intervention and including it in the school timetable to support girls’ safety and security.</i></p>
<p><a href="#">No author. September 2021. <i>Girls’ Education Project Phase 3 value for money analysis – Project Year 9, 2020-2021.</i> Nigeria</a></p> <p>GEP3Y9 VFM Annual Analysis Apr2020-Jul 2021 13SEPT2021 Relat</p>	<p><b>Nigeria-UNICEF-GirlsforGirls(G4G)</b></p> <p><i>Assessment -value for money. This analytical report draws on expenditure data (exclusive of government commitments) and activity results reports at the state level, as well as comparison with planned budget and prior year budget information to assess project economy and efficiency in the final year (Year 9) of the project and finds generally that the project delivered good value for money. The report anticipates a funds utilization rate of 99.9 percent by the end of the project.</i></p>



	<p><i>Girls enrolled in primary 1 and IQS, number of functioning Girls for Girls (G4G) groups, number of teachers and IQS facilitators trained exceeded targets. The percentage of teachers achieving defined competency thresholds increase by 30 percent from the baseline year and over 80 percent of SMC and CMBCs were functioning effectively. Project spending capacity increased over the life of the project. Year 9 spending against project outputs did not track exactly with planned spending, with variances related to G4G groups, teacher training, the RANA intervention, school grants, and SBMC and CMBC capacity building.</i></p>
<p><a href="#">Federal Government of Nigeria and UNICEF. No date. <i>I rise: no barriers – Girls for Girls (GFG) Handbook. Nigeria</i></a></p> <p>I rise no barriers</p>	<p><b>Nigeria-UNICEF-GirlsforGirls(G4G)</b></p> <p><i>Implementation document – handbook. This illustrated 30-page handbook offers Girls for Girls group members key messages, inspirational statements and songs, and life skills information and tips relating to protection and safety, their bodies, cleanliness and hygiene, and handwork and financial empowerment.</i></p>
<p><a href="#">UNICEF and Federal Government of Nigeria. No date. <i>Safeguarding girls against violence in schools: A protocol handbook for stakeholders. Nigeria</i></a></p> <p>Safeguarding Girls Against Violence in Schools Handbook (002) (1)</p>	<p><b>Nigeria-UNICEF-GirlsforGirls(G4G)</b></p> <p><i>Implementation document – handbook. This 17-page handbook is a guide for school stakeholders who have a role in addressing violence against children in schools. It identifies these stakeholders describes the process and guidelines for managing cases of violence, offers dos and don'ts on managing violence against children in schools, and provides reporting form templates.</i></p>
<p><a href="#">Federal Government of Nigeria and UNICEF. No date. <i>Shout! Run!! Tell!!! A safety guide for every girl. Nigeria</i></a></p> <p>Shout Run Tell</p>	<p><b>Nigeria-UNICEF-GirlsforGirls(G4G)</b></p> <p><i>Resource – children's guide. This 23-page illustrated guide aims to teach girls how to use their judgment and intuition to protect themselves from any form of violence. It explains children's rights and key terms related to violence, explains violence against girls and who perpetrators may be, explains skills girls need to protect themselves, and guides them on what they should know and what they should do if they or their friends have been abused.</i></p>
<p><a href="#">UNICEF. No date. <i>Resume of the youth and adolescent intervention in school and communities to prevent school dropout in Sao Tome and Principe. SaoTome and Principe</i></a></p> <p>Sao Tome y Principe Data and evidence on successful interventions implemented by Youth and Adoles UNICEF-STP</p>	<p><b>SaoTome-UNICEF-Advocacy for the introduction of the life skills curriculum in the formal education system to prevent school dropouts</b></p> <p><i>Brief. This three-page brief was provided in response to a request for describes UNICEF programming areas and activities for adolescents and youth. They include life skills education, dynamization of "youth interaction centers," a national internship program, and U-Report, an innovating social messaging tool and data collection system that can engage youth to improve their engagement as citizens, inform leaders, and promote positive social change.</i></p>

<p><a href="#">UNICEF, Projet SAFIA. Mauritania</a></p> <p>Projet SAFIA</p>	<p><b>Mauritania-UNICEF-SAFIA. Power point presentation describing the SAFIA project</b></p> <p><i>This is a Project document. The PPT describes the SAFIA projects (objectives [promote social and economic empowerment of teenage girls. Will bring young girls to challenge social norms by occupying jobs in male-dominated fields.], beneficiaries [1,400 direct and 8,400 indirect], geographic scope [Commune Dar Naim, Nouakchott], steps, etc.) A model approach is under implementation in 1 targeted zone. Learning methods include literacy via e-learning, community dialogue, social mobilization, skill building and start ups.</i></p>
<p><a href="#">UNICEF. Mai 2021. Rapport d'étape : Savoir, Apprendre et Faire pour être Indépendante durant mon Adolescence (Projet SAFIA ). Mauritania</a></p> <p>Rapport d'étape _ SAFIA_2021</p>	<p><b>Mauritania-UNICEF-SAFIA. Intermediate project progress report</b></p> <p><i>This is a Progress report. The project provided school material to 4,000 girls student vulnerable to drop-out. Training material and awareness raising was performed with religious leaders. WASH facilities were constructed in 25 schools. Capacity building of beneficiaries on leadership, self-confidence, financial management.</i></p>
<p><a href="#">UNICEF-Caritas. Novembre 2020. Rapport de l'enquête d'identification des adolescentes (10-19 ans) à Lemgheiti-Commune de Dar Naim. Mauritania</a></p> <p>Rapport de l'enquête d'identification des adolescentes_version 06.01.2021</p>	<p><b>Mauritania-UNICEF-SAFIA. Context study using a survey to identify adolescents from 10-19 years old in-school and out-of-school that should be targeted by the SAFIA project</b></p> <p><i>This is a Study to inform programming. The study enabled to target teenage girls that are vulnerable to drop out, based on the following risk factors: lack of identify number, aged more than 14, married, not motivated to carry on school and illiterate after 5 years of schooling.</i></p>
<p><a href="#">UNICEF. 2021. Mon petit livre de jeune fille, Edition 1. Mauritania</a></p> <p>unicef_safia_VF</p>	<p><b>Mauritania-UNICEF-SAFIA. Manual to raise awareness and train beneficiaries on various life topics and skills</b></p> <p><i>This is a Project material. There is no program conclusions arising from this document.</i></p>
<p><a href="#">Isselmou Ould Abdel Kader, Abdel Wedoud Ould Abdellahi Ould Hachem. October 2016. La dynamique de l'enseignement originel en mauritanie dans le sens de la modernité et de la protection des enfants. Mauritania</a></p> <p>Etude Enseignement Originel en Mauritanie_ Francais – Copy</p>	<p><b>Mauritania-UNICEF-Strengthened protection and education in an emergency context for street children without parental care (Talibé /Almundo). Comprehensive national study to make an inventory of mahadras, map stakeholders relevant to religious education</b></p> <p><i>This is a Study to inform programming. The study aims to show how religious education can modernize and better contribute to respecting and promoting children's rights. This can be achieved through legal revision, strengthening governmental institutions in charge of children's rights, improve and diversify the koranic curriculum, train religious teachers and channel more material and financial resources.</i></p>

<p><a href="#">UNICEF-Mauritania. 2020. Proposal for ARDF – Africa Regional Democracy Funding. Mauritania</a></p> <p>UNICEF RMI Proposal_ ARDF 13.09.2020 FIN</p>	<p><b>Mauritania-UNICEF-Strengthened protection and education in an emergency context for street children without parental care (Talibé/ Almundo)</b></p> <p><i>Proposal for the Africa Regional Democracy Funding by UNICEF Mauritania for the project entitled Strengthened protection and education in an emergency context for street children without parental care with a focus on “Talibe”/“Almoudo” children in Nouakchott.</i></p> <p><i>This is a Project proposal – Proposal targeting 500 street children and adolescents, including 400 “Talibe”/“Almoudo” (3-17 years old) and 40 Cheikhs and instructors (operating in 20 Koranic schools) in Nouakchott West and South.</i></p>
<p><a href="#">UNICEF. 2021. Interim report: Strengthened protection and education in an emergency context for street children without parental care with a focus on “Talibe”/ “Almoudo” children in Nouakchott. Mauritania</a></p> <p>USA SM200675_Interim report</p>	<p><b>Mauritania-UNICEF-Strengthened protection and education in an emergency context for street children without parental care (Talibé/ Almundo). Interim project progress report to the Government of the United States</b></p> <p><i>This is a Progress report. The report document the steps undertaken, including beneficiaries identification, training and awareness raising of supporting stakeholders such as paraprofessional street educators, municipal and national authorities and Cheikhs as well as distribution of hygiene kits in 12 schools.</i></p>
<p><a href="#">Ministère des affaires islamiques et de l’enseignement originel. Mars 2016. Contribution au processus d’élaboration de la SCAPP 2016-2030</a></p> <p>Contribution au SCAPP 2016-2030_MAIEO</p>	<p><b>Mauritania-UNICEF-Strengthened protection and education in an emergency context for street children without parental care (Talibé /Almundo). Policy document to establish a government 5-year program (2015-2020) to improve koranic education</b></p> <p><i>This is a Policy document. The document details the policy’s objective and content but does include conclusions relevant to the project.</i></p>
<p><a href="#">Concern Worldwide Niger. July 2020. Document de programme humanitaire. Niger</a></p> <p>CONCERN_ PHASE 2</p>	<p><b>Niger-Éducation inclusive Tillabéri et Tahoua</b></p> <p><i>12-month intervention (2020-2021) submitted by Concern Worldwide Niger for the project Accès à une éducation de qualité pour enfants de 3 à 16 ans touchés par la crise au Sahel dans les régions de Tillabéri et Tahoua.</i></p> <p><i>This is a Project proposal. The Intervention targets 14,200 children 3-12 years old, 300 high school students, 415 elementary teachers, 1,180 community members.</i></p>

<p><a href="#">UNICEF. December 2020. UNICEF Project revision request; no-cost extension and reprogramming request. Niger</a></p> <p>COOPI 2021_19-ECW-0044-UNICEF- NIGER - SC200014</p>	<p><b>Niger-Éducation inclusive Tillabéri et Tahoua</b></p> <p><i>No-cost project extension for the project Access to quality training for 750 adolescent 14-18 years old and continuity of education for 51,100 students 4-16 years old affected by the crisis in the Sahel (Tillabéri and Tahoua).</i></p> <p><i>This is a Project proposal. A second no-cost extension of this grant is now requested in light of the COVID pandemic and natural hazards that have impacted the education sector, more particularly the school calendar.</i></p>
<p><a href="#">Coopi cooperazine internazionale. May 2020. Document de programme humanitaire. Niger</a></p> <p>COOPI 2021_cerf rr coopi</p>	<p><b>Niger-Éducation inclusive Tillabéri et Tahoua</b></p> <p><i>6-month intervention (2020) submitted by Coopi for the project Accès au services de protection de l'enfant et une éducation de qualité pour les enfants issus des populations déplacées dans les régions de Tahoua et Tillabéri.</i></p> <p><i>This is a Project proposal. The Intervention targets 6,404 beneficiaries.</i></p>
<p><a href="#">Coopi cooperazine internazionale. July 2020. Document de programme humanitaire. Niger</a></p> <p>COOPI 2021_PDH COOPI FER2</p>	<p><b>Niger-Éducation inclusive Tillabéri et Tahoua</b></p> <p><i>6-month intervention (2020) submitted by Coopi for the project Accès au services de protection de l'enfant et une éducation de qualité pour les enfants issus des populations déplacées dans les régions de Tahoua et Tillabéri.</i></p> <p><i>This is a Project proposal. Intervention targets 51,100 beneficiaries.</i></p>
<p><a href="#">UN CERF. January 2021. Project Revision Request for COVID-19. Niger</a></p> <p>COOPI2021_20-RR-CEF-032_Niger_ProjectRevision1</p>	<p><b>Niger-Éducation inclusive Tillabéri et Tahoua. Project extension due to COVID-19.</b></p> <p><i>This is a Project proposal that primarily includes a request for a 3-month no-cost extension.</i></p>
<p><a href="#">ICAHD International. 2021. Planning du mois de mars 2021. Niger</a></p> <p>ICAHDTAHOUA Planning Mars 2021</p>	<p><b>Niger-Éducation inclusive Tillabéri et Tahoua. Project monthly planning</b></p> <p><i>This is a Project document.</i></p>
<p><a href="#">ICAHD International. Mars 2021. Note pour le dossier. Niger</a></p> <p>ICAHD TILLIA QUARTIER Note pour le Dossier</p>	<p><b>Niger-Éducation inclusive Tillabéri et Tahoua. Note on project implementation</b></p> <p><i>This is a Project document. Following an attack in a school, ICAHD informs that they will undertake a mission to provide psychological support to children survivors.</i></p>

<p><a href="#">ICAHD International. April 2021. Rapport de progrès. Niger</a></p> <p>ICAHD- Rapport hebdomadaire Trimestriel 1</p>	<p><b>Niger-Éducation inclusive Tillabéri et Tahoua. <i>Project interim progress report</i></b></p> <p><i>This is a Progress report. Main conclusions: Des relais communautaires supplémentaires ont été pris en charge par ICAHD. 2.092 enfants déscolarisés ont été réintégrés. Il s'agit spécifiquement de 1.031 filles et 1.061 garçons.</i></p>
<p><a href="#">ICAHD International. February 2021. Rapport mensuel janvier du progrès. Niger</a></p> <p>ICAHD- Rapport Mensuel Janvier du Progrès QPR</p>	<p><b>Niger-Éducation inclusive Tillabéri et Tahoua. <i>Monthly project progress report</i></b></p> <p><i>This is a Progress report. Main conclusions: Des relais communautaires supplémentaires ont été pris en charge par ICAHD. 794 enfants déscolarisés ont été réintégrés. Il s'agit spécifiquement de 422 filles et 372 garçons.</i></p>
<p><a href="#">ICAHD International. 2021. Liste de besoins en kit. Niger</a></p> <p>Liste de besoins en kit BIS_ICAHD</p>	<p><b>Niger-Éducation inclusive Tillabéri et Tahoua. <i>Lists of material needs for targeted areas</i></b></p> <p><i>This is a Project working document.</i></p>
<p><a href="#">ICAHD International. July 2020. Document de programme humanitaire. Niger</a></p> <p>PCA ICAHD tahoua Til (002)</p>	<p><b>Niger-Éducation inclusive Tillabéri et Tahoua. <i>Intervention submitted by ICAHD International for the Réponse rapide pour l'accès aux services d'éducation de qualité pour les enfants des populations déplacées dans les régions de Tahoua et Tillabéri</i></b></p> <p><i>This is a Project proposal for an Intervention targets 20,000 beneficiaries.</i></p>
<p><a href="#">COOPI Cooperazione Internazionale. July 2020. Document de programme humanitaire. Niger</a></p> <p>PHASE 2_COOPI</p>	<p><b>Niger-Éducation inclusive Tillabéri et Tahoua. <i>6-month intervention for the Accès à l'éducation inclusive et de qualité pour les enfants et jeunes affectés par la crise humanitaire à Tillabéry Niger</i></b></p> <p><i>This is a Project proposal for an Intervention targets 16,000 children and 706 teachers.</i></p>
<p><a href="#">COOPI Cooperazione Internazionale. Mars 2021. Rapport des activités de formation de 30 enseignants des écoles d'intervention COOPI des IECP de Tailla et Tassara (Tahoua). Niger</a></p> <p>Rapport 2 COOPI-mars 2021</p>	<p><b>Niger-Éducation inclusive Tillabéri et Tahoua. <i>Progress report on training activities conducted with teachers in targeted schools</i></b></p> <p><i>This is a Progress report. 30 teachers from targeted schools in Tillia and Tassara followed a training on children protection, teaching methods for French and Math and classroom management.</i></p>

<p><a href="#">COOPI Cooperazione Internazionale. Mars 2021. Rapport de formation des directeurs d'écoles et encadreurs à Tassara et Tillia à Telemces. Niger</a></p> <p>Rapport COOPI-mars 2021</p>	<p><b>Niger-Éducation inclusive Tillabéri et Tahoua. Progress report on training of school directors in targeted schools</b></p> <p><i>This is a Progress report. 10 directors trained on the emergency in the education system.</i></p>
<p><a href="#">UNICEF. July 2018. Budget. Niger</a></p> <p>ScanBudget CONCERN Signé Fin ECW</p>	<p><b>Niger-Éducation inclusive Tillabéri et Tahoua. Document on financial progress of program activities</b></p> <p><i>Project document with budgetary information.</i></p>
<p><a href="#">Concern worldwide. Document de programme humanitaire. October 2019. Niger</a></p> <p>ScanDocument de Programme CONCERN signé Fin ECW</p>	<p><b>Niger-Éducation inclusive Tillabéri et Tahoua. 6-month intervention for project Contribuer à un accès équitable des enfants et à une éducation inclusive de qualité dans un environnement sûr et protecteur pour les enfants et adolescents touchés par la crise humanitaire à Tillabéri et Tahoua</b></p> <p><i>This is a Project proposal for Beneficiaries include 11,000 children 3 to 18 years old.</i></p>
<p><a href="#">COOPI. March 2021. References du programme. Niger</a></p> <p>VP_COOPI_ kissaka-20210318.pdf</p>	<p><b>Niger-Éducation inclusive Tillabéri et Tahoua. Report documenting a mission for school directors' training</b></p> <p><i>This is a Mission report – 10 school directors were trained on providing psychosocial support to children.</i></p>
<p><a href="#">ICAHD. March 2021. References du programme. Niger</a></p> <p>VP_ICAHD_ kissaka-20210319</p>	<p><b>Niger-Éducation inclusive Tillabéri et Tahoua. Report documenting a mission for teacher's and school directors' training</b></p> <p><i>This is Mission report: 10 school directors and 40 teachers were trained on crisis management.</i></p>
<p><a href="#">COOPI. June 2021. References du programme. Niger</a></p> <p>VP_ONG COOPI_ kissaka-20210607</p>	<p><b>Niger-Éducation inclusive Tillabéri et Tahoua. Report documenting a mission for teacher's, school directors' and school support staff's training, provision of education material and construction of infrastructures</b></p> <p><i>This is Mission report: 10 school directors and 40 teachers 60 school support staff were trained on crisis management. 2000 students were provided with material. 10 WASH facilities were constructed.</i></p>

<p><a href="#">UNICEF. September 2020. Protection de l'enfant, violences basées sur le genre (VBG) et gestion de l'hygiene menstruelle(GHM) en milieu scolaire. Module 2 : Formation des membres des structures d'appui à la gestion de l'école. Niger</a></p> <p>MODUL~1</p>	<p><b>Niger-Mali-CotedIvoire-Togo-UNICEF-Safe to learn. Training manual to reinforce capacities of members of support structures to school management</b></p> <p><i>This is Training material. Training module targeted issues of children protection, gender-based violence and management of menstrual hygiene in the school environment.</i></p>
<p><a href="#">UNICEF. September 2020. Protection de l'enfant, violences basées sur le genre (VBG) et gestion de l'hygiene menstruelle (GHM) en milieu scolaire. Guide de sensibilisation a l'usage des eleves membres des gouvernements scolaires, clubs d'hygiene et des clubs des filles leaders. Niger</a></p> <p>N3GUI~1</p>	<p><b>Niger-Mali-CotedIvoire-Togo-UNICEF-Safe to learn. Training manual to reinforce capacities of student's groups and girls club leaders</b></p> <p><i>This is Training material. Training module targets issues of children protection, gender-based violence and management of menstrual hygiene in the school environment.</i></p>
<p><a href="#">UNICEF. September 2020. Protection de l'enfant, violences basées sur le genre (VBG) et gestion de l'hygiene menstruelle (GHM) en milieu scolaire. Module 1 : Formation des enseignants. Niger</a></p> <p>Module 1 VBG vf (1)</p>	<p><b>Niger-Mali-CotedIvoire-Togo-UNICEF-Safe to learn. Training manual to reinforce capacities of teachers</b></p> <p><i>This is Training material. Training module targets issues of children protection, gender-based violence and management of menstrual hygiene in the school environment.</i></p>
<p><a href="#">UNICEF. January 2021. Supporting girls to be safe to learn, Rapport narratif de mi-parcours. Niger</a></p> <p>RAPPOR~1</p>	<p><b>Niger-Mali-CotedIvoire-Togo-UNICEF-Safe to learn. Interim progress report.</b></p> <p><i>This is Progress report (draft). Report documents the results achieved for each outcome. The main challenge to project implementation is the widespread insecurity.</i></p>

<p><a href="#">UNICEF. January 2021. Supporting girls to be safe to learn, Funding proposal to Global Affairs Canada. Niger</a></p> <p>UNICEF~1</p>	<p><b>Niger-Mali-CotedIvoire-Togo-UNICEF-Safe to learn. Project proposal for 5 million CAD to Global Affairs Canada for the program Supporting girls to be Safe to Learn.</b></p> <p><i>This is Project proposal. Ultimate outcome is to improve learning outcomes for women and girls in fragile and conflict-affected settings in Côte d'Ivoire, Mali, Niger and Togo.</i></p>
<p><a href="#">UNICEF. Mai 2021. Appui à la formation professionnalisante inclusive et d'autonomisation des jeunes déscolarisés et non scolarisés de la région de Zinder. Niger</a></p> <p>AMIPOU~1</p>	<p><b>Niger-UNICEF-Appui à la formation professionnalisante inclusive et d'autonomisation des jeunes déscolarisés et non scolarisés de la région de Zinder. Tender document for a 3-month skill building UNICEF project in the Region of Zinder, Niger</b></p> <p><i>This is Tender document. Project's objective is to promote empowerment and social integration of out-of-school youth in the region of Zinder through a skill building program. No financial information is included.</i></p>
<p><a href="#">Images du Centre Arsènes Zinder</a></p> <p>Images du Centre Arènes Zinder</p>	<p><b>Niger-UNICEF-Appui à la formation professionnalisante inclusive et d'autonomisation des jeunes déscolarisés et non scolarisés de la région de Zinder. Pictures of a center for young girls' skill building</b></p> <p><i>Pictures of programming.</i></p>
<p><a href="#">UNICEF. Note conceptuelle. Appui aux initiatives des organisations des jeunes dans les régions de Maradi et Zinder</a></p> <p>Note conceptuelle formation jeunes</p>	<p><b>Niger-UNICEF-Appui à la formation professionnalisante inclusive et d'autonomisation des jeunes déscolarisés et non scolarisés de la région de Zinder. Conceptual note for the program Appui aux initiatives des organisations des jeunes dans les régions de Maradi et Zinder</b></p> <p><i>This is Conceptual note for a Program that aims at supporting 116 youth organizations.</i></p>
<p><a href="#">Direction régionale de la jeunesse et des sports. Janvier 2021. Procès-verbal de réunion. Niger</a></p> <p>PV CENTRE DES JEUNES FILLES</p>	<p><b>Niger-UNICEF-Appui à la formation professionnalisante inclusive et d'autonomisation des jeunes déscolarisés et non scolarisés de la région de Zinder. Minutes of a meeting between the Direction régionale de la jeunesse et des sports and program beneficiaries</b></p> <p><i>This is meeting minutes. The meeting aimed at establishing the internship initiative with local businesses.</i></p>



<p><a href="#">Direction régionale de la jeunesse et des sports. Décembre 2020. Rapport de l'atelier de formation en vie associative, culture de la paix et entrepreneuriat. Niger</a></p> <p>Rapport de l'atelier de formation</p>	<p><b>Niger-UNICEF-Appui à la formation professionnalisante inclusive et d'autonomisation des jeunes déscolarisés et non scolarisés de la région de Zinder. Report of a skill building workshop conducted in the Zinder region</b></p> <p><i>This is a Project document. 120 girls were trained on life skills such as association, peace, tolerance, democracy and non violent conflict management.</i></p>
<p><a href="#">Direction régionale de la jeunesse et des sports. 2020. Rapport Atelier de Renforcement des capacités des Apprenantes du Centre des Jeunes Filles/Femmes de l'arène de Zinder en Coiffure, Restauration et Confection des Produits Cosmétiques du 23/12/2019 au 23/04/2020 à l'Arène de Zinder. Niger</a></p> <p>Rapport Formation Arène (3)</p>	<p><b>Niger-UNICEF-Appui à la formation professionnalisante inclusive et d'autonomisation des jeunes déscolarisés et non scolarisés de la région de Zinder. Report of a skill building workshop conducted in the Zinder region</b></p> <p><i>This is a Project document. 90 girls have reinforced their capacities in the following sectors: cooking, hair dressing and cosmetic production.</i></p>
<p><a href="#">Direction régionale de la jeunesse et des sports. 2020. Synthèse de mise en œuvre des activités au niveau du centre Arène de Zinder. Niger</a></p> <p>Synthèse mise en œuvre des activités</p>	<p><b>Niger-UNICEF-Appui à la formation professionnalisante inclusive et d'autonomisation des jeunes déscolarisés et non scolarisés de la région de Zinder. Progress report on implementation of activities</b></p> <p><i>This is a Progress report. The pandemic has delayed the project implementation. A close collaboration with the parents of beneficiaries was essential to promote acceptance of the daughters' involvement in training sessions.</i></p>
<p><a href="#">Direction régionale de la jeunesse et des sports. March 2021. Formation des jeunes filles et garçons sur des filières porteuses dans la région de Maradi. Niger</a></p> <p>TDR FORMATION DE 120 JEUNES 2021 08_03_2021</p>	<p><b>Niger-UNICEF-Appui à la formation professionnalisante inclusive et d'autonomisation des jeunes déscolarisés et non scolarisés de la région de Zinder. Terms of reference of a 3-month skill building intervention in the Maradi region</b></p> <p><i>This is a Terms of references. Project target 120 young person (girls and boys). No financial expectations are included.</i></p>

<p><a href="#">Gouvernement Niger et UNICEF. April 2021. TDR de la formation en entrepreneuriat et vie associative et dotations en kits des apprenants sortants des CFM communes BMZ de la région de Zinder. Niger</a></p> <p>tdr_entrepreneuriat_cfm_drept_zré</p>	<p><b>Niger-UNICEF-Appui à la formation professionnalisante inclusive et d'autonomisation des jeunes déscolarisés et non scolarisés de la région de Zinder. 1-month training intervention</b></p> <p><i>This is a Terms of references. Intervention targeting 138 beneficiaries (girls and boys). Has some budgetary parameters.</i></p>
<p><a href="#">Gouvernement Niger et UNICEF. April 2021. TDR relative à l'appui à la formation professionnalisante et l'autonomisation des jeunes descolarisés et non scolarisés des communes BMZ de la région de Zinder. Niger</a></p> <p>TDR_FO~1</p>	<p><b>Niger-UNICEF-Appui à la formation professionnalisante inclusive et d'autonomisation des jeunes déscolarisés et non scolarisés de la région de Zinder. 1-month training intervention</b></p> <p><i>This is a Terms of references. Has some budgetary parameters. Intervention targeting 120 beneficiaries (girls and boys).</i></p>
<p><a href="#">Swisscontact. 2021. Projets UNICEF au Niger. Niger</a></p> <p>Présentation PFAJF-PIPJ</p>	<p><b>Niger-UNICEF-PFAJF. PPT presentation of the main UNICEF initiatives financed by Swiss Contact in Niger</b></p> <p><i>This is a PPT presentation. PPT details Swiss contact's objective, approach and programs in Niger, including the Projet de formation et d'autonomisation des jeunes filles (PFAJF) and the Projet d'appui à l'insertion professionnelle des jeunes affectés par les conflits (PIPJ). The two projects use TVET &amp; Support for integration as intervention approach.</i></p>
<p><a href="#">ICHAD International. June 2021. Document de programme humanitaire : une éducation de qualité pour les filles du Niger. Niger</a></p> <p>ICAHD EDUCATION DE QUALITE_210611</p>	<p><b>Niger-UNICEF-Une éducation de qualité pour les filles, en particulier les adolescentes, au Niger. 6-month intervention to promote insertion into the education system of out-of-school boys and girls</b></p> <p><i>This is a Project proposal with budget information. It is for a Project targeting 14,900 beneficiaries. Create a positive learning environment for girls with community mechanisms to change gender roles.</i></p>

<p>Cambron, Steffen. March 2020. <i>APTE Senegal value chain selection exercise and labor market assessment in Ziguinchor and Basse Casamance – program design activities – consultant report.</i> Republic of Senegal</p> <p>APTE VC progress report 03292020 (1)</p> <p><i>NOTE: Report not shared due to confidentiality request from partner</i></p>	<p><b>Senegal-EDC-Amélioration des performances de travail et d’entrepreneuriat au Sénégal, Agence nationale pour l’emploi des jeunes (APTE)</b></p> <p><i>Assessment. This report documents consultation with key lead firms in the fish/seafood and poultry sectors and with prospective vocational training institute partners to understand how to develop training and course curricula for youth as a part of the Projet de l’amélioration des performances de travail et d’entrepreneuriat [Project to improve work performance and entrepreneurship] (APTE), a youth employability project equipping 30,000 students in Senegal’s 200 lower-secondary and 50 TVET schools with transferable skills. The report also updates fundings from earlier value chain analyses, identifying constraints, opportunities, and proposed solutions for each of the value chains and identifies next steps.</i></p>
<p><a href="#">Education Development Center. August 2019. APTE-Sénégal midterm report. Republic of Senegal.</a></p> <p>APTE-Midterm-Report</p>	<p><b>Senegal-EDC-Amélioration des performances de travail et d’entrepreneuriat au Sénégal, Agence nationale pour l’emploi des jeunes (APTE)</b></p> <p><i>Project report. This midterm report on the Amélioration des Performances de Travail et d’Entrepreneuriat au Sénégal (APTE-Senegal) describes project progress in relation to preparing lower secondary school students for future success as employees and entrepreneurs, increasing viable employment and self-employment, and strengthening the workforce system. At mid-term, APTE had enrolled 30,00 student and, trained 72 government officials to support teachers, 293 school administrators, and 1,500 teachers. The report briefly describes the project’s learning agenda.</i></p>
<p>RAPPORT FINAL_ Evaluation de base_ APTE Sénégal_EDC_ACI_Juillet 2018</p> <p>ACI &amp; EDC. 2018. <i>Évaluation de base Projet APTE-Sénégal : Rapport final.</i> Sénégal</p> <p><i>NOTE: Report not shared due to confidentiality request from partner</i></p>	<p><b>Senegal-EDC-Amélioration des performances de travail et d’entrepreneuriat au Sénégal, Agence nationale pour l’emploi des jeunes (APTE)</b></p> <p><i>This final report of the baseline evaluation shows a situation characterized by the absence of institutionalization of employability and entrepreneurship in the education and training system despite several experiments in vocational training centers and institutional mechanisms promoting to youth entrepreneurship. Recommendations include strengthening the communication amongst stakeholders to create a critical mass of supporters of the project, the establishment of a consultation framework to mutualize good practices and the reform of teaching personnel’s training.</i></p>

<p>Cambon, Steffen. 2020. <i>Rapport de l'étude sur les filières porteuses dans la région de Ziguinchor.</i> Sénégal</p> <p>Rapport_de_l'étude_des_filières_porteuses_à_Ziguinchor_2019-2020_FINAL</p> <p>NOTE: Report not shared due to confidentiality request from partner</p>	<p><b>Senegal-EDC-Amélioration des performances de travail et d'entrepreneuriat au Sénégal, Agence nationale pour l'emploi des jeunes (APTE)</b></p> <p><i>Study report on promising sectors for youth employment in Ziguinchor region presenting the methodology that lead to selecting the sectors of fisheries and poultry farming for the APTE Project. The report also explores potential collaboration with the private sector to help young people overcome employment challenges in the fishing industry, increase their competitiveness in poultry farming and work with vocational training centers on curricula and pedagogic tools.</i></p>
<p><a href="#">UNICEF Senegal. 2022. Catch-up classes: giving out-of-school children a second chance in Senegal. Senegal</a></p> <p>SC190748 (SENEGAL)-FINAL REPORT to Swedish NC</p>	<p><b>Senegal-UNICEF-Catch-up-classes</b></p> <p><i>Final report of the Catch-up classes program presenting the purpose of the intervention and planned results, key achievements, main constraints, and lessons learned. This initiative has yielded substantial achievements to the direct benefit of 2,881 children and adolescents out of school, including a majority of girls (1,455) and allowed the development of innovative approaches to help sustain efforts to address the learning needs, protect the rights, and unleash the potential of out-of-school children and adolescents, in partnership with the national government, local authorities, and other development partners including civil society, as well as communities.</i></p>
<p><a href="#">Agence Française de Développement &amp; World Bank. nd. Accompagner le programme de formation professionnelle pour l'emploi et la compétitivité du Sénégal. Senegal</a></p> <p>Accompagner_le_programme_de_formation_professionnelle_pour_l'emploi_et_la_compétitivité_du_Sénégal-3332</p>	<p><b>Senegal-UNICEF-Education-entrepreneuriat-development-programme-for-youth</b></p> <p><i>Pamphlet presenting the Senegalese vocational education context and describing an ongoing intervention aiming to support the implementation of the new national strategy. Relying on institutional autonomy and on public-private partnerships, this initiative will upgrade vocational centers, develop short training curricula and improve the management system. With a focus on gender, it seeks to increase women's representation in governance bodies. Budget of 12, 000,000 Euros. This program was removed from Database due to a lack of information.</i></p>

<p><a href="#">Centre d'incubation de formation professionnelle et d'apprentissage sur les métiers verts de Kolda. nd. Certificat de spécialité en aviculture, option d'Agent de conduire d'élevage de poulets de chair (ACEPC). Senegal</a></p> <p>CS en Aviculture Kolda VF</p>	<p><b>Senegal-UNICEF-Education-entrepreneurship-development-programme-for-youth</b></p> <p><i>Programme document presenting the broiler breeding specialty certificate offered by the Centre d'incubation de formation professionnelle et d'apprentissage sur les métiers verts de Kolda. It provides a list of human and financial resources of the center, the justification and description of the training, including learning objectives and employment opportunities for graduates, and finally presents an estimated operating budget.</i></p>
<p><a href="#">Centre d'incubation de formation professionnelle et d'apprentissage sur les métiers verts de Kolda. nd. Certificat de spécialité en horticulture. Senegal</a></p> <p>CS Horticulture Kolda</p>	<p><b>Senegal-UNICEF-Education-entrepreneurship-development-programme-for-youth</b></p> <p><i>Programme document presenting the horticulture specialty certificate offered by the Centre d'incubation de formation professionnelle et d'apprentissage sur les métiers verts de Kolda. It provides a list of human and financial resources of the center, the justification and description of the training, including learning objectives and employment opportunities for graduates, and finally presents an implementation schedule and an estimated operating budget.</i></p>
<p><a href="#">Centre d'incubation de formation professionnelle et d'apprentissage sur les métiers verts de Kolda. nd. Certificat de spécialité en pisciculture. Senegal</a></p> <p>CS Pisciculture Kolda</p>	<p><b>Senegal-UNICEF-Education-entrepreneurship-development-programme-for-youth</b></p> <p><i>Programme document presenting the fish farming specialty certificate offered by the Centre d'incubation de formation professionnelle et d'apprentissage sur les métiers verts de Kolda. It provides a list of human and financial resources of the center, the justification and description of the training, including learning objectives and employment opportunities for graduates, and finally presents an implementation schedule and an estimated operating budget.</i></p>
<p><a href="#">Centre d'incubation de formation professionnelle et d'apprentissage sur les métiers verts de Kolda. nd. Certificat de spécialité en transformation des produits locaux. Senegal</a></p> <p>CSTPA KOLDA</p>	<p><b>Senegal-UNICEF-Education-entrepreneurship-development-programme-for-youth</b></p> <p><i>Programme document presenting the specialty certificate in processing of local products offered by the Centre d'incubation de formation professionnelle et d'apprentissage sur les métiers verts de Kolda. It provides a list of human and financial resources of the center, the justification and description of the training, including learning objectives and employment opportunities for graduates, and finally presents an implementation schedule and an estimated operating budget.</i></p>

<p><a href="#">UNICEF Senegal. 2020. No title (Outcome and Output Reporting). Senegal</a></p> <p>EDU_RAM Reporting 2020-EDU(VF)</p>	<p><b>Senegal-UNICEF-Education-entrepreneurship-development-programme-for-youth</b></p> <p><i>Progress report of UNICEF Senegal's interventions in the Education sector. It states that over the year 2020, a strong focus was placed on the introduction of entrepreneurial skills, including training in, for example, farming/gardening or fish nursery in rural areas. Completion rates ranged between 75 per cent and 98 per cent depending on the regions, mainly thanks to arrangements made for ensuring learning continuity while schools were closed, with for example, the provision of exercise books and home visits by educators. Report appears to be in draft format. This document was referenced for the Entrepreneurship and Development program, however, reporting on entrepreneurship is limited. No financial information reported.</i></p>
<p><a href="#">UNICEF. 2021. No title (Outcome and Output Reporting). Senegal</a></p> <p>EDU_RAM reporting 2021-EDU (VF)</p>	<p><b>Senegal-UNICEF-Education-entrepreneurship-development-programme-for-youth</b></p> <p><i>Progress report of UNICEF Senegal's interventions in the Education sector. Over the year 2021, UNICEF supported the deployment of alternative skills development and entrepreneurship training for youths, an approach which has potential for rapid scale-up through the newly launched Presidential Initiative for Youth. 456 youths benefited from alternative training opportunities on marketable and entrepreneurial skills development, through training interventions leading generally to formal qualification or entrepreneurship in technical areas including agroforestry, agriculture, green economy, handcraft, and digital skills. UNICEF also engaged with the private sector for the financing of vocational training, on youth training interventions and to support entrepreneurship development. Report appears to be in draft format. No financial information reported.</i></p>
<p><a href="#">UNICEF Senegal. 2021. Genre et exclusion scolaire : Déploiement de stratégies d'appui à la rétention des enfants vulnérables et à la réinsertion des enfants hors de l'école dans les régions défavorisées du Sénégal: Rapport d'avancement. Senegal</a></p> <p>Rapport 2 - SC200048 (Aout 2021) Spanish NatCom</p>	<p><b>Senegal-UNICEF-Extending learning opportunities on foundational literacy and numeracy (FLN) to children accommodated in traditional Quranic Schools</b></p> <p><i>This progress report presents a summary of the project proposal, a reminder of the education context in Senegal, the relevance of the initiative Genre et exclusion scolaire, the axes of intervention, and the key achievements and the context in which the activities were carried out. Next steps for the last trimester of the project, included support to school integration for children attending traditional Koranic schools, provision of dignity kits, establishment of a school-based mechanism of assistance for girls, and support to regularize the situation of elementary school students without civil status documents to facilitate their transition to high school. Total amount reported in 848, 074. Page 32 has some budget figures.</i></p>

<p><a href="#">UNICEF Senegal. 2022. Project Update Summary: Génération Illimitée au Sénégal : Partenariat pour une Autonomisation et un bien-être des adolescents au Sénégal, notamment des filles dans les régions de Tambacounda et Dakar. Senegal</a></p> <p>Jan2022 SC190064_France NC progress report</p>	<p><b>Senegal-UNICEF-Generation-illimitee</b></p> <p><i>This project update summary present in a tabular format the results achieved over the year 2021 for the Génération illimitée initiative and presents the next steps for the last trimester of the project. Even though thousands of direct beneficiaries were targets, these initial targets were exceeded. Results include: 4,331 children and teenagers, including 2,244 girls, aged 9 to 15 benefited from “gateway classes” to facilitate their school integration; 1,928 out of school young people were supported to resume their studies; 120 unschooled and unskilled teenagers, including 82 girls, received vocational training or entrepreneurship support; 61,065 girls benefited from support groups, female teachers networks and provision of dignity kits to encourage their retention in school; capacity-building on youth’s protection was offered to 1,325 health, education, justice and social work professionals; an app was developed for the real-time monitoring of cases of children in need of protection reported; 5,181 children in need of protection were identified and cared for; social accountability mechanisms including youth in decision-making were deployed in 9 territorial collectivities.</i></p> <p><i>The overall project budget = 900,193 EUROS. The Database reports 1 046 300 USD, but this could vary depending on the exchange rate.</i></p>
<p><a href="#">République du Sénégal &amp; ECOWAS. nd. ABC pour l'autoprotection: Un guide pour les enfants. Senegal</a></p> <p>ABC-enfants-2 (autoprotection)</p>	<p><b>Senegal-UNICEF-Generation-illimitee</b></p> <p><i>This Self-protection Guide was produced to help Senegalese children avoid putting themselves in risky situations, learn to recognize, analyze and control potentially dangerous situations, withdraw themselves from an abusive situation, know how to ask for help and to refuse to engage in risky behavior. Topics covered are listed in alphabetical order and include how to say no, bullying, interactions with strangers and sexual abuse.</i></p>
<p><a href="#">Salamaitou</a></p> <p>Salmaïtougou Accessed from:</p> <p><a href="https://www.unicef.org/senegal/recits-des-jeunes-filles-du-s%C3%A9n%C3%A9gal-initi%C3%A9es-au-digital-et-%C3%A0-l'entreprenariat-social">https://www.unicef.org/senegal/recits-des-jeunes-filles-du-s%C3%A9n%C3%A9gal-initi%C3%A9es-au-digital-et-%C3%A0-l'entreprenariat-social</a></p>	<p><i>The Salamaitougou program targeted the most vulnerable girls, in or out of school). It included a variety of partners – NGOs, government and private sector. Key actors are targeted and awareness raising (on context and stakes) activities are realized. It was unclear whether curricular were embedded in schools though as the program was offered in partnership. Digital Open Spaces were created.</i></p> <p><i>Results: The results reported include girl's ability to Assemble robots, create a website with HTML or other, develop applications, make creations through lean canvas, sell products on social networks, write codes and algorithms, be able to express themselves in public, and produce podcasts. It is unclear the extent of mastery that girls demonstrate over these complex skills based on the reporting available. The beneficiary count is based on participants in the Bootcamp.</i></p>

	<p><i>Emerging: This focused and intensive bootcamp style program offered a 10-day intensive training on and opportunities for girls to learn digital technologies, innovation and social entrepreneurship. The unique skills offered and focused nature of this program earned it Emerging. Thought it could likely increase to Promising as the program continues.</i></p> <p><i>Gender responsive: With more evidence and reporting, this may increase to gender transformative. The project seeks to address gender roles specially around gender bias in learning and teaching STEM.</i></p>
<p><a href="#">Social Change Factory &amp; UNICEF. 2019. Rapport d'activités: Bootcamp Salmaitou Kolda 2019. Senegal</a></p> <p>Rapport du Bootcamp Salmaitou_Kolda 2019 (1)</p>	<p><b>Senegal-UNICEF-Salmaitou-formation-au-numerique</b></p> <p><i>Activity report on the bootcamps aiming to help most vulnerable in or out of school girls to master the basics of digital technologies, innovation and social entrepreneurship. Skills acquired during these 12-days intensive training include: assembling robots, creating a website, developing applications, selling products on social networks, writing codes and algorithms, learning to express themselves in public, and producing podcast. In addition to the proceedings of the bootcamp, this document presents the Senegalese context, the activities carried out to prepare the bootcamp, and present lists of trainers, mentors, and of the 50 girls aged 10 to 18 who benefited from these bootcamps.</i></p>
<p><a href="#">UNICEF Senegal. 2020. Offrir aux enfants, particulièrement les filles des opportunités d'apprentissage et de développement grâce aux innovations et aux nouvelles technologies. Senegal</a></p> <p>Two pager Salmaitou</p>	<p><b>Senegal-UNICEF-Salmaitou-formation-au-numerique</b></p> <p><i>Two pager presenting the intention to build a female force skilled for the professions of the future and to strengthen girls' capacities in digital technologies, social entrepreneurship and social innovation. Are presented the Senegalese context, the theory of change on which relies this project, the intervention area, the goal, the approach and the partnerships on which relies this initiative. The next steps include strengthening partnerships and resource mobilization.</i></p> <p><i>The name of the project Salmaitou is not mentioned in this document, but was shared for this project.</i></p>
<p><a href="#">IRC. No date. Trainer guide: life skills sessions #10-13. Republic of Sierra Leone</a></p> <p>Batch 2_Life Skills_Old Sessions _10 – 13</p>	<p><b>Sierra Leone-IRC-Every Adolescent Girl Empowered and Resilient (EAGER) Confidential</b></p> <p><i>Implementation document – guide for training sessions. This 16-page document provides guidance for training facilitators of girls' groups on the following topics: managing disagreements, negotiation skills, respecting ourselves. And making smart decisions.</i></p>



<p><a href="#">IRC. No date. Every adolescent girl empowered and resilient” life skills curriculum – final sessions 1-5. Republic of Sierra Leone.</a> Batch 3_ Life Skills_Final sessions_1-5</p>	<p><b>SierraLeone-IRC-Every Adolescent Girl Empowered and Resilient (EAGER) Confidential</b></p> <p><i>Implementation document – guide for training sessions. This 15-page document provides guidance for training facilitators of girls groups on the following topics: gender, different abilities, trafficking, power with others, and goals.</i></p>
<p>IRC. No date. Every adolescent girl empowered and resilient: financial literacy – facilitator’s guide. Republic of Sierra Leone</p> <p>EAGER Financial Literacy Facilitators Guide_FINAL_compressed (1)</p> <p><i>NOTE: Report not shared due to confidentiality request from partner</i></p>	<p><b>SierraLeone-IRC-Every Adolescent Girl Empowered and Resilient (EAGER) Confidential</b></p> <p><i>Implementation document – financial literacy facilitator’s guide. The EAGER Financial Literacy Facilitator’s Guide is 10 sessions designed to empower girls with financial literacy skills. These sessions build on what girls have already learned in their Life Skills and Basic Literacy and Numeracy sessions. They are intended to help learners to build the skills they need to make smart financial decisions and manage their own finances. By the end of these 10 sessions, learners will have a financial goal and know how to complete the Financial Goals section in their My Empowerment Plan template.</i></p>
<p>IRC. No date. My empowerment plan – draft. Republic of Sierra Leone</p> <p>EAGER Financial Literacy Workbook and Empowerment Plan_FINAL</p> <p><i>NOTE: Report not shared due to confidentiality request from partner</i></p>	<p><b>SierraLeone-IRC-Every Adolescent Girl Empowered and Resilient (EAGER) Confidential</b></p> <p><i>Implementation document – empowerment plan template. This ten-page document is a template that adolescent girls can use to develop the “My Financial Goal” and “My Learning Goal” sections of their empowerment plans. For their financial goals, girls should explain what they will use their money for and why/how it will empower them; the skills, knowledge experience, tools or resources, and people they already have that can help them; how they will work toward their goals, the budget for their activity, a brief market survey, and an analysis of cash flow. For their learning goals, girls should explain how they will use the literacy, numeracy and life skills they have developed and how they will keep learning; their household, community, and financial goals and skills, knowledge, tools or resources, and people they have that can help them, how they will work toward their goals, and budget.</i></p>
<p>IRC. No date. Every adolescent girl empowered and resilient: functional literacy. Republic of Sierra Leone</p>	<p><b>SierraLeone-IRC-Every Adolescent Girl Empowered and Resilient (EAGER) Confidential</b></p> <p><i>Implementation document- literacy facilitator’s guide. This facilitator’s guide is designed for use in the Every Adolescent Girl Empowered and Resilient (EAGER) project, which targets vulnerable girls aged 13-17 who have missed out on the chance to attend formal school, and who do not have basic literacy and numeracy skills in 10 districts.</i></p>

<p>IRC EAGER Literacy Facilitator's Guide - printed version_ compressed</p> <p><i>NOTE: Report not shared due to confidentiality request from partner</i></p>	<p><i>The project aims to equip girls with the practical skills needed which they can apply to their everyday lives, including the basic skills of how to read and write and do basic mathematics, life skills (health, nutrition, etc.) and business skills. The guide includes 45 sessions on themes including greetings, talking about yourself, family, following instructions, expressing likes and dislikes, my daily routine, people in the community, places in the community, planning what to buy, making purchases at the market, my life as a patient, good hygiene, health in Sierra Leone, and medicines.</i></p>
<p>IRC. No date. <i>Every adolescent girl empowered and resilient: functional numeracy.</i> Republic of Sierra Leone</p> <p>IRC EAGER Numeracy Facilitator's Guide - printed version_ compressed</p> <p><i>NOTE: Report not shared due to confidentiality request from partner</i></p>	<p><b>SierraLeone-IRC-Every Adolescent Girl Empowered and Resilient (EAGER) Confidential</b></p> <p><i>Implementation document – numeracy facilitator’s guide. This facilitator’s guide is designed for use in the Every Adolescent Girl Empowered and Resilient (EAGER) project, which targets vulnerable girls aged 13-17 who have missed out on the chance to attend formal school, and who do not have basic literacy and numeracy skills in 10 districts. The project aims to equip girls with the practical skills needed which they can apply to their everyday lives, including the basic skills of how to read and write and do basic mathematics, life skills (health, nutrition, etc.) and business skills. The guide includes 45 sessions on themes including counting, reading and writing numbers, counting by 2s and 5s, comparing and ordering numbers, addition, subtraction, multiplication, division, using a calculator, the clock and telling time, scheduling and spending time, days of the week, shapes, maps, shopping and counting and comparing money, total price and making change, caring for babies, balanced diet, normal sized for children, vaccination, reading a prescription, buying medicine, and making ORS.</i></p>
<p>IRC. No date. <i>Literacy: Introduction – Theme 5.</i> Republic of Sierra Leone</p> <p>IRC-SierraLeone-Literacy-190808-withAlphabetChart_ compressed</p> <p><i>NOTE: Report not shared due to confidentiality request from partner</i></p>	<p><b>SierraLeone-IRC-Every Adolescent Girl Empowered and Resilient (EAGER) Confidential</b></p> <p><i>Implementation document – literacy materials. These literacy materials include an introduction that includes greetings, emotions, family members, and classroom-related verbs and on themes including planning my day, community map, shopping at the market, feeding and caring for babies and children, visiting the doctor. Includes authentic texts.</i></p>

<p>IRC. No date. <i>Numeracy: Introduction – Theme 5.</i> Republic of Sierra Leone</p> <p>IRC-SierraLeone-Numeracy-190804_compressed</p> <p><i>NOTE: Report not shared due to confidentiality request from partner</i></p>	<p><b>SierraLeone-IRC-Every Adolescent Girl Empowered and Resilient (EAGER) Confidential</b></p> <p><i>Implementation document – numeracy materials. These numeracy materials are organized around themes on numbers, coins and notes, clocks, planning time use, shapes and maps, shopping, feeding and caring for babies, visiting the doctor.</i></p>
<p>IRC. No date. <i>Literacy – Theme 6-10.</i> Republic of Sierra Leone</p> <p>LB - Literacy -To Print_compressed</p> <p><i>NOTE: Report not shared due to confidentiality request from partner</i></p>	<p><b>SierraLeone-IRC-Every Adolescent Girl Empowered and Resilient (EAGER) Confidential</b></p> <p><i>Implementation document – literacy materials. These literacy materials (15 pages) are organized around themes on setting up a garden, selling vegetables, income generating activities, becoming a businesswoman, and shopkeeping. There are also sheets for reviewing and checking understanding.</i></p>
<p>IRC. No date. <i>Numeracy – Theme 6 - 10.</i> Republic of Sierra Leone</p> <p>LB - Numeracy -To Print_compressed</p>	<p><b>SierraLeone-IRC-Every Adolescent Girl Empowered and Resilient (EAGER) Confidential</b></p> <p><i>Implementation document – numeracy materials. This nine-page document includes numeracy support materials related to the following themes: setting up a garden, selling my vegetables, income generating activities, becoming a businesswoman, and come to my shop, plus a sheet for reviewing and checking understanding.</i></p>
<p>IRC. No date. <i>Every adolescent girl empowered and resilient: functional literacy: Part 2.</i> Republic of Sierra Leone</p> <p>Literacy FG-Phase II-FINAL</p> <p><i>NOTE: Report not shared due to confidentiality request from partner</i></p>	<p><b>SierraLeone-IRC-Every Adolescent Girl Empowered and Resilient (EAGER) Confidential</b></p> <p><i>Implementation document – literacy facilitator’s guide. This literacy facilitators guide is designed for use in the Every Adolescent Girl Empowered and Resilient (EAGER) project, which targets vulnerable girls aged 13-17 who have missed out on the chance to attend formal school, and who do not have basic literacy and numeracy skills in 10 districts. It includes 35 sessions (Sessions 55-90) on themes including what should I grow, what do I need to make a garden, income from my garden, how do people make money, making a budget, know your market, what kind of shop will I have, dealing with customers and checking for understanding.</i></p>

<p>IRC. No date. <i>Mentor guide: girls' empowerment plan.</i> Republic of Sierra Leone.</p> <p>Mentor Guide_Girls Empowerment Plan_FINAL</p> <p><i>NOTE: Report not shared due to confidentiality request from partner</i></p>	<p><b>SierraLeone-IRC-Every Adolescent Girl Empowered and Resilient (EAGER) Confidential</b></p> <p><i>Implementation document – mentor guide – empowerment plan. This document describes the purpose, process, and guidelines for supporting girls enrolled in the Every Adolescent Girl Empowered and Resilient (EAGER) project to develop empowerment plans. It includes an annotated plan template that guides mentors step-by-step and handouts that reinforce key concepts and help girls understand the power within themselves.</i></p>
<p>IRC. No date. <i>Every adolescent girl empowered and resilient: functional numeracy: Part 2.</i> Republic of Sierra Leone</p> <p>Numeracy FG-Phase II-FINAL</p> <p><i>NOTE: Report not shared due to confidentiality request from partner</i></p>	<p><b>SierraLeone-IRC-Every Adolescent Girl Empowered and Resilient (EAGER) Confidential</b></p> <p><i>Implementation document – literacy facilitator's guide. This literacy facilitators guide is designed for use in the Every Adolescent Girl Empowered and Resilient (EAGER) project, which targets vulnerable girls aged 13-17 who have missed out on the chance to attend formal school, and who do not have basic literacy and numeracy skills in 10 districts. t includes 35 sessions (Sessions 55-90) on themes including what should I grow, the size of my garden, spacing my plants, how many plants when should I plant, harvesting my garden, how much will I grow, market prices, income from my garden, what are my costs, how much should I sell, how do people make money, what are the costs of my activity, the cost of getting started, the repeating cost of my activity, my income, my profit, what is a budget, my budget, what happens if I don't profit, how do osusu and loans work, should I join an osusu/should I take a loan, working with partners, practice with costs and income, practice with profit and loss, practice with budgets, what kind of shop will I have, the cost of my shop, the price of my items, profit from selling goods, my first customer, practice with numbers and money, practice with addition and subtraction, practice with multiplication and division and understanding checks. It also includes a glossary of numeracy words.</i></p>





# Documentation Régionale sur l'Education et le Développement des Compétences des Adolescents Scolarisés et Non Scolarisés

En Afrique de l'Ouest et du Centre